Vol. 5 No. 2 • Du 28 Juillet au 2 Août 2011
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



WIKILEAKS: CAMPAGNE DES E.U. POUR MAINTENIR ARISTIDE EN EXIL !

Voir page 4

L'ex-président Aristide, lors de son retour d'exil en Afrique du Sud, le vendredi 18 mars 2011



GOUSSE AVAIT T-IL PARTICIPÉ À UNE TRANSACTION LOUCHE?

Voir page 4

Le Cabinet du Premier ministre désigné Bernard Honorat Gousse aurait été participé à une transaction de vente d'un terrain appartenant à l'Etat haitien



Un député abattu par son propre agent de sécurité

Page 3



Grève générale à l'Hôpital Général

Page 7



L'OTAN face à l'ingratitude des Libyens

Page 10



Lettre d'un Vénézuélien au peuple cubain

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Haiti : entre le marteau et l'enclume

Par Berthony Dupont

Tout le monde savait que les dernières mascarades électorales qui ont catapulté Joseph Michel Martelly à la présidence d'Haiti et la majorité des parlementaires à la chambre législative ont été l'œuvre de manipulations, de manœuvres et d'interventions de la Communauté internationale sous la houlette des Etats-Unis.

Mais depuis l'accouchement de leur avorton, la Communauté internationale semble rester dans l'expectative, attendant que les nouveaux dirigeants haïtiens fassent démarrer la machine gouvernementale pour faire semblant que le pays fonctionne, malgré le choléra apporté par la Minustah et qui tue encore les masses pauvres et nombre de gens qui vivent toujours sous des tentes de misère.

Plus de deux mois après l'installation du régime Tèt kale, rien n'a encore bougé dans le sens de la cristallisation d'une certaine politique favorable pour engager le pays sur une autre voie, vers un nouvel horizon. Tout ce qui se fait jusqu'à présent montre que les forces au pouvoir ne sont autres que des fauteurs de troubles, des éléments réfractaires au changement tant souhaité par le peuple haïtien.

Ce n'est pas dans cette perspective que la Communauté internationale a accouru pour venir dicter les règles du jeu aux différents protagonistes, mais bien pour ne pas laisser dégénérer la situation afin de ne pas perdre le contrôle. Ainsi, l'ambassadeur des Etats-Unis Kenneth Merten s'est empressé de souligner l›impatience de la communauté internationale. Henri Paul Normandin du Canada a, pour sa part, estimé que la crise politique qui prévaut depuis l›arrivée de Michel Martelly au pouvoir, a de graves conséquences sur la coopération d'Haïti avec ces pays amis.

Le secrétaire général de l›Organisation des Etats Américains (OEA), José Miguel Insulza n'a pas ménagé sa salive en disant : « *Je formule l›espoir qu›un accord soit rapidement trouvé entre le Président et le Parlement, de sorte qu›un gouvernement puisse rapidement être mis sur pied, afin de relancer les grands chantiers de la reconstruction et du développement* »

La France également a eu aussi son mot à dire : « *Nous souhaitons vraiment de tout cœur que les élites haïtiennes, notamment les élites politiques fassent les compromis nécessaires pour qu'il y ait un interlocuteur, face à la communauté internationale* » ont déclaré le lundi 25 juillet 2011 trois parlementaires français visitant Haiti.

Ils ont nettement réussi à mettre un peu d'eau dans le vin de certains parlementaires récalcitrants mais également et surtout dans celui de leur bonhomme Martelly. En fait, au cours de la septième réunion du Conseil de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti le 22 juillet 2011 dernier, les forces occupantes d'Haiti ont eu beau jeu de mettre tout leur poids dans la balance pour mettre les points sur les i et atténuer la candeur des deux secteurs qui au fond n'ont aucune divergence fondamentale.

Outre la leçon de cooptation politique qu'on leur a infligée, il semblerait que Clinton et Insulza sont allés encore beaucoup plus loin en signalant à Martelly qu'ils désapprouvent totalement sa campagne de dénigrement et de calomnies dont la Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haiti (CIRH) est l'objet.

Effectivement, Martelly, avec le zèle démagogique qui le caractérise pour cacher sa nullité, tirait à boulets rouges sur la CIRH que dirigent Bill Clinton et le premier ministre sortant Jean Max Bellerive. Il avait même menacé de révoquer Bill Clinton et de mettre un terme au mandat de la CIRH qui devrait quand bien même prendre fin au mois d'Octobre prochain. Et c'est dans cette même optique qu'il refusa catégoriquement de maintenir Bellerive en tant que chef du gouvernement pour assurer la continuité tant souhaitée par Clinton.

Il n'a pas pris beaucoup de temps à cette caricature de président pour s'ajuster aux ordres de ses chefs hiérarchiques, vu qu'il n'a pas tardé à se raviser pour vite s'accommoder à leurs diktats. Ainsi pour illustrer ou manifester sa bonne compréhension de la leçon reçue, il rectifia ses tirs critiques au sujet de la CIRH. Il vient de demander au Parlement une prolongation d'une année pour la Commission et pour couronner le tout il déclara : « *Le président que je suis doit être objectif en reconnaissant que la CIRH peut-être un bon outil pour aider au développement d›Haïti si les problèmes auxquels elle est confrontée sont résolus*».

Pour se donner bonne conscience devant celui qui l'a fait président d'Haiti, Martelly verse dans la basse flatterie lorsqu'il choisit d'honorer Clinton pour de soi-disant services rendus, alors que pour nous autres patriotes haïtiens, drapés dans notre verticalité, Clinton n'est que le pire ennemi du pays et du peuple haïtien.

Bien que ce Bill Clinton ait lui-même reconnu tout le mal qu'il nous a infligé à travers notre économie, son valet lui a pourtant déclaré :« « *Nous n›oublierons jamais que vous êtes l›une des toutes premières hautes personnalités internationales venue nous porter secours* [...] *et depuis, vous nous manifestez un indéniable intérêt par vos visites répétées au cours de ces derniers 18 mois. Nous sommes certains que cet intérêt est motivé par votre sens de l'humain couplé à la générosité proverbiale des États Unis* [...] *Vous êtes un grand ami d'Haïti. Dans le domaine de l'aide vous ne vous êtes pas contenté d'être le représentant de notre pays, vous vous êtes engagé, et continuez de vous engager personnellement à l'endroit d'Haïti* [...] l'humanisme qui vous anime vous a conduit à vous investir ici dans l'agriculture, l'éducation, le logement, l'alimentation, l'eau potable, l'électricité [...] *M. le Président le pays haïtien a confiance en vous [...] vous êtes donc pour nous un ami précieux, irremplaçable dans le long et difficile chemin de la reconstruction sur lequel nous nous sommes engagés* [...] *M. le Président, au nom des pouvoirs qui me sont conférés, je vous fais Grand Croix de l'Ordre national Honneur et Mérite en guise de remerciement du peuple haïtien pour ce que vous avez déjà entrepris et pour ce que vous entreprendrez* ». La réponse du fils de l'empire a été laconique avec même une pointe de méprisante condescendance que le laquais de Clinton, engoncé dans sa basse servilité n'a sûrement pas pigée: « *Je ne pense pas que les anciens présidents américains aient besoin de décoration, mais celle là, je la reçois avec honneur* ».

Aujourd'hui encore, le pays est entre l'enclume et le marteau. Les promesses de reconstruction, ne sont autre chose que des histoires à faire dormir debout. Les victimes ne seront jamais secourues. Donc la CIRH n'est que fuite en avant, mensonge, hypocrisie et magouille. Elle n'est qu'un projet impérialiste, colonialiste, raciste et néocolonialiste des forces dominantes, accompagnant l'opération humanitaire commencée après la catastrophe du 12 janvier 2010 et qui continue en douceur par la complicité des indigènes de service à vouloir tuer le nationalisme haïtien.

Un député abattu par son propre agent de sécurité

Par Jackson Rateau

Ce lundi 25 juillet, Dionald Polyte, 41 ans, député de la 49e législature de la circonscription de Pestel-Beaumont, élu sous la bannière de la plateforme INITE, a été descendu d'une balle dans le dos par son propre garde de sécurité.

Selon une source parlementaire émanant de la chambre basse, l'élu de la Grande Anse a succombé au Centre de Santé de Camp Périn où il a été transporté pour recevoir des soins d'urgence, alors qu'il était en route pour se rendre à Port-Au-Prince. Selon la même source, le député Polyte Dionald, accompagné de 8 personnes dans son véhicule dont le chauffeur, son corps de sécurité et certains membres de sa famille, a été tué d'une balle d'un pistolet Taurus calibre 9mm, tirée par hasard parl'agent de sécurité Robert Soufrant.

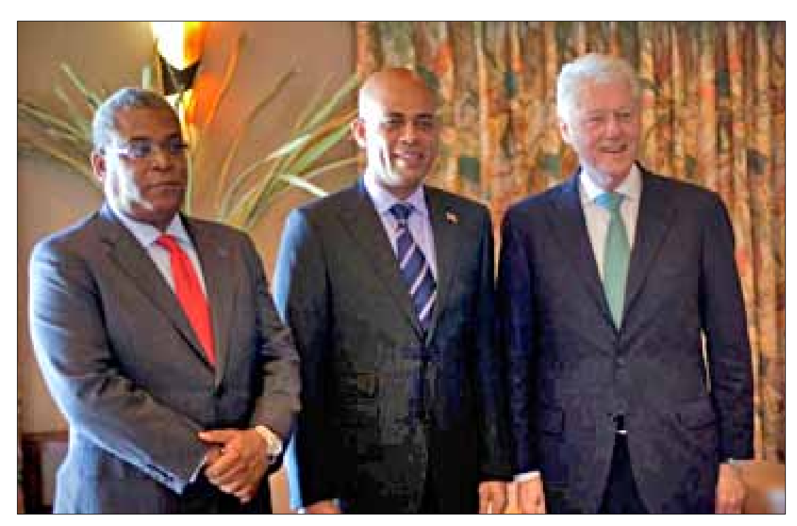

Le député Dionald Polyte, 41 ans

« Ils étaient dans une Toyota 4Runner blanche, revenant de Dichity en direction de Port-Au-Prince. Ils étaient au nombre de 8 dont les agents de sécurité, son chauffeur et quelques membres de sa famille. Ces personnes répondent aux noms de Marseil Andrénel, Polys Soufrant, Markenzy Dorestant, Luc Dorestal, Pierre Régis Jeanty, Jean Baptiste Luny, Jorel et Robert Soufrant, un agent de sécurité. Les agents de sécurité étaient tous armés de pistolets calibre 9mm. L'agent de sécurité qui a tiré le député, était armé d'un pistolet Taurus 9mm, série B62658, model 292. S'agit-il d'un acte prémédité ou d'un accident ? Nous autres du pouvoir législatif, nous ne sommes pas en mesure de fournir aucune réponse. Il revient à la police, à travers une enquête, bien sûr, de faire la lumière sur les circonstances, ayant causé la mort du parlementaire. Selon les informations recueillies sur les lieux du crime, il semblerait avoir eu des coups de feu à l'intérieur du véhicule, alors que le député Dionald était encore à l'extérieur. L'enquête de la police confirmera pour nous combien d'armes avaient alors tiré et le nombre de coups de feu partis de l'arme du crime qui est en fait un pistolet Taurus 9mm appartenant au garde sécurité rapproché du député, Robert Soufrant. Ce dernier et les 7 autres passagers sont tous en garde à vue au commissariat des Cayes, a déclaré le député Ronald Larêche, membre d'un commission d'enquête devant travailler sur l'incident ».

Reconstruction d'Haïti ? Toujours de la démagogie

« Mon administration a l'intention de poursuivre cette collaboration fructueuse, en se concentrant sur des priorités claires, l'accélération du rythme d'exécution des projets et accroître de façon spectaculaire la quantité de ressources disponibles, en particulier les décaissements, afin de mieux répondre aux attentes légitimes du peuple haïtien ».

Je vous demande d'accorder une importance toute particulière à la relocalisation des personnes qui sont toujours sous les tentes et les abris de fortune et qui méritent de retrouver des conditions convenables de vie dans les meilleurs délais…A ce sujet, je suis heureux d'annoncer qu'un programme spécial de grande envergure sera entrepris sous la direction conjointe de la présidence, des mairies et des autres partenaires nationaux et internationaux pour permettre à 30 mille personnes de rejoindre leurs quartiers d'origine et de vivre dans des logements décents et des quartiers urbanisés… », a harangué le président Michel Sweet Micky Martelly dans ses envolées de grandiloquence démagogique. Les malheureux sinistrés du séisme du 12 janvier 2010 ne sont que tremplins sur lesquels il prend son élan pour établir son capital politique. Cependant, le président, de complicité avec certains maires mercenaires comme Wilson Jeudy et Jean Yves Jason, a chassé à coups de bottes, coups de cross, kout kokomakak, des centaines de milliers de sans abris, vivant sous des tentes. Avec sa clientèle composée de Laurent Lamothe, Patrick Rousier, Klaus Eberwein, Serge Coles Jr, Karl Jean Louis et Harold Charles, auxquels il propose leur nomination au CIRH, il fait des bouchées doubles.


De gauche à droite Jean-Max Bellerive, Michel Martelly et Bill Clinton

Des élus reçus à coups de violence dans les départements du Nord et du Centre

Le lundi 25 juillet dernier, à Maïssade, Haut Plateau Central, le député de la 3e circonscription de Maïssade Romain Musset a été reçu à coups de pierres, de tessons de bouteille et d'armes à feu par la population de cette ville, alors qu'il se rendait là-bas pour prendre part à la fête de la sainte patronne de sa commune (Sainte Anne). Le député Musset a eu la vie sauve, grâce à la diligence des gardes de sa sécurité, très dévoués à sa personne. En effet une violente bagarre a éclaté au cours de laquelle 2 personnes se trouvant dans le camp opposé au député Musset, ont été blessées par balles. La maison de la maman du député a été incendiée et a été complètement détruite. Celle de sa femme quoiqu'incendiée a souffert moins de dommages. L'élu forcé de garder sa demeure a été dans l'impossibilité de trouver un juge de

Suite à la page (4)

WikiLeaks:

Campagne des E.U. pour maintenir Aristide en exil !

Par Ansel Herz & Kim Ives

Deuxième partie

Une prime à l'exil

Les États-Unis ont aussi demandé à l'ex-ambassadeur haïtien en République dominicaine s'il ne voulait pas obtenir l'asile politique après avoir démissionné de son poste le 18 décembre 2003.

Dans un câble du 23 décembre 2003, l'ambassadeur des États-Unis Hans Hertell parlait de sa rencontre avec l'ambassadeur Guy Alexandre qui avait démissionné «à cause de ce qu'il décrivait comme 'des principes incompatibles' avec le gouvernement d'Aristide» suite à la confrontation du 5 décembre 2003 à l'Université d'Haiti où, «selon Alexandre, des officiers de police avaient cassé les deux genoux de l'un de ses amis, un vice-recteur de l'Université.» (En réalité, c'était le recteur de l'Université, Pierre Marie Paquiot, dont les jambes avaient été blessées – non pas brisées – en de troubles circonstances, durant une mêlée entre des organisations populaires anti-coup d'État et des étudiants universitaires pro-coup d'État, alors que le vice-recteur, Wilson Laleau, avaient des blessures à la tête.)

Sollicité par Hertell, Alexandre disait ne pas vouloir «s'envoler vers les États-Unis», ni «n'avoir de plan pour chercher asile aux États-Unis pour le moment,» mais bien plutôt «des plans pour résider en République dominicaine» et «s'impliquer dans les affaires académiques.»

«Demander l'asile, expliquait-il [Alexandre], ne ferait que 'compliquer davantage les relations bilatérales haïtiano-dominicaines' et ne serait pas dans le meilleur intérêt ni de lui-même ni d'Haiti,» rapportait Hertell.

Alexandre eût-il sollicité asile aux États-Unis, cela aurait aidé le projet de Washington de peindre Aristide comme un ogre politique. En lieu et place, Alexandre «a critiqué la préoccupation des groupes d'opposition à vouloir forcer le départ d'Aristide sans tenir compte des conséquences» et «mis l'accent sur le fait que le départ d'Aristide's ne résoudra pas les problèmes socio-économiques d'Haiti,» écrivait Hertell.

Alexandre critiquait aussi l'opposition anti-Aristide «pour sa fixation à s'emparer du pouvoir plutôt que de s'atteler aux questions difficiles telles que la santé, l'éducation et les infrastructures», peut-on lire dans ce câble.

Le Vatican «sans regrets» pour le coup d'État

Cependant, les diplomates étatsuniens ont trouvé des oreilles beaucoup plus complaisantes du côté du Vatican.

En novembre 2003, un attaché politique de l'ambassade des États-Unis là-bas rencontrait le Giorgio Lingua, directeur de l'Office des Affaires caribéennes du Vatican, qui lui disait que «le Vatican avait noté des signes de mécontentement croissants dans les rangs du parti Lavalas» qu'il estimait pouvoir être attisé encore par «plus de pression internationale, spécialement des États-Unis, pour l'accroissement de l'expression démocratique dans le pays – sans défier la légitimité d'Aristide,» écrivait le chargé d'Affaires des États-Unis Brent Hardt dans un câble daté du 14 novembre 2003.

«Accroissement de l'expression démocratique» était une phrase-code pour des attaques croissantes contre le gouvernement constitutionnel d'Aristide, qui n'avait jamais imposé, ne serait-ce qu'une fois de limites à «l'expression démocratique» des organisations ou des médias appelant ouvertement à son renversement.

Comme en font foi le câble précédent et d'autres suivants, «défier la légitimité d'Aristide» et un changement de régime en Haiti, tels étaient de fait les buts du Vatican. Lingua disait au fonctionnaire de l'ambassade qu'«effectuer un changement en Haiti devrait être plus facile qu'à Cuba,» écrivait Hardt. «À la différence de Castro, faisait observer Lingua, Aristide n'est pas motivé idéologiquement. 'Il s'agit d'une personne – non pas d'un système,' ajoutait-il.»

Mais en dépit des encouragements des États-Unis, le Vatican voulait dissimuler sa collusion. «Interrogé à savoir si l'incident du 16 octobre [lorsque des manifestants anti-coup d'État protestaient à une messe] pouvait amener le Saint-Siège à élever la voix de façon plus forte contre les abus d'Aristide, Lingua ne s'était pas engagé,» écrivait Hardt, «disant que le Vatican avait besoin de doser la pression sur Aristide face à une situation sécuritaire délicate sur le terrain.» Lingua de dire que «les évêques haïtiens devaient appuyer légèrement» à cause «de la nature imprévisible d'Aristide,» selon Hardt.

Mais la vraie raison pour laquelle la hiérarchie de l'Église se devait de «doser» et d'«appuyer légèrement,» le câble le rend clairement, c'est parce que l'Église catholique d'Haïti était «divisée» entre des prêtres appuyant Aristide et une hiérarchie qui ne l'appuyait point (À l'exception du nouvellement intronisé, l'archevêque Serge Miot qui causait du souci à Washington comme étant «trop proche du camp d'Aristide.») Comme résultat, «beaucoup de gens abandonnent l'Église désillusionnés à cause de sa gestion de la crise d'Aristide,» peut-on lire dans ce câble.

Des théologiens progressistes de la libération, tel le Père Gérard Jean-Juste, dénonçaient la croissante campagne de déstabilisation de Washington contre Aristide, et le rôle de soutien qu'y jouait le Vatican, et «d'après Lingua, l'exploitation par Aristide de quelques membres du clergé à des fins de propagande faisait son effet,» d'écrire Hardt. «Lingua a dit que les Haïtiens voient 'une Église divisée,' avec une partie du clergé appuyant le parti Lavalas et l'autre contre. Lingua déplorait cette absence de solidarité empreinte de désillusion au point où les gens étaient en train de laisser l'Église en nombres croissants.»

Le problème était, suivant les propres termes de Lingua, «la présence – en fait l'omniprésence – d'Aristide,» lit-on dans ce câble.

Le Vatican est sorti finalement des coulisses peu de temps après la consommation du coup d'État le 29 février 2004. Le 5 mars 2004, l'ambassadeur des États-Unis au Vatican James Nicholson a écrit un câble rapportant que le Saint-Siège n'avait «pas de regrets quant au départ d'Aristide, faisant noter que l'ancien prêtre avait été un actif défenseur du vodou.»

Nicholson en a été informé par des membres du personnel de l'ambassade qui avaient rencontré le vice-ministre des Affaires étrangères du Vatican, Pietro Parolin, bien que «depuis le 29 février, le Vatican n'avait pas émis de commentaire public officiel au sujet de la démission d'Aristide.»

Néanmoins, «même avant le départ d'Aristide, le pape Jean Paul II avait lancé un appel aux Haïtiens 'pour prendre les décisions courageuses nécessaires pour leur pays,' et avait pressé la communauté internationale et les organisations d'aide à faire ce qu'elles pouvaient afin d'éviter une crise plus grave,» écrivait Nicholson. «Cela paraissait comme une référence voilée au départ du pouvoir d'Aristide.»

À ce moment-là, Lingua disait aussi à l'ambassade que le Vatican «ne voyait d'autre sortie à la crise et pensait que l'ancien prêtre devait partir.»

Le Vatican comprenait qu'il avait un rôle important à jouer pour consolider le coup d'État, indiquant qu'il était «prêt à travailler avec une nouvelle administration haïtienne de transition pour assurer une restauration pacifique de l'ordre,» écrivait Nicholson. Rome disait à ses évêques «d'exercer une influence apaisante sur la population,» qui était outragé du fait du coup d'État. Mais le Pape comprenait aussi que ses missionnaires avaient besoin d'acier derrière leurs croix d'or, de sorte qu'il réclama «une force internationale [pour] restaurer rapidement l'ordre en Haiti.»

Gestion des retombées

Dans les jours avant même que le coup d'Etat soit consommé, les gouvernements qui l'ont soutenu - les Etats-Unis, la France et le Canada - ont commencé à introduire «une force internationale» de plusieurs milliers de soldats. Ils ont occupé militairement Haïti pour les trois mois à partir du 1er Mars jusqu'au 31 mai 2004, et le 1er Juin, les 9.000 troupes de la Mission des Nations Unies pour stabiliser Haïti (MINUSTAH), dirigés par le Brésil, a pris charge de la «restauration de l'ordre.»

Mais il y eut une réaction d'indignation contre le coup et l'occupation par plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La CARICOM publia une déclaration le 3 mars, qui exprimait sa «consternation et son alarme» au sujet du coup d'Etat, en notant les «affirmations publiques faites par le président Aristide qu'il n'avait pas quitté son poste volontairement» et exigeant «une enquête sous l'égide des Nations Unies pour clarifier les circonstances l'ayant conduit à renoncer à la présidence.» La CARICOM, qui avait proposé une force internationale pour protéger le gouvernement d'Aristide contre les «rebelles» et «rétablir l'ordre», a refusé de prendre part à la Force intérimaire multilatérale de l'après-coup et a appelé au « retour immédiat » d'Aristide.

La CARICOM a également «contesté la légalité de le manoeuvre soutenu par les Américains à installer M. [Boniface] Alexandre comme président», a rapporté The Economist du 4 mars. Le président de la CARICOM et le Premier ministre jamaïcain PJ Patterson ont dit que le coup d'Etat «crée un précédent dangereux pour les gouvernements démocratiquement élus partout, car il favorise l'élimination des personnes dûment élus à pouvoir par la puissance de forces rebelles.»

Un câble du 9 mars par le Chargé d'Affaires de Nassau Witajewski donne un aperçu des réparations de dommages que Washington a réalisées face au scandale. Witajewski a fait un rapport au sujet d'une réunion du 8 mars que lui et son agent politique avaient eue avec le Dr Eugene Newry, l'Ambassadeur des Bahamas à Haïti.

Suite de la page (3)

paix pour faire le constat des dégâts causés par l'échauffourée.

« *Aujourd'hui, nous avons échappé de justesse aux balles de voyous appartenant à la Plateforme INITE. Je suis un député élu. Je suis le député de toute la population de Maïssade. Quand je suis venu la semaine dernière, c'était pour dire au peuple : que nous soyons des partisans de MAS ou d'INITE, nous sommes un seul dans la communauté. Nous avons des obligations à travailler ensemble pour parvenir à nous réconcilier…* », a eu à déclarer Romain Musset.

Par ailleurs, le dimanche 24 juillet dernier, le nouveau président d'Haïti Michel Sweet Micky Martelly, en déplacement pour une visite dans le Nord, a été accueilli à Shada, proche de la ville du Cap, par de grandes rafales de pierres et de tessons de bouteilles. Comme conséquence, la police a procédé à l'arrestation d'une trentaine de personnes.

Néanmoins, dans une copie d'une bande sonore qu'il a envoyée au journal Le Nouvelliste le lundi 25 juillet dernier, Martelly a minimisé l'attaque perpétrée contre sa personne à l'entrée de la 2e ville du pays : «*Une bouteille est tombée juste devant mes pieds. Les agents de sécurité m'ont évacué. Comme un téméraire, je n'ai pas voulu monter dans la voiture blindée. J'ai entendu des tirs et on m'a dit qu'il y avait un homme armé d'un M-1. Il n'était pas là pour vendre de la douce macosse. Il n'y avait plus qu'une bouteille, il n'y avait pas de jets de pierre…* », a-t-il déclaré.

«J'ai demandé l'ouverture d'une enquête et j'attends les résultats… J'avais l'habitude de ce genre de situation au carnaval… », a-t-il poursuivi.

Gousse a t-il participé à une transaction louche ?

Par Mona Péralte

Bernard Honorat Gousse a été désigné par le président Michel Martelly pour être le prochain Premier ministre désigné, alors que pourtant 16 parlementaires proches de la plateforme Inité ont rendu publique une note dans laquelle, ils ont fait savoir qu'ils ne le voteraient pas. Sollicitant qu'il se désiste et que Martelly nomme quelqu'un d'autre à sa place dans un accord qui aurait été conclu entre le chef d'Etat et les sénateurs majoritaires.

Le président a démenti ces déclarations mais Gousse vient dans une interview accordée au journal le Nouvelliste confirmer que « *le processus est enclenché. Ma candidature, je ne l'ai pas présentée moi-même, c'est un dossier qui a fait l'objet de désignation du président de la République et le président maintient sa décision. Donc, je ne saurais moi-même me retirer. Il revient aux sénateurs de prendre leur décision et de l'assumer…* »

Mais Gousse n'est pas seulement impliqué dans cette course à la Primature. Des informations documentées nous ont été envoyées secrètement avec la collaboration du service de cadastre de l'ouest et de la DGI, du service des domaines privés de L'ÉTAT que le cabinet d'avocats Bernard Gousse et Gerd Pasquet est amplement impliqué dans une affaire louche pour la fabrication de faux papiers en vue de s'accaparer d'un bien de l'Etat haïtien. Un terrain géré par le service des domaines privés de l'État Haïtien.

Il semblerait que le Cabinet Gousse et le Notaire Lesly Alfonce auraient participé à une transaction de vente d'un terrain appartenant à l'Etat Haïtien pour la somme de $300.000.00 US en 1998, documenté au # H 6 094091 E -5 82280.

Pour clarifier cette affaire et mettre fin à tous les soupçons que des concernés pourraient avoir, il serait hautement souhaitable que le cabinet Bernard Gousse/Pasquet produise le numéro du Moniteur autorisant la vente de ce terrain de l'Etat haïtien à madame CHRISTINE NADAL du SOGEBANK.

Affaire à suivre, nous reviendrons sur ce dossier.

Confidentiel Corruption

République d'Haïti
OFFICE NATIONAL DU CADASTRE

LOGO DE L'OFFICE NATIONAL DU CADASTRE

CABINET GOUSSE/PASQUET/CHRISTINE NADAL CORRUPTION
DOCUMENT E-5 82280
CABINET GOUSSE/PASQUET ASSOCIÉ
ARPENTEUR DORNIZA
5 JANVIER 1999 PETIONVILLE/P AU P
ENREGISTRÉ

S'il vous plaît ce dossier doit être [traité] avec beaucoup de confidentialité.

Le cabinet Gousse/Pasquet A PAYÉ A DES EMPLOYÉS du service du domaine Privé de l'Etat beaucoup d'argent à Port-au-Prince ET A PÉTION VILLE.

LES corrupteurs: Bernard Gousse et Gér[a]rd Pasquet, [le] notaire Lesly Alphonse, Christine Nadal, [l']arpenteur Doniza

Le Dossier
Maison et Terrain de l'État haïtien géré par le service du domaine privé de l'Etat.
L'État n'a pas vendu ce terrain à CHRISTINE NADAL. Nous savons que les fermiers de L'ETAT Haïtien ont été Frank Sterling Directeur de la DGI, Monsieur Emile Anacréon, [la] Famille Noel, Rose Marie Lestage. Nous n'avons pas de dossier mettant Nadal, Desrue, Théard, McIntoch comme Propriétaires de ce terrain. Ni acte de vente par le Gouvernement haïtien de 1950 à nos jours.
Nous vous demandons de faire justice au gouvernement haïtien et le retour de ce terrain comme domaine privé de l'Etat. Nous les employés du cadastre et du Domaine privé de l'Etat Haïtien
contre La CORRUPTION demandons que ce terrain retourne dans notre patrimoine NATIONAL et l'arrestation de tous les coupables, et restitution à l'Etat Haïtien de 1988 à ce jour.

Contrairement au Premier ministre Christie et au ministre des Affaires étrangères Mitchell, l'ambassadeur Newry a été favorablement disposés envers le coup d'Etat. Peut-être en raison de ses nombreux «contacts avec l'opposition», Newry a été «agréablement surpris par la transition maintenant en train» en Haïti et a pensé qu' « il était un bon signe que le peuple haïtien en générale avaient concentré leur méfiance et aversion sur l'ex-président, » bien qu'il ait eu « peur [...] que ce réseau de soutien d'Aristide se regroupé à temps pour la prochaine série d'élections alors que la coalition de l'opposition s'effondrerait une fois la « force négative», c'est-à-Aristide, disparue de la scène comme un acteur effectif », a écrit Witajewski. (Newry non plus «ne pensait pas que les tentatives d'Aristide à regagner le soutien par des rencontres de presse en République centrafricaine [où il avait été exilé à l'époque] auraient un impact sur les développements futurs en Haïti.»)

En conséquence, Newry « a minimisé les phrases incendiaires contenues dans la déclaration de la Caricom sur Haïti comme exprimant «de l'alarme et de la consternation « comme description prosaïque de la déception des membres » et «a prétendu que la CARICOM n'est pas «en colère» avec l'implication américaine dans le départ d'Aristide, mais qu'elle était plutôt "surprise" par la brusque prise de décision et le manque d'implication de la Caricom», a déclaré le câble.

Newry a aussi prédit «que la CARICOM sera satisfaite aussi longtemps que son plan d'action en 10 points reste le fondement de l'après-Aristide en Haïti.» (Washington mit en place une «Commission tripartite» et un «Conseil des Sages», comme précédemment proposé par la CARICOM.) Newry «a conclu [que] la Caricom doit surmonter son dépit, car "comme un fleuve, les choses doivent avancer", et elle a compris que Haïti ne peut pas avancer sans l'aide que seuls les États-Unis avec le soutien auxiliaire d'autres "grandes puissances" comme le Canada et la France pouvait offrir », a déclaré le câble.

Newry a dit à l'ambassade ce que celle-ci voulait entendre, mais Witajewski, dans ses commentaires, était également conscient que les Bahamas «étaient peut-être allées trop loin en essayant de donner un tour positif à la Déclaration sur Haïti de la Caricom le 3 Mars et reflètent davantage la position de real politik que Les Bahamas prennent en matière de migration haïtienne que la position plus idéologique prise par certains autres des membres de la Caricom, moins touchés».

La CARICOM devient réaliste

Le «réalisme» du gouvernement Christie, comme Witajewski l'a appelé dans ce câble, était apparent dans un autre à partir du 6 avril 2004, lorsque l'ambassadeur a fait un rapport sur le rétropédalage du ministre des Affaires étrangères Mitchell lors d'une réunion-déjeuner tenue le 29 mars.

Mitchell «a poursuivi son programme de minimiser les conséquences d'une division entre la Caricom et les Etats-Unis sur Haïti», a écrit Witajewski. «Soulignant de nombreux arguments de Mitchell était la prémisse que la CARICOM / Les Bahamas ainsi que les petits pays prennent (et ont le droit de prendre) des positions de principe tandis que les Etats-Unis s'engagent nécessairement dans la realpolitik».

Mitchell a déclaré que les pays du nord des Caraïbes comme les Bahamas sont «conscients de l'importance de leurs relations avec les Etats-Unis et sont donc plus prudents à équilibrer leurs intérêts avec la CARICOM et les Etats-Unis» tandis que les pays du sud des Caraïbes «sont guidés par des considérations politiques.»

Sentant qu'il avait son invité sur la défensive, Witajewski demanda à Mitchell «de clarifier l'appel de la Caricom relatif à une enquête sur les circonstances de la démission d'Aristide, [et] Mitchell a cherché à minimiser son importance», a déclaré le câble. Mitchell «a déclaré que personnellement il envisageait "l'enquête" comme équivalent à la résolution d'une "contestation de routine de lettres de créances " d'un gouvernement tel que cela arrive à l'Assemblée générale des Nations unies ou un autre comité. »

Toutefois, Mitchell a eu la témérité de dire «que les Etats-Unis avaient réagi de façon excessive à l'offre de la Jamaïque de laisser l'ex-président Aristide résider dans le pays et aux déclarations de la Caricom», écrit Witajewski. «Il semblait argumenter que la Caricom a le droit d'exprimer ses opinions et de ne pas en être nécessairement tenue responsable. Mitchell a également affirmé que, malgré les flèches verbales de la Caricom en direction des Etats-Unis à propos des récents événements en Haïti, il y aurait peu d'impact net sur l'ensemble des relations entre les Etats-Unis et la Caricom ... aussi longtemps que les États-Unis n'ont pas "réagiraient pas de façon excessive "».

Mitchell fait monter les enchères quand il «a insisté que les Etats-Unis ne devraient pas être concernés par, ou opposés à la présence d'Aristide dans les Caraïbes», une référence aux remarques des fonctionnaires de l'administration Bush qu'Aristide devrait quitter la Jamaïque et l'hémisphère. Mitchell «a fait valoir qu'une "politique de Bannissement" serait perçue pour avoir d'historiques connotations raciales dans les Caraïbes, qui rappelant ainsi aux habitants de la région l'esclavage et les abus passés.»

Imperturbable, Witajewski «s'est enquis de ce qui se passerait si Aristide s'avisait de se mêler des affaires internes haïtiennes et de donner à ses partisans l'impression qu'il est encore un acteur dans l'avenir d'Haïti», ce dont il avait parfaitement le droit. Mais Mitchell est immédiatement devenue défensif et «a été catégorique que la Jamaïque ne permettrait pas à Aristide de jouer un rôle aussi envahissant et "traiterait" avec Aristide si une telle situation devait se présenter», a déclaré le câble.

Reprise de l'offensive

Peut-être atteint aussi du «réalisme» qui a gouverné la politique des Bahamas, d'autres pays ont offert leur soutien à la campagne américaine contre Aristide. Par exemple, dans un câble du 22 novembre 2004, la ministre intérimaire des Affaires étrangères du Guatemala Marta Altolaguirre a déclaré à l'ambassade au Guatemala qu'elle «acceptait sans réserve l'évaluation des Etats-Unis» sur Haïti et «a offert volontairement que son point de vue personnel est qu'Aristide avait été un «désastre" et ne pourrait jouer aucun rôle utile dans l'avenir d'Haïti.»

Le Nigeria, après des «consultations» avec Washington, avait également «offert à l'ex-président haïtien Aristide de trouver refuge au Nigeria pendant quelques semaines avant de passer à une autre destination», selon ce qu'explique un câble du 23 mars 2004 de l'ambassade américaine à Abuja. Le câble note que le Nigeria «a une histoire d'offre d'asile à des dirigeants en fuite» suite à l'effondrement de dictatures africaines (comme Charles Taylor, l'ancien homme fort du Liberia). Cela a été une tentative claire d'associer Aristide avec de tels dirigeants.

Après le départ d'Aristide de Jamaïque pour l'exil en Afrique du Sud le 30 mai 2004, le gouvernement américain a travaillé des heures supplémentaires pour le garder hors d'Haïti et même de l'hémisphère, faisant de lui un prisonnier virtuellement en exil, même si la Constitution haïtienne et le droit international stipulent que chaque citoyen haïtien a le droit de vivre dans son pays natal.

Lorsque le président dominicain Lionel Fernandez avait suggéré dans un communiqué lors d'une conférence hémisphérique neuf mois après le coup d'Etat qu'Aristide devait revenir et jouer un rôle dans la démocratie en Haïti, les Etats-Unis ont réagi avec colère, disant dans un câble que Fernandez avait «fait un vrai faux pas en préconisant l'inclusion de l'ancien président Jean Bertrand Aristide dans le processus.»

L'ambassadeur américain en République dominicaine a «réprimandé» Fernandez «en le prenant à part lors d'une activité sociale.»

«Aristide était à la tête d'un gang violent impliqué dans le trafic de stupéfiants et avait dilapidé toute la crédibilité qu'il avait pu avoir autrefois,» lui a dit l'ambassadeur américain Hertell, selon un câble du 16 novembre 2004.

«Personne ne m'a donné aucune information à ce sujet,» a répondu Fernandez .

Aucune accusation n'a jamais été déposée contre Aristide pour trafic de drogue, bien que l'ancien avocat d'Aristide Ira Kurzban affirme que Washington a dépensé des dizaines de millions pour monter un tel dossier. Sous la rubrique «Aristide Movement Must Be Stopped» dans un câble de 2006, l'ambassadeur américain en Haïti, Janet Sanderson a décrit comment l'ancien diplomate guatémaltèque Edmond Mulet, chef de la MINUSTAH, «a exhorté les Etats-Unis à intenter un'action en justice contre Aristide pour empêcher l'ancien président d'avoir plus d'impact sur la population haïtienne et de retourner en Haïti.»

À la demande de Mulet, le Secrétaire général Kofi Annan a exhorté le président sud-africain «à s'assurer qu'Aristide reste en Afrique du Sud», où Aristide et sa famille vivaient sous un arrangement avec le gouvernement de ce pays.

En 2005, le parti politique d'Aristide la Famille Lavalas a planifié de grandes manifestations pour marquer son anniversaire. L'ambassadeur américain en France a rencontré le diplomate français Gilles Bienvenu à Paris pour discuter de la possibilité du retour d'Aristide.

«Bienvenu a déclaré que le GOF [gouvernement de la France] partageait notre analyse sur les implications d'un retour d'Aristide en Haïti, qualifiant de "catastrophiques" les répercussions probables. Manifestant initialement de la prudence au sujet d'une démarche de la France auprès du SARG [transmettre le message au gouvernement sud-africain], Bienvenu a noté qu'Aristide n'était pas un prisonnier en Afrique du Sud et qu'une telle action pourrait "créer des difficultés".»

L'ambassadeur américain Craig Stapleton a rapidement surmonté la réticence de Bienvenu. Bienvenu a accepté de relayer au gouvernement sud-africain des «préoccupations communes» américains et français, sous le «prétexte» (c.à.d menace voilée) que «comme un pays désireux d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, l'Afrique du Sud ne pouvait se permettre en aucune manière d'être impliqué dans la déstabilisation d'un autre pays.»

Le Français est allé encore plus loin, selon un câble du 1er juillet 2005: «Bienvenu a spéculé sur exactement comment Aristide pourrait revenir, voyant une occasion possible de le gêner dans la logistique d'atteindre Haïti», a écrit Stapleton. «*Si Aristide voyage sur un vol commercial commercialement, a pensé Bienvenu, il aurait probablement besoin de certains pays de transit afin d'atteindre Haïti. Bienvenu a suggéré une démarche auprès des pays de la CARICOM [Communauté des Caraïbes] par les USA et l'UE pour les mettre en garde de façon à ne faciliter aucun voyage ou d'autres plans que pourrait avoir Aristide. Il a spécifiquement recommandé de parler à la République dominicaine, qui pourrait être directement impliquée dans une tentative de retour.*»

Cinq jours plus tard à Ottawa, deux fonctionnaires de la diplomatie canadienne ont rencontré le personnel de l'ambassade des Etats-Unis. «*"Nous sommes sur la même longueur d'onde" en ce qui concerne Aristide,*» a affirmé une Canadienne, selon le câble du 6 juillet. «*Même avant ces dernières rumeurs, a-t-elle dit, le Canada avait une position claire dans l'opposition au retour d'Aristide*».

Canada a partagé le message avec «toutes les parties ... en particulier les pays de laCARICOM CARICOM CARICOM,» aussi bien avec l'Afrique du Sud.

Mais «les Sud-Africains auraient demandé si il est juste d'encourager Lavalas de participer aux élections sans leur leader le plus important étant sur le terrain», a déclaré le câble. «Ils ne sont pas convaincus de la bonne volonté de ceux qui excluraient qu'il soit là.»

L'exclusion d'Aristide d'Haïti de l'après-coup des élections était indispensable, parce que Washington était pleinement conscient de sa popularité continue. Citant une enquête d'août 2004, l'ambassadeur américain James Foley a admis dans un câble confidentiel du 22 mars 2005 que le sondage «montre que Aristide était encore la seule figure en Haïti avec une taux de favorabilité dessus de 50%» et donc «l'ombre d'Aristide continue à couvrir le mouvement.»

Alors le dilemme de l'ambassade a été la façon de garder Aristide en exil, mais encore mobiliser la base Lavalas parce que, comme Foley a noté, le degré «à laquelle la circonscription Lavalas participe à l'élection sera un facteur important dans la légitimité des élections, et nous sommes donc en train de suivre l'évolution au sein du mouvement de près.» Ils ont trouvé une solution à leur dilemme dans l'homme autrefois considéré comme le «jumeau» d'Aristide: René Préval.

Préval reste amer

Le gouvernement de facto qui a suivi le coup d'État contre Aristide et persécuté ses partisans s'était résolument opposé à son retour. Ensuite René Préval, ex-Premier ministre en 1991 sous Aristide, a émergé comme le favori pour la Présidence aux élections de 2006 en Haiti. Sanderson, l'ambassadeur des États-Unis était rassuré du fait que «Dans tous ses échanges privés, Préval a de façon constante rejeté toute autre association avec Aristide et Lavalas, et amèrement dénoncé Aristide au cours de conversations avec le chargé d'Affaires et d'autres fonctionnaires de l'Ambassade.»

Dans son profil de Préval en décembre 2005, elle opinait ainsi: «Nous ne voyons pas de signes crédibles que Préval soit prêt à se réconcilier avec Aristide ou des leaders Lavalas.»

En public, Préval soutenait qu'Aristide était libre d'exercer son droit constitutionnel de retour

en Haiti. Les partisans de Lavalas votèrent en masse pour lui, s'attendant à ce qu'il facilite le retour au pays d'Aristide.

L'année suivante, Préval commença à s'inquiéter à l'effet que Lavalas allait dominer les prochaines élections législatives, prendre le contrôle du gouvernement et ouvrir la voie pour le retour d'Aristide. Il fit une rencontré avec Marc Bazin, un ex-économiste de la Banque mondiale, ex-candidat à la Présidence, et partenaire de longue date-de l'ambassade des États-Unis, qui rapporta la conversation à l'ambassadeur.

«Préval paraissait préoccupé avec Aristide, pour demander l'avis de Bazin,» écrivait Sanderson dans un câble de septembre 2006. *« (Bazin a suggéré à Préval de se rendre en Afrique du Sud pour dire à Aristide personnellement que la situation politique était trop délicate pour son retour. Préval lui répondait que 'les étrangers' ne pourraient jamais supporter de le voir aller visiter Aristide. C'était là, nous croyons bien, un moyen pour Préval d'écarter un conseil particulièrement de très mauvais goût de la part de Bazin.) »*

Quand les rumeurs ont couru qu'Aristide allait s'installer au Venezuela, Préval de dire à l'ambassadeur *«qu'il ne voulait voir Aristide 'nulle part dans l'hémisphère,'»* notait Sanderson dans un câble en date du 28 octobre 2008. Les États-Unis se faisaient du souci mais ne prêtaient pas foi quant à la crédibilité de ces rumeurs.

Point de changement dans la politique de Washington de vouloir bloquer le retour d'Aristide avec l'arrivée du gouvernement Obama. Aristide lui-même tenait une conférence de presse le lendemain du tremblement de terre du 12 janvier 2010, annonçant vouloir rentrer dans son pays pour apporter son aide à la reconstruction d'Haïti. «En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à partir aujourd'hui, demain, à n'importe quel moment pour nous joindre au peuple haïtien, partager leurs souffrances, aider à reconstruire le pays, partir de la misère pour arriver à la pauvreté avec dignité," déclarait-il, presqu'en larmes.

Vatican se joint au combat

L'assistant chef de Mission (DCM) à l'ambassade des États-Unis rencontrait quelques jours plus tard son vis-à-vis au Vatican pour discuter du tremblement de terre et des préparatifs de secours. Un câble du 20 janvier indique que «Dans des discussions avec le DCM au cours des derniers jours, de hauts fonctionnaires dus Vatican ont dit être inquiets concernant les informations provenant des médias à l'effet que le dirigeant haïtien renversé – et ancien prêtre – Jean-Bertrand Aristide désirait retourner Haiti... L'asseseur du Vatican (équivalent d'assistant chef de cabinet), Mgr. Peter Wells, déclarait que la présence d'Aristide détournerait l'attention des efforts pour les secours et et pourrait s'avérer déstabilisatrice.»

Wells appela l'archevêque Bernardito Auza en Haiti, qui «acquiesça ostensiblement que le retour d'Aristide serait un désastre.» Le Vatican «alors fit parvenir les vues d'Auza à l'archevêque Greene en Afrique du Sud, lui demandant par la même occasion de trouver un moyen de faire savoir ce message à Aristide de façon convaincante. DCM suggéra que Greene en fît de même avec ce message auprès du SAG [Gouvernement sud-africain].»

Les efforts faits par les États-Unis pour empêcher Aristide de retourner en Haiti ont continué jusqu'au jour même où il allait prendre l'avion qui allait le ramener à Port-au-Prince. Le secrétaire général de l'ONU Ban-Ki Moon et le président Obama, tous deux ont téléphoné au président sud-africain Jacob Zuma pour lui demander d'empêcher Aristide de laisser l'Afrique du Sud avant le dernier tour de l'élection le 20 mars, d'après le Miami Herald.

«L'ex président Aristide a choisi de rester hors d'Haiti pour sept ans,» déclarait le porte-parole du Département d'État Mark Toner à des journalistes quelques jours avant qu'Aristide prenne l'avion, faisant ainsi écho à la prétention du gouvernement Bush à l'effet qu'Aristide avait «choisi» de laisser Haiti de son propre chef.

«Un retour cette semaine ne pouvait qu'être considéré comme un choix conscient d'influencer les élections haitiennes,» disait Toner, comme si Aristide n'avait pas le droit de le faire alors que les États-Unis, qui virtuellement en dictaient les résultats, le faisaient eux. «Nous voudrions incessamment inviter l'ex-président Aristide à retarder son retour jusqu'après la conclusion du processus électoral, pour permettre au peuple haïtien de voter dans un climat paisible. Un retour avant ces élections peut potentiellement être déstabilisateur pour le processus politique.»

Un accueil de héros

Le retour d'Aristide n'aura rien provoqué de la sorte. «Le problème c'est l'exclusion, la solution c'est l'inclusion,» de dire Aristide au cours d'un bref discours à l'aéroport après l'atterrissage, ne faisant pour toute référence, cependant de façon oblique, aux élections auxquelles on avait interdit la participation de son parti: «L'exclusion de Fanmi Lavalas c'est l'exclusion de la majorité.»

Deux jours plus tard, le second tour de l'élection en Haiti s'est déroulé sans un pépin, avec cependant un record historique de faible participation des Haïtiens. Certains bureaux de vote à Port-au-Prince étaient vides, avec des tas de bulletins éparpillés au sol, des heures avant la fermeture. Moins de 24% des électeurs enregistrés s'étaient déplacés pour aller voter.

Au lever du soleil le matin du retour d'Aristide à Port-au-Prince, rien ne semblait sortir de l'ordinaire. Un mécanicien de 42 ans, Toussaint Jean, était venu de l'autre extrémité de la ville avec quelques amis pour se tenir derrière la chaîne servant de clôture à l'aéroport.

«La masse des gens ne s'est pas réellement mobilisée,» disait-il à un journaliste, «car pendant trois jours on n'a pas arrêté de dire qu'il arrive, mais les Américains font pression, et nous pensons qu'il ne pourra pas revenir bientôt. Aujourd'hui vous ne voyez pas beaucoup de gens. Ils sont dans le doute – vient-il, ne vient-il pas?»

Au moment où Aristide avait touché terre et terminé son discours, ils étaient peut-être 10 000 (les estimations varient) à s'être rassemblés devant l'aéroport, manifestant leur enthousiasme, courant le long du cortège et agitant des drapeaux haïtiens et des pancartes avec la photo d'Aristide, pour ensuite escalader la clôture entourant sa demeure. Ils s'élancèrent dans la cour jusqu'à ce qu'il n'y eût plus de place pour bouger. La foule grimpait même sur le toit.

Assis dans un SUV à quelque six mètres de la porte de sa maison réparée en toute hâte mais tout à fait vide («les rebelles» l'avaient pillée après le coup d'État), Aristide et sa famille ont attendu qu'un groupe de policiers haïtiens leur fraient un semblant de passage à travers la foule. Sa femme et ses deux filles ont d'abord émergé de la voiture pour se glisser dans la maison.

Finalement Aristide, vêtu d'un costume bleu, s'est mis debout dans la portière du véhicule pour saluer en agitant les bras. La foule a hurlé d'excitation et s'est agglutinée autour de lui. Le passage vers l'entrée n'était plus visible. Les membres de sa sécurité l'ont soulevé et poussé à travers cette mer de monde jusqu'au seuil de la maison, où il a sauté comme un coq, serrant ses lunettes dans ses mains.

Après un coup d'État, le kidnapping, l'exil, des intrigues diplomatiques, et un accueil triomphal, Aristide était finalement chez lui.

Traduit de l'anglais par Guy Roumer

Plizyè òganizasyon pwogresis ak Popilè egzije depa MINUSTAH



Konferans pou laprès yon ansanm oganizasyon sosyal madi 26 jiyè-a pou lanse yon mobilizasyon kont okipasyon peyi a. (soti agoch) Elysée, Charles ak Pierre-Louis

Oganizasyon pwogresis ak popilè sa yo: Tèt Kole Oganizasyon Popilè, Mouvman pou Libète ak Egalite tout Ayisyen pou Fratènite, (MOLEGHAF), Batay Ouvriye, Brikouri, Gwoup k ap reflechi sou pwoblèm sosyal yo (GREPS) fè konnen yo pa ka rete ankò pou y ap gade yon fòs okipasyon Nasyonzini mete nan peyi Dayiti depi plis pase 7 lane, k ap vyole dwa pèp ayisyen an, touye Ayisyen ak Kolera. Jounen Jodi a nan peyi Dayiti nou rele fòs okipasyon Loni an, MINUSTAH/ Kolera.

Dapre òganizasyon sa yo, MINUSTAH/Kolera se yon fòs okipasyon ki ilegal ni nan nivo chat Nasyonazini an, ni nan nivo konstitisyon ayisyen an. Menm moun ki t ap dirije fòs okipasyon Loni an, nan peyi Dayiti, Edmond Mulet pa ka jwenn okenn agiman legal ki pou jistifye prezans MINUSTAH nan peyi a. Li te sètoblije evoke mo Leta an fayit pou l te ka jistifye prezans fòs okipasyon an. Donk li klè pou tout moun, MINUSTAH pa vin regle anyen nan peyi a pou pèp ayisyen. Se enterè gwo pisans enperyalis yo ak miltinasyonal yo li vin pwoteje, epi touye pèp ayisyen an ak Kolera. Se nan sans sa a òganizasyon pwogresis ak popilè sa yo, nan lokazyon 28 jiyè 2011 lan mande Leta ayisyen pa renouvle manda Minustah epi pou depite ak senatè yo menm pou yo pran responsabilite yo nan dosye sa a, atravè yon rezolisyon ki pou egzije depa Minustah nan peyi a.

« 28 Jiyè 1915-28 Jiyè 2011, sa fè 96 lane depi lame enperyalis Etazini te debake nan peyi a pou yo te okipe nou pandan 19 lane, touye anpil pitit peyi a, bwote tout richès peyi a. 96 lane aprè gwo pisans enperyalis yo ak Neyokolonyalis yo tankou: Etazini, Kanada ak Lafrans rive sèvi ak yon bann gouvènman sousou nan peyi yo te okipe, tankou: Brezil, Ajantin, Chili elatriye pou fè dappiyanp sou Ayiti. Gwo pisans sa yo sèvi tou ak òganizasyon mondyal ak rejyonal yo tankou : ONU, OEA, Union Europenne, FMI, Banque Mondiale, BID, pou okipe, domine epi eksplwate bout tè papa Dessalines nan.

Depi plis pase 7 lane, gwo peyi enperyalis sa yo, anba chapo Loni, sou etikèt MINUSTAH, debake nan peyi a, pou yon twazyèm fwa, pou yo kontinye domine pèp ayisyen an, anpeche l chache wout devlòpman ak pwogrè. Depi premye Jen 2004, sòlda MINUSTAH yodomestike enstitisyon repibliken nou yo, touye Ayisyen, vyole dwa moun ak dwa pèp ayisyen an genyen pou l deside pou peyi l. Yo foure bouch yo byen fon nan zafè politik nou dekwa pou se yo ki nonmen prezidan, senatè, depite ak premye minis. Yo fè masak sou moun nan katye popilè yo, yo vyole jenn fi. Dènye kou ki pou touye koukou a, nan mwa Oktòb 2010 la, yo lage yon epidemi kolera nan peyi a ki deja touye plis pase 7 mil moun.

Nou menm òganizasyon popilè, pwogresis sa yo nou di sitiyasyon sa a pa ka rete konsa. Fòk MINUSTAH kite peyi a. Fòk ONG yo sispann souse san mas pòv yo. Fòk gwo pisans enperyalis yo bay Ayiti yon chans pou l pran wout devlopman ak pwogrè.

Noumenm òganizasyon sa yo, nou pwofite okazyon 28 jiyè a, yon dat madichon pèp ayisyen an papjanm bliye nan listwa l, pou egzije yon lòt fwa ankò depa fòs okipasyon LONI an nan peyi Dayiti. Sòlda Minustah yo pap regle anyen nan peyi a, se Kolera yo pote, se moun nan katye popilè yo y ap teworize. Nou mande jistis ak reparasyon pou tout viktim Kolera yo.

Se pou rezon sa yo, òganizasyon sosyal, popilè ak pwogresis sa yo: Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo, MODEP, BRIKOURI, MOLEGHAF, GREPS, Batay Ouvriye deside òganize yon sitin devan Ministè Afè Etranjè ki chita Bwavèna, jedi 28 Jiyè 2011 apati 10zè nan maten, pou n mande Leta ayisyen pou l pa renouvle manda MINUSTAH nan peyi a. Nan Sitin sa a n ap tann tout moun ki kwè Ayiti pa ka rete anba bòt okipan yo, oprese yo, eksplwatè yo e ki kwè nan bonjan chanjman, nan yon peyi kote tout moun dwe viv tankou moun».

Aba Okipasyon
Aba MINUSTAH/Kolera
Aba Rekonstriksyon Pèpè
Viv Ayiti lib
Viv Lit pèp Ayisyen an

Akèy prezidan Martelly resevwa Okap Ayisyen an pat dous



Martelly Okap Ayisyen

Nan fen semèn ki sot pase a, prezidan Michel Martelly te fè yon vizit nan depatman Nò a. Nan katye popilè ki rele Shada, machin prezidan an te resevwa anpil kout wòch ap kout boutèy.

Lapolis nan Okap te kenbe 29 moun yo panse ki responsab zak sa a. Pami yo gen yon anplwaye nan Palman an ki te gen yon fizi M1 yo te jwenn sou plas lè ensidan an te pase.

Gen plizyè reyaksyon ki fèt. Prezidans nan te soti yon kominike pou montre kòmkwa sa ki pase a pa anyen. Nan Palman an, gen patizan Martelly yo ki panse se yon atanta ki fèt sou prezidan an. Blòk palmantè Nò ak Nòdès yo voye senpati yo bay Martelly an menmtan yo di atansyon pou se pa yon "chasse aux sorcières" k ap fèt pou tanmen nonselman yon represyon men mete Senatè Moise Jean Charles ki kanpe ankwa pou l demaske Switmiki sou ladefansiv.

Bò kote pa Himmler Rebu, ki se alatèt pati Gran Rasanbleman pou Evolisyon Ayiti (GREH) li panse se yon fay nan sistèm sekirite prezidansyèl la ki lakoz yo ta ka rive voye wòch ak boutèy sou kòtèj la.

Nouvo Responsab nan Direksyon Santral Polis Routyè (DCPR)

Mèkredi 20 jiyè ki sot pase a, Will Dimanche te enstale alatèt Direksyon Santral Polis Routyè. Mesye Dimanch ranplase komisè Prévil Castro ki li menm transfere nan Direksyon Depatmantal Polis Nip. Frantz Elbé ki te okipe plas sa a pati Ozetazini pou al etidye.

N ap fè pèp ayisyen an sonje Will Dimanche sa a se youn nan moun ki te nan lis non Rezo Nasyonal Defans Dwa Zimen (RNDDH) te mete deyò kòm moun ki pa kredib nan antouraj prezidan M.

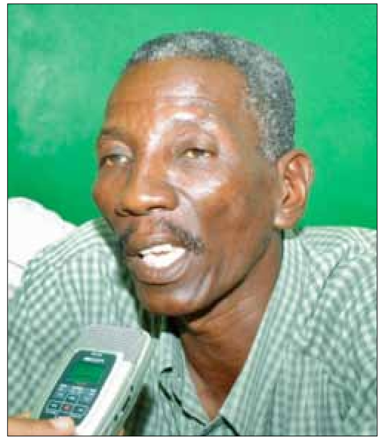
Grève générale à l'Hôpital Général

Par Yves Pierre-Louis

Depuis 18 Juillet 2011, le petit personnel de l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH) s'est mis en grève pour exiger le fonctionnement régulier de tous les services, le départ inconditionnel de l'administratrice, madame Marlaine Thompson et la poursuite du programme de performance, initié en juillet 2010, interrompu quelques mois après par madame Thompson. En plus de la grève, depuis ce lundi, les membres du petit personnel ont organisé régulièrement des manifestations sur la cour de l'établissement hospitalier pour forcer les autorités du pays à satisfaire leurs justes revendications. Toutes les activités sont paralysées à l'HUEH, des chambres sont vides, il n'y a personnes pour accueillir les malades, les parents et familles des malades ne savent quoi faire. Ils ont lancé un SOS aux autorités haïtiennes pour qu'une solution aux problèmes de l'hôpital général soit trouvée dans le plus bref délai.



Cet homme Maxime Pierre, brulé et resté sans soin depuis lundi à l'HUEH (Photo: Mercidieu Moranvil Le Nouvelliste)



Le secrétaire général du syndicat de l'hôpital général, Lévy Milot Félix *(Photo: James Alexis Le Nouvelliste)*



Le président du Conseil d'administration, le docteur Alix Lassègue *(Photo: James Alexis Le Nouvelliste)*



Les manifestants ont exigé le départ de l'administratrice de l'HUEH, madame Marlaine Thompson *(Photo: Mercidieu Moranvil Le Nouvelliste)*





Toutes les activités sont paralysées à l'HUEH, des chambres sont vides, il n'y a personnes pour accueillir les malades *(Haïti Liberté)*

Le secrétaire général du syndicat de l'hôpital général, Lévy Milot Félix, le mardi 19 juillet 2011, lors d'une manifestation à l'HUEH a accusé le président du Conseil d'administration, le docteur Alix Lassègue de la dégradation de la situation dans le plus grand centre hospitalier public du pays. « *Le Docteur Lassègue est un criminel qui exploite la force de travail des travailleurs du petit personnel de l'hôpital général. Il n'y a une pratique de vendre des médicaments reçus comme don pour les patients.* » Un autre responsable syndical, Charles Toussaint, quant à lui a dénoncé le mauvais fonctionnement de l'hôpital général : « Nous n'avons pas de problème avec un individu, nous avons du problème avec la façon dont fonctionne l'hôpital, il n'y a pas de services, l'hôpital ne marche pas. » a-t-il indiqué.

Les manifestants ont exigé le départ de l'administratrice de l'HUEH, madame Marlaine Thompson qui refuse catégoriquement de donner au petit personnel ce qui lui revient convenablement. L'un des membres du petit personnel, la dame la plus ancienne, a raconté ce qu'elle a vécu depuis 1973 à l'HUEH : « *Nous manifestons aujourd'hui parce que madame Thompson nous fait beaucoup d'abus. A chaque fois qu'on nous envoie de l'argent, elle refuse de nous en donner. On nous a envoyé de l'argent, elle ne peut pas dire que nous ne le méritons pas. Je travaille à l'hôpital général depuis 1973, à l'époque on me donnait 200 gourdes comme salaire. Après un certain temps, on m'a donné 300 gourdes et maintenant je reçois 5100 gourdes comme salaire. Ça ne suffit pas pour nourrir ma famille. Chaque fois qu'un don est venu pour nous à l'HEUH, on n'en a jamais rien donné aux membres du petit personnel, on l'a distribué de préférence aux proches.* » S'indigne-t-elle.

En effet, le programme de performance initié en juillet 2010 [par] la Croix-Rouge américaine à travers l'ONG Zanmi Lasante et d'autres pratiques de corruptions sont à la base de la situation de crise générale à l'HUEH. Selon les protestataires, le programme de performance destiné à venir en aide aux employés, tous services confondus, après le séisme du 12 janvier 2010, a été interrompu sur la recommandation de madame Thompson. Ce programme attribuait une subvention équivalente au salaire de chaque employé pour des temps supplémentaires de travail.

Cependant, Mme Marlaine Thompson de son côté a rejeté toutes les accusations portées contre elle. Elle a fait savoir que la gestion de l'hôpital général est un exercice difficile. Elle [dit laisser] les grandes décisions aux autorités supérieures. Entre-temps, les malades qui n'ont pas de moyens financiers suffisants subissent les conséquences. La corruption qui gangrène les institutions du pays a une conséquence très lourde sur les masses populaires à travers le pays. Les classes aisées ont profité de la corruption pour s'enrichir au grand dam des masses pauvres d'Haïti qui ont bénéficié très peu des services de l'Etat. A part l'hôpital général et celui de Delmas 33 et quelques centres de santé, les masses pauvres n'ont pas d'autres hôpitaux publics. Pour ce qui est des hôpitaux les soins de santé ne sont pas totalement gratuits, puisqu'il faut payer pour être admis à l'hôpital général.

En juillet 2009, une nouvelle équipe avec à sa tête Dr. Alix Lassègue, a été installée à la tête de l'hôpital général avec pour mission d'entamer un projet de réforme à l'HUEH. Cette nouvelle équipe a-t-elle atteint son objectif ou aggrave-t-elle la situation ? Y a-t-il des mains à l'HUEH ? Un fait est certain, ce sont les masses pauvres des quartiers populaires qui paient les frais de l'inconséquence des dirigeants du pays, qui n'ont aucun souci d'améliorer la situation des masses défavorisées. Dans un pays comme Haïti où toutes sortes de maladies et d'épidémie font rage, une grève générale dans le plus grand centre hospitalier qui ouvre ses portes aux pauvres, doit être résolue le plus rapidement possible.

Depuis la terre de Toussaint-Louverture

Par Juan Diego Nusa Peñalver

Le journaliste Jean Gary Apollon est connu en Haïti pour son émission Sabor Latino, de Radio Signal FM 90,5, l'une des plus importantes du pays, basée à Petionville, Port-au-Prince, qui se veut un pont d'amitié et d'intégration de Notre Amérique et qu'il a mis au service des causes les plus nobles.

Depuis sa plate-forme de communication, le journaliste et animateur haïtien Jean Gary Apollon a exigé au président Barack Obama de libérer nos Cinq héros.

Il a eu suffisamment de sang froid pour protéger la console radio et maintenir son émission lors du terrible séisme du 12 janvier 2010, et demander de l'aide internationale.

Loquace, persuasif, amoureux de son métier, qu'il exerce depuis 20 ans, Jean Gary se dit fier de se compter parmi les nombreux amis de Cuba sur la terre du grand Toussaint-Louverture, et de défendre auprès du peuple cubain la cause de nos cinq héros antiterroristes injustement incarcérés aux États-Unis.

Granma a été témoin de comment, depuis les micros de Sabor Latino, il a formé des vœux pour le prompt rétablissement du président vénézuélien Hugo Chavez et a salué Fidel. Jean Gary en a aussi profité pour demander au président des États-Unis Barack Obama de faire valoir ses prérogatives de chef d'État pour libérer Gerardo Hernandez, Antonio Guerrero, Fernando Gonzalez, Ramon Labañino et René Gonzalez, signalant que « toute personne saine d'esprit peut comprendre qu'ils n'ont jamais mis en danger la sécurité nationale des États-Unis ».

« Ces patriotes cubains avaient pour mission de déjouer les plans macabres ourdis depuis la Floride contre le peuple cubain. Ils n'avaient rien à voir avec l'espionnage », a souligné le journaliste.

« Dans sa prétendue guerre contre le terrorisme, le gouvernement des USA, ferait mieux d'écouter les arguments des Cinq et de démonter la mafia de terroristes anticubains basée à Miami. Ce serait rendre un grand service à l'Humanité ».

Après avoir dénoncé le procès politique et injuste contre Gerardo, Antonio, Fernando, Ramon et René, il a rappelé que le peuple haïtien est solidaire de la cause des Cinq et dénonce la violation de leurs droits. « Je connais de nombreux jeunes Haïtiens qui ont envoyé des lettres à l'administration étasunienne pour exiger la libération de ces hommes courageux, et Sabor Latino manifestera toujours sa solidarité avec cette cause juste et humaine ».

Jean Gary Apollon est un convaincu de l'intégration d'Haïti à l'Amérique latine. Outre parler le créole et le français, les langues officielles de son pays, il maîtrise l'anglais et l'espagnol. C'est dans cette dernière langue qu'il nous dit qu'il tient à remercier Cuba de sa coopération généreuse avec son pays, notamment dans les sphères de la santé et de l'éducation, qu'il considère comme un grand succès. « Cette aide nous a été indispensable pour faire face aux impacts du séisme et de l'épidémie de choléra », a-t-il signalé. « Des centaines de médecins haïtiens se sont formés gratuitement à Cuba. Par ailleurs, ce pays nous a été d'une aide inestimable pour combattre l'analphabétisme, et de nombreux Haïtiens ont pu apprendre à lire et à écrire grâce à la méthode cubaine « Yo si puedo ». Et des milliers de mes compatriotes ont recouvré la vue grâce à l'Opération Miracle mise en œuvre par les ophtalmologues cubains ».

« Mon pays n'a pas l'argent pour rembourser cette contribution, et Cuba n'a d'ailleurs jamais rien demandé en échange », a ajouté Apollon, qui a aussi condamné le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis.

Granma 21 Juillet 2011

6ÈME CONGRÈS DE LA CATH

CENTRALE AUTONOME DES TRAVAILLEURS HAÏTIENS

BON-REPOS (PORT-AU-PRINCE) LES 23, 24 ET 25 JUIN 2011

Résolution générale

Les délégués au VIème Congrès de la CATH, réunis à Bon-repos (Port-au-Prince) les 23, 24 et 25 juin 2011, après avoir entendu et débattu des rapports d'activités et d'orientation présentés,

1 – Constatent que la domination et l'occupation d'Haïti par les forces étrangères perdurent, voire se renforcent. Avec le renforcement de cette occupation nous assistons à une véritable mise sous tutelle du pays qui prive Haïti et la nation de toute souveraineté. Cette situation ne fait que conforter le chaos imposé aux travailleurs, à la jeunesse, à tout le peuple Haïtien, par l'impérialisme, en particulier par les gouvernements des Etats-Unis, de la France, du Canada, depuis des décennies à travers la mise en place de plans d'ajustement structurel, de la dette externe, de zones franches....

Chaos qui se traduit par le démantèlement des services publics, par des licenciements et les mauvaises conditions de travail, par un chômage touchant 80% de la population active, par les entraves et la non application du droit syndical....

2- Affirment la nécessité de se battre pour :
- Une école publique, gratuite et de qualité pour tous les enfants ;
- Des services publics capables de venir en aide à la population ;
- Un plan d'urgence pour le développement de la production nationale et permettant de venir en aide aux petits agriculteurs ;
- La renationalisation des services publics privatisés et le réemploi des tous les employés révoqués (APN, Teleco...)
- Le plein exercice des prérogatives des syndicats. Pour la protection des travailleurs sur leur lieu de travail, en particulier dans les zones franches ;
- Le droit au logement des centaines de milliers de sans abris ;
- Un véritable salaire minimum prenant en compte nos véritables besoins, au minimum 300 gourdes (6,50 $)

3 – Demandent aux responsables de faire un état des lieux de leurs secteurs professionnels ; de communiquer entre responsables d'une même région afin de préparer la mobilisation.

4 – Affirment aussi que ce combat doit être intimement lié au combat pour la souveraineté d'Haïti.

En conséquence, les délégués au VIème congrès de la CATH réunis les 23, 24 et 25 juin 2011 à Bon-repos (Port-au Prince) ,

Exigent :
- L'annulation totale et inconditionnelle de toutes les dettes d'Haïti ;
- Le départ immédiat de toutes les forces d'occupation du pays, Minustah et autres ;
- Le remboursement par la France des 21 milliards US extorqués à la République haïtienne ;
- La réparation des ravages causés par le choléra importé par des troupes de la Minustah ;

Décident de prendre et de s'associer à toute initiative en ce sens.

Déjà nous confirmons notre participation active à la préparation de la conférence caribéenne des 16, 17 et 18 novembre 2011 au Cap Haïtien ;

Aussi, avec d'autres organisations haïtiennes et au niveau de la Caraïbe avec le soutien au plan international, nous allons mener campagne pour la restitution des 21 milliards de $ US rançonnés par la France.

RESOLUTION SUR L'INDEPENDANCE SYNDICALE

1 – Considérant la tentative des différents gouvernements de vouloir museler les organisations syndicales de lutte de classe, de ligne de masse,

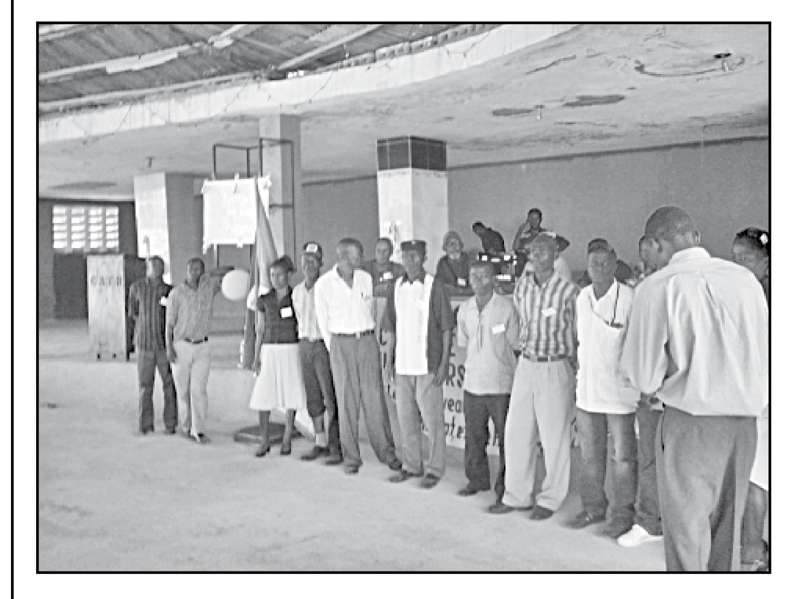
2- Considérant les conventions 87, 98 de l'OIT, les droits politiques et ouvriers des travailleurs à s'organiser afin de défendre leurs intérêts,

3- Considérant la politique mise en place par le FMI, la tentative de cogestion visant à se servir des organisations syndicales pour mieux organiser la déréglementation sociale, la destruction des conventions collectives, du code du travail et des acquis de lutte,

Le 6ème congrès de la CATH réuni les 23, 24 et 25 juin 2011 à Port-au-Prince affirme que :
- l'indépendance syndicale de la CATH est un moyen incontournable dans la situation actuelle pour la défense des intérêts des larges masses.

Décide de :

Se donner tous les moyens pour préserver son indépendance syndicale par le renforcement de la syndicalisation, élément fondamental à la préservation de l'indépendance financière pou'n pa janmen manjé nam men yo,
- D'engager une large campagne de syndicalisation dans tout le pays afin de permettre aux travailleurs de mieux défendre leurs intérêts,
- D'organiser dans les différents départements des réunions d'informations sur le droit syndical et la création d'une brochure destinée à l'adhérent.



RESOLUTION SUR LA SANTE

Considérant le démantèlement du service public de la santé organisé par l'impérialisme américain, canadien et français au détriment des travailleurs et du peuple haïtien,

Considérant l'abandon du pays par l'Etat haïtien aux mains des ONG et des forces de la MINUSTAH qui occupent le pays et pillent toutes ses ressources,

Considérant le terrible séisme du 12 Janvier 2010 qui a touché le peuple Haïtien au plus profond de sa chair causant plus de 300 000 morts et le choléra introduit par les forces de la Minustah, singulièrement les Népalais, entrainant une dégradation considérable de la santé des Haïtiens



Le 6ème Congrès de la CATH réuni les 23, 24 et 25 juin 2011 à Bon-repos (Port au Prince) décide :

- De se donner tous les moyens pour développer l'action syndicale dans le secteur de la santé et obtenir des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité dignes sur la base des revendications des travailleurs,
- Invite tous les travailleurs dans tous les secteurs à s'organiser pour exiger la mise en place d'un véritable service public de santé an sèvis a travayè é pèp Ayisen,
- Exhorte tous les travailleurs dans tous les secteurs et le peuple haïtien en général à organiser dans l'unité des actions de masse afin de faire aboutir leurs revendications.

WikiLeaked Cables Reveal Obsessive, Far-Reaching U.S. Campaign to Get and Keep Aristide Out of Haiti

by Ansel Herz & Kim Ives

Konplo Aristid la (The plot against Aristide)
Li soti Washington (It came out of Washington)
Li pase Vatikan (It passed through the Vatican)
Se Bondye ki voye-l (It was sent by God)
Manno Charlemagne

On Jul. 15, 2011, former Haitian president Jean-Bertrand Aristide turned 58. His birthday was marked in Haiti and its diaspora by scattered celebrations of militants and sympathizers of the Lavalas Family (Fanmi Lavalas), the party he founded in 1996.

During the seven years he spent exiled in South Africa after the 2004 coup d'état against him, Aristide's birthday was commemorated by large demonstrations in the streets of Port-au-Prince calling for his return. Over the past 25 years, first as a liberation theology-inspired Salesian priest in the 1980s and then as Haiti's twice elected (1990, 2000), twice deposed (1991, 2004) President, Aristide had become a symbol of the Haitian people's demands for justice, democracy and sovereignty. He received a spontaneous hero's welcome from thousands when he finally returned to Haiti on Mar. 18 aboard a private South African jet. Much to the dismay of the Haitian elite and foreign powers which overthrew him, he remained then, and remains now, enduringly popular.

But Aristide is now also under the threat of imminent attack. Since returning, he has ventured out from his home in Tabarre only once, due to security concerns.

Newly installed neo-Duvalierist president Michel Martelly has, in the past, made no secret of his antipathy for Aristide. He recently cut back Aristide's security detail and took back the government vehicle which former President René Préval had provided Aristide on his return.

In a falsely magnanimous gesture, Martelly recently suggested he would grant Aristide an "*amnesty*" (which he proposed also for recently returned former dictator Jean-Claude Duvalier), although Aristide has never been charged, much less convicted, of any crimes whatsoever.

That may soon change. Right-wing mouthpieces like former International Republican Institute (IRI) agent Stanley Lucas, pro-coup historian Michel Soukar, and former anti-Aristide opposition spokesman Sauveur Pierre Etienne have all recently taken to the airwaves in Haiti and its diaspora to call for Aristide's prosecution with lurid and far-fetched charges of corruption and political murder.

Haïti Liberté has also learned from protected sources that a U.S. government team is investigating Aristide (not for the first time) to see if it can concoct a credible human-rights case against him.

This comes as no surprise. In reviewing some 1,918 secret Embassy cables from April 2003 to February 2010 procured by the media organization WikiLeaks, *Haïti Liberté* unearthed a behind-the-scenes look at how the U.S. State Department was pushing for Aristide's removal from power in February 2004 and strongly opposed his eventual return in March 2011.

But Washington feigns neutrality. A U.S. Embassy spokesman in Haiti told *Haïti Liberté* after a press briefing last Nov. 23 that Washington had no position on Aristide's return to his country. "*Aristide's return? That's a Haitian question, that's a Haitian decision,*" said Jon Piechowski.

"*So the U.S. would have no say in that. . .*"

"*No,*" Piechowski responded, "*I think whether Aristide stays where he is or comes back to Haiti, that's between him and the people of Haiti.*"

The secret U.S. diplomatic cables show those statements are unequivocally false. The cables not only bolster existing evidence of U.S. involvement in the 2004 coup, but portray a sophisticated, globe-spanning campaign afterwards to marginalize Aristide and imprison him in exile.

When Aristide himself or officials from Caribbean nations like the Bahamas talked of his rights, the United States flexed its diplomatic muscles to oppose them. On one occasion, a U.S. ambassador went so far as to angrily "*pull aside*" and scold the Dominican Republic's President.

The cables show how Washington actively colluded with the United Nations leadership, France, and Canada to discourage or physically prevent Aristide return to Haiti. The Vatican was a reliable partner, blessing the coup and assisting in prolonging Aristide's exile.

The cables also show continuity between the policies of the Bush and Obama administrations toward Aristide. Under Bush in 2004, a U.S. Navy SEAL team escorted Aristide on a jet into exile in what Aristide called a "*a modern-day kidnapping.*" Six years later, when Aristide announced his desire to return and help after the devastating 2010 earthquake, Obama's diplomatic corps mobilized to block him. Obama himself called South Africa's President in a desperate failed attempt to keep Aristide off the jet that finally flew him home.

More than two decades after Aristide first became President, Washington's campaign against him continues. Its last big victory was the 2004 coup d'état, where we begin with the intimately detailed information contained in the WikiLeaks cables.

Bahamas shows "sympathy" and complains U.S. is "hard-minded"

The trove of Embassy communications obtained by WikiLeaks unfortunately does not include many cables from the Port-au-Prince embassy until March 2005. However, secret cables from the neighboring archipelago nation of the Bahamas during 2003 and 2004 clearly show Washington's hostility toward Aristide.

The very first cable of those which WikiLeaks provided to *Haïti Liberté* is one from the U.S. Embassy in Nassau on Apr. 17, 2003. In it, U.S. Ambassador J. Richard Blankenship reports about a meeting where Bahamian Foreign Minister Fred Mitchell "*described the U.S. position on Haiti as 'hard-minded' , and called for continued dialogue.*"

Washington, at the time, had sought to invoke a clause of the Organization of American States' interventionist "*Inter-American Democratic Charter*" in an attempt to find some pseudo-legal leverage to remove Aristide. But "*Mitchell was dismissive of the possibility of invoking the democracy provisions of the OAS Charter, saying that although 'Some people argue that's the case in Haiti ... I think that is taking it a little bit too far,'*" the cable said.

Washington was aware that the government of Bahamian Prime Minister Perry Christie was working to shore up the besieged Aristide government, and Blankenship sarcastically concluded his message: "*While The Bahamas will remain engaged on Haiti, the Christie government will resist any effort to put real teeth into any diplomatic effort to pressure President Aristide, preferring (endless) conversation and dialogue to the alternative.*"



Jean-Bertrand Aristide (above) returning to Haiti on Mar. 18. He spent over seven years in exile, thanks largely to a secret U.S. diplomatic campaign.

There is another cable from the Nassau Embassy's Chargé d'Affaires Robert M. Witajewski dated Feb. 23, 2004, about a year later and one week before the coup. At a Feb. 19 event, "*Prime Minister Christie twice came to the Charge's table to request an 'urgent' meeting,*" Witajewski wrote. After the meeting which was held the next day, Witajewski notes that the Bahamian Prime Minister "*sympathizes with Aristide's concerns.*"

Christie reviewed with Witajewski how at the United Nations days before Foreign Minister Mitchell "*called for the international community to 'provide immediate security assistance to bring stability to Haiti, including helping the legitimate authority of Haiti to restore law and order and disarm the elements that now seek to violently overthrow the government, and who have interrupted humanitarian assistance,*" the Chargé wrote. "*Mitchell continued using -- for him -- unusually strong language: 'Those armed gangs who seek now to overthrow the constitutional order should be urged to lay down their arms and if not they should be disarmed.'*"



Jean Baptiste Jean Ristil/Haïti Liberté

When Aristide returned, huge crowds flooded into the grounds around his home, scaling the walls and covering the roof.

Christie pleaded that Washington "*reconsider its position against supplying the Haitian police with lethal weapons, and at a minimum do more to support the Haitian police with non-lethal support,*" the cable notes. The Bahamian "*indicated some sympathy for Aristide's claimed plight, telling Charge that 'there is simply no way that a demoralized police force of less than 5,000 can maintain law in order in a country of more than 7 million.'*"

Unfortunately, it seems that Christie was also hopelessly clueless about the international forces backing the soon-to-be accomplished coup, because in daily phone calls with President Aristide, the cable says, "*he had stressed the importance of Aristide appealing directly to the U.S., France, or Canada for assistance in re-equipping Haitian police so that law and order could be restored,*" that is to the very countries which were backing the coup.

Christie was apparently so unaware of the U.S. hand in the unfolding coup that "*he had been in contact with members of the U.S. Congressional Black Caucus to allay their 'deep concerns' about the 'good faith' of the U.S. and others in seeking a resolution to Haiti's crisis,*" concerns that proved to be completely justified.

In perhaps his most naive assessment, Christie urged that U.S. Assistant Secretary of State Roger Noriega, one of Aristide's most bitter critics in the U.S. government, come to the embattled president's rescue in the face of calls for Aristide's overthrow from the IRI-concocted "Group of 184" front, headed by sweatshop magnate Andy Apaid. "*Christie said that he was confident that A/S Noriega 'had the clout' to bring Haitian Opposition leader Apaid around, and that once Apaid signed on to an agreement, the rest of the Opposition 'would follow' in permitting President Aristide to serve his term out since they couldn't organize themselves to win an election now,*" Witajewski wrote.

Perhaps Christie was deluded into thinking that the U.S. would recognize Aristide's popularity. Christie had witnessed it first hand as one of the few heads of government to attend Haiti's Jan. 1, 2004 bicentennial celebrations, to which tens of thousands turned out despite an opposition and international boycott. Christie "*made clear his position that President Aristide is Haiti's legitimately elected constitutional leader,*" Witajewski wrote, and also provided "*an evaluation of the state of the Haitian opposition from his position as a practicing politician. 'Even with a year to organize,' he said, 'the opposition will not match Aristide's level of support, and would lose if Aristide decided to run again, which he will not.'*"

In a cable the very next day, Feb. 24, 2004, Witajewski reported that "*The Bahamas seeks the active support of the U.S. as the 'most important' member of the Security Council as it engages on a full scale diplomatic press to achieve peace in Haiti*" and had "*concluded that a peaceful outcome without international intervention is increasingly unlikely.*"

In short, despite Christie's sympathy for Aristide's situation, he "*defers to [the] U.S. as 'Top Dog',*" the Feb. 23 cable concluded.

Encouraging "asylum"

The U.S. also asked the former Haitian Ambassador to the Dominican Republic if he wanted political asylum after he resigned his post on Dec. 18, 2003.

In a Dec. 23, 2003 cable, U.S. Ambassador Hans Hertell reported about his meeting with Ambassador Guy Alexandre who resigned "*due to what he described as 'incompatible principles' with Aristide's government*" following the Dec. 5, 2003 confrontation at the University of Haiti where "*[a]ccording to Alexandre, police officers broke both knees of one of his friends, a vice-rector at a university.*" (In fact, it was the university's rector, Pierre Marie Paquiot, whose legs were injured – not broken – under murky circumstances during a melee between anti-coup popular organizations and pro-coup university students, while the vice-rector, Wilson Laleau, suffered head injuries.)

Prompted by Hertell, Alexandre said he would "*not flee to the United States*" and "*has no plans to seek asylum in the United States for now*" but rather "*plans to reside in the Dominican Republic*" and "*get involved in academia.*"

"*Requesting asylum, [Alexandre] explained, would 'further complicate Dominican-Haitian bilateral relations' and would not be in his nor Haiti's best interests,*" Hertell reported.

Had Alexandre requested U.S. asylum, it would have helped Washington's project of painting Aristide as a political ogre. Instead, Alexandre "*criticized opposition groups' preoccupation with forcing Aristide's departure without considering the consequences*" and "*emphasized that Aristide's exit will not solve Haiti's socio-economic problems,*" Hertell wrote.

Alexandre also criticized the anti-Aristide opposition "*for their focus on grabbing power rather than tackling the difficult problems of health, education and infrastructure,*" the cable said.

Vatican: "no regret" about coup

However, U.S. diplomats found much more sympathetic ears at the Vatican.

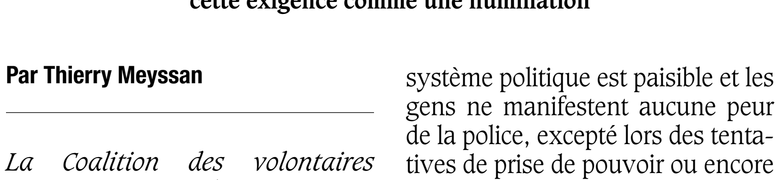
In November 2003, a U.S. political officer from the U.S. Embassy there met with the Vatican's Caribbean Affairs Office Director Giorgio Lingua, who said that "*the Vatican had noticed signs of increased discontent within the Lavalas party*" which he felt could best be fanned by "*further international pressure, especially from the United States, for increased democratic expression within the country – without directly challenging Aristide's legitimacy,*" wrote U.S. Chargé d'Affaires Brent Hardt in a Nov. 14, 2003 cable.

Continued on page (15)

L'OTAN FACE À L'INGR



Le Guide Mouammar Kadhafi devenu au fil de cette guerre le symbole de l'unité et de la résistance à « l'agression croisée ». La délégation ressent cette exigence comme une humiliation





Les leaders de l'Otan, le Premier ministre britannique Gordon Brown (à gauche), le président des Etats-Unis Barack Obama (au centre), le président français Nicolas Sarkozy (deuxième à droite) et la chancelière allemande Angela Merkel à droite



Le gouvernement libyen espérait réunir 1
Tripoli, pour manifester contre l'OTAN. À l
l'Alliance atlantique, ils étaient 1,7 milli

Par Thierry Meyssan

La Coalition des volontaires était venue en Libye pour sauver la population civile de la répression du « tyran » Kadhafi. Quatre mois plus tard, les foules libyennes ont déserté le territoire libéré de Benghazi et se massent dans de gigantesques manifestations anti-OTAN. Confrontée à une réalité politique inattendue, l'armada de l'Alliance atlantique n'a plus de stratégie. Les Italiens ont amorcé leur retrait, les Français cherchent la sortie.

111 jours après le début de l'intervention de la Coalition des volontaires en Libye, aucune solution militaire n'est en vue et les experts s'accordent tous à dire que le temps joue en faveur du gouvernement libyen, sauf coup de chance et assassinat de Mouammar el-Kadhafi.

Le 7 juillet, le conseil des ministres italien a réduit de moitié l'engagement du pays à l'effort de guerre et a retiré son porte-hélicoptères. Le président Silvio Berlusconi a déclaré qu'il avait toujours été hostile à ce conflit, mais avait été contraint par son parlement d'y participer.

Le 10 juillet, le ministre français de la Défense, Gérard Longuet, a évoqué une solution politique qui passerait par un départ de M. Kadhafi « dans une autre aile de son palais et avec un autre titre ». Vu qu'il n'y a plus de palais, la première condition est de pure forme, quand à la seconde, personne n'en comprend le sens, sinon qu'il s'agit d'une échappatoire sémantique.

Les structures sociales et politiques libyennes sont issues de la culture locale et sont manifestement difficiles à comprendre pour nombre d'Occidentaux. Il s'agit d'un système monocaméral de démocratie participative, qui fonctionne remarquablement bien au niveau local, doublé d'un forum tribal qui ne constitue pas une seconde chambre, un sénat, puisqu'il n'a pas de pouvoir législatif, mais intègre les solidarités claniques dans la vie politique. À ce dispositif, s'ajoute la figure du « Guide », qui ne dispose d'aucun pouvoir légal, mais d'une autorité morale. Nul n'est forcé de lui obéir, mais la plupart le font, comme ils agiraient au sein de leur famille vis-à-vis d'un ainé, bien que rien ne les y contraigne. Dans l'ensemble ce système politique est paisible et les gens ne manifestent aucune peur de la police, excepté lors des tentatives de prise de pouvoir ou encore lors de la mutinerie de la prison d'Abou Salim (1996) qui ont été réprimées de manière particulièrement sanglante.

Ces précisions permettent de percevoir le caractère absurde des buts de guerre de la Coalition des volontaires.

Officiellement celle-ci intervient à l'appel du Conseil de sécurité des Nations unies pour protéger les victimes civiles d'une répression de masse. Mais aujourd'hui, les Libyens sont persuadés que cette répression n'a jamais existé et que l'armée de l'air libyenne n'a jamais bombardé de quartiers de Benghazi ou de Tripoli. La partie de la population libyenne qui a cru ces informations diffusées par les chaînes de télévision internationales s'est ravisée. Les gens, qui ont tous des parents et amis dispersés dans le pays, ont eu le temps de se renseigner sur les dangers encourus par leurs proches et ont conclu qu'ils avaient été intoxiqués.

Sur ce sujet, comme sur bien d'autres, le monde est désormais divisé entre ceux qui croient la version US et ceux qui n'y croient pas. Pour ma part, je réside actuellement à Tripoli dans le quartier réputé hostile à M. Kadhafi qui se serait soulevé contre lui et qui aurait été bombardé par son aviation au début du conflit. Je peux attester qu'il n'y a aucune trace de tels événements, à l'exception d'une voiture brûlée. Les seuls immeubles qui ont été bombardés sont des bâtiments officiels qui ont été tardivement détruits par des missiles de l'OTAN.

Quoi qu'il en soit, les principaux leaders de l'OTAN ont évoqué publiquement un autre but de guerre, que certains membres de la Coalition ne semblent pas partager : la démission de M. Kadhafi, le « changement de régime ». On entre alors dans une confusion inextricable. D'une part, cette exigence n'a aucun fondement juridique au regard des résolutions pertinentes de l'ONU et n'est aucunement liée à l'objectif affiché de protection de populations réprimées. D'autre part, la démission de M. Kadhafi n'a aucun sens puisqu'il ne dispose d'aucune fonction institutionnelle, mais uniquement d'une autorité morale qui ressort des structures sociales et non pas politiques. Enfin, on ne voit pas de quel droit des membres de l'OTAN s'opposent au processus démocratique et décident en lieu et place du peuple libyen qu'il doit écarter un de ses leaders.

Au demeurant, cette confusion confirme que cette guerre répond à des mobiles inavoués qui ne sont pas partagés par tous les membres de la Coalition des volontaires.

Le principe d'une attaque simultanée de la Libye et de la Syrie a été acté par le pouvoir US dans la semaine suivant les attentats du 11 septembre 2001. Il a été exposé publiquement la première fois par John Bolton, alors secrétaire d'État adjoint, dans son discours du 6 mai 2002 intitulé « Au-delà de l'Axe du Mal ». Il a été confirmé par le général Wesley Clark, lors d'un célèbre entretien télévisé, le 2 mars 2007. L'ancien commandeur de l'OTAN y a présenté la liste des États qui seraient successivement attaqués par les États-Unis dans les prochaines années.

Les straussiens [1] avaient prévu d'attaquer initialement l'Afghanistan, l'Irak et l'Iran dans le cadre du « remodelage du Moyen-Orient élargi », puis lors de la seconde phase d'attaquer la Libye, la Syrie et le Liban pour étendre le processus au remodelage du Levant et de l'Afrique du Nord, puis encore dans une troisième phase d'attaquer la Somalie et le Soudan pour remodeler l'Afrique de l'Est.

L'attaque de l'Iran ayant été différée pour des raisons militaires évidentes, nous sommes entrés directement dans la Phase II, sans lien avec les événements réels ou imaginaires de Benghazi. La Coalition des volontaires se trouve embarquée dans un processus qu'elle n'a pas voulu et qui la dépasse.

La stratégie US, mise en œuvre par la France et le Royaume-Uni —associés comme au bon vieux temps de l'expédition de Suez—, était fondée sur une analyse particulièrement fine du système tribal libyen. Sachant que les membres de certaines tribus —principalement les Warfallah— ont été écartés des postes à responsabilité à la suite du putsch manqué de 1993, l'OTAN devait attiser leurs frustrations, les armer et les utiliser comme levier pour renverser le régime et installer un gouvernement pro-occidental. Selon M. Berlusconi, MM. Sarkozy et Cameron auraient indiqué lors d'une réunion des alliés le 19 mars que « la guerre se terminerait quand il y aurait, comme on s'y attend, une révolte de la population de Tripoli contre le régime actuel ».

Cette stratégie a connu son apogée, le 27 avril, avec l'appel de 61 chefs de tribus en faveur du Conseil national de transition. À noter que, dans ce document, il n'est déjà plus question des massacres attribués au « régime » à Benghazi et à Tripoli, mais de son intention supposée de les perpétrer. Les signataires remercient la France et l'Union européenne d'avoir empêché un carnage annoncé et non d'avoir stoppé un carnage en cours.

Depuis cet appel, de manière continue et sans interruption, les tribus de l'opposition se sont ralliées une à une au gouvernement de Tripoli et leurs chefs sont venus faire publiquement allégeance à Mouammar Kadhafi. En réalité ce processus avait commencé bien avant et avait été mis en scène, le 8 mars, lorsque le « Guide » avait reçu l'hommage de chefs de tribu à l'hôtel Rixos, au milieu des journalistes occidentaux transformés en boucliers humains et médusés par cette nouvelle provocation.

Ceci s'explique simplement : l'opposition intérieure à Kadhafi n'avait aucune raison de renverser le régime avant les événements de Benghazi. L'appel du 27 avril se basait sur des informations que les signataires considèrent aujourd'hui comme des intoxications. Dès lors, chacun s'est rallié au gouvernement national pour lutter contre l'agression étrangère. Conformément à la culture musulmane, les rebelles qui ont fait la preuve de leur bonne foi ont été automatiquement pardonnés et incorporés dans les forces nationales.

Peu importe pour notre analyse de savoir si la répression par le régime de Kadhafi est une réalité historique ou un mythe de la propagande occidentale, ce qui compte, c'est de savoir ce que pensent aujourd'hui les Libyens en tant que peuple souverain.

Il faut ici observer le rapport de force politique. Le Conseil national de transition (CNT) n'a pas su se constituer de base sociale. Sa capitale provisoire, Benghazi, était une ville de 800 000 habitants. Des centaines de milliers d'entre eux ont célébré sa création en février. Aujourd'hui la « ville libérée par les rebelles » et « protégée par l'OTAN » est en fait une agglomération morte qui ne compte plus que quelques dizaines de milliers d'habitants, souvent des gens qui n'ont pas les moyens de partir. Les Benghazis n'ont pas fui les combats, ils ont fui le nouveau régime.

À l'inverse, le « régime de Kadhafi » a été capable de mobiliser 1,7 million de personnes lors de la manifestation du 1er juillet à Tripoli et il vient de s'engager dans l'organisation de manifestations régionales chaque vendredi. La semaine dernière, ils étaient ainsi plus de 400 000 à Sabha (Sud) et l'on attend une foule identique vendredi à Az Zawiyah (Ouest). Notez bien que ces manifestations sont dirigées contre l'OTAN qui a tué plus d'un millier de leurs compatriotes, détruit les infrastructures non pétrolières du pays et coupé tout approvisionnement par un blocus naval, elles s'articulent autour d'un soutien au « Guide » comme leader anti-colonialiste, mais ne valent pas nécessairement approbation a posteriori de tous les aspects de sa politique.

En définitive, le peuple libyen a parlé. Pour lui, l'OTAN n'est pas venu le protéger, mais conquérir le pays. C'est Kadhafi qui le protège face à l'agression occidentale.

Dans ces conditions l'OTAN n'a plus de stratégie. Pas de « Plan B ». Rien. Les défections côté Conseil national de transition sont si nombreuses que, selon la plupart des experts, les « forces rebelles » ne comprennent plus qu'entre 800 et 1 000 combattants, certes surarmés par l'Alliance, mais incapables de jouer un rôle significatif sans soutien populaire. Il est probable que les commandos des forces spéciales déployés au sol par l'OTAN sont plus nombreux que les combattants libyens qu'ils encadrent.

Le retrait italien et les déclarations du ministre français de la Défense ne sont pas surprenantes. Malgré sa puissance de feu sans équivalent dans l'Histoire, l'armada de l'OTAN a perdu cette guerre. Non pas bien sûr au plan militaire, mais parce qu'elle a oublié que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » et qu'elle s'est trompée politiquement. Les hurlements de Washington, qui a réprimandé le ministre français et refuse de perdre la face, n'y changeront rien.

Notes

[1] Les disciples de Leo Strauss, Ndlr.



million de personnes, le 1er juillet 2011 à a surprise des autorités tout autant que de ion. *(Photos: Mahdi Darius Nazemoroaya)*



Jeffrey Feltman conduit la délégation US aux négociations secrètes de Tunis



Ces manifestations sont dirigées contre l'OTAN qui a tué plus d'un millier de leurs compatriotes, détruit les infrastructures non pétrolières du pays et coupé tout approvisionnement par un blocus naval *(Photos: Mahdi Darius Nazemoroaya)*

Libye : Washington prépare sa revanche

Les négociations s'accélèrent entre la Libye et les États-Unis pour convenir d'un cessez-le-feu qui permettrait à l'OTAN de sauver la face. Mais loin d'abandonner son ambition de remodelage de l'Afrique du Nord, l'administration Obama prépare déjà une seconde manche, rapporte Thierry Meyssan depuis Tripoli.

Comme je l'expliquais à contre-courant dans ces colonnes, l'OTAN a perdu politiquement la guerre de Libye, le 1er juillet, lorsque 1 700 000 Libyens sont descendus dans les rues de Tripoli pour conspuer l'Alliance et faire bloc derrière Mouammar Kadhafi [1].

Restait à tirer les conséquences de cette défaite. C'est ce que Washington a rapidement fait, sans juger utile d'informer ses alliés de la rapidité de son virage, ni de sa nouvelle stratégie.

Voler les avoirs et préparer le pillage

En premier lieu, la Maison-Blanche a décidé de voler tout ce qui peut l'être parmi les avoirs libyens, question de ne pas avoir engagé des frais pour rien. Hillary Clinton a été informée de cette décision alors qu'elle était à bord de son avion en route pour Istanbul. Elle n'a pas eu son mot à dire, juste à obéir.

Notez que les Turcs et les Français ont été logés à la même enseigne que la secrétaire d'État. Ils étaient arrivés avec leurs propres propositions qu'ils ont du ranger au vestiaire, sans même être autorisés à les exposer.

Le sommet a été réduit à une chambre d'enregistrement. Les membres du Groupe de contact ont été informés de la décision de la Maison-Blanche de faire recenser les avoirs libyens et de les faire basculer dans l'escarcelle du Conseil national de transition libyen. Cela s'applique aussi bien aux avoirs financiers, qu'à l'autorisation d'émettre sur le satellite Nilesat, ou encore à l'exploitation pétrolière dans la zone contrôlée par l'Alliance. Pour réaliser cette spoliation, les membres du Groupe de contact qui ne l'avaient pas encore fait ont été priés de reconnaître le CNT comme seul représentant du peuple libyen en lieu et place de la Jamahiriya Arabe Libyenne [2]. Ils ont été informés que l'opération était supervisée par le Libyan Information Exchange Mechanism (LIEM), dont on leur avait annoncé laconiquement « l'activation » lors de la réunion précédente (Abou Dhadbi, 9 juin).

Cependant, aucune information n'a été fournie à propos du statut juridique du Conseil national de transition ou du LIEM. Tout laisse à penser que la Maison-Blanche est en train de construire un dispositif comparable à celui qui avait si bien fonctionné en Irak [3]

À Bagdad, Washington avait d'abord installé le Bureau de reconstruction et d'assistance humanitaire (Office of Reconstruction and Humanitarian Assistance – ORHA), dirigé par le général Jay Garner. On apprit ultérieurement que l'OHRA avait été créé par une directive présidentielle secrète signée avant même que l'on débatte de la guerre au Conseil de sécurité. Contrairement à ce que son intitulé pouvait laisser penser, cet organisme était rattaché au Pentagone.

Selon toute vraisemblance, il en va de même pour le LIEM, même si —officiellement— son administrateur est un Italien.

À Bagdad, l'ORHA fut rapidement absorbé par l'Autorité provisoire de la Coalition (Coalition Provisory Authority - CPA), dirigée par L. Paul Bremer III, qui exerça tous les pouvoirs durant un an. J'ai montré que la CPA n'était pas une entité de droit international, ni de droit états-unien, mais une société privée. Toutefois, on ignore toujours aujourd'hui où elle était enregistrée et qui en étaient les actionnaires. La seule chose établie est que la CPA se livra à un pillage systématique du pays et ne se retira qu'après voir contraint le futur gouvernement irakien à valider une série de lois asymétriques qui garantissent aux multinationales le droit d'exploiter durement le pays pour 99 ans.

Sans surprise, on peut donc s'attendre à ce que, une fois un cessez-le-feu entré en vigueur, le LIEM sera absorbé à Benghazi par une sorte de CPA.

Négocier une sortie militaire

Deuxièmement, immédiatement après le sommet, Washington a ouvert des négociations directes avec Tripoli. Celles-ci se déroulent à Tunis. La délégation US est conduite par l'assistant de la secrétaire d'État pour le Proche-Orient, Jeffrey Feltman.

Dans le vocabulaire impérial, Proche-Orient (Near East) désigne tous les États arabes d'Afrique du Nord, du Levant et du Golfe, plus Israël. Et le titre d'assistant de la secrétaire d'État désigne un proconsul. Ainsi Jeffrey Feltman a t-il l'habitude de recevoir ses visiteurs à Washington en déplaçant sa main d'un geste ample sur une carte murale du « Proche-Orient » et en expliquant pour se présenter : « Ceci est ma juridiction ».

En ouvrant des négociations directes, Washington ferme le canal de tractations ouvert avec Paris. Depuis le début du conflit armé, le colonel Kadhafi discute en permanence avec le président Nicolas Sarkozy et son ministre Alain Juppé. Il a déjà élaboré avec eux plusieurs plans de sortie de crise ; chacun accompagné de mirifiques promesses de dessous de table, mais chacun censuré par la Maison-Blanche.

En début de réunion Jeffrey Feltman s'est exprimé comme s'il venait poser un ultimatum et non comme s'il engageait un processus diplomatique. C'est le comportement habituel d'un proconsul, mais il n'a pas besoin de forcer sa nature pour se montrer arrogant et cassant, c'est sa manière d'être depuis que son épouse, une brillante historienne de l'art, l'a plaqué.

Une fois terminé son numéro de dominateur, le petit Jeffrey Feltman se fait rapidement plus conciliant. En définitive, Washington admet avoir perdu la partie et feint de renoncer à ses ambitions locales. La Maison-Blanche se contenterait d'un cessez-le-feu où l'OTAN ne contrôlerait pas la Cyrénaïque dans son ensemble, mais simplement trois enclaves, dont Benghazi (mais probablement pas Misrata). L'OTAN céderait sa place à une force de paix des Nations Unies.

En terme de calendrier, le Ramadan (cette année du 1er au 29 août) serait une occasion pour interrompre les bombardements et pour effectuer cette transition.

Seules conditions de Washington : se montrer généreux en matière de concessions pétrolières et gazières, et organiser la retraite anticipée du « Guide ». Vu du côté libyen, la première exigence peut se discuter, mais la seconde est un affront, Mouammar Kadhafi étant devenu au fil de cette guerre le symbole de l'unité et de la résistance à « l'agression croisée ». La délégation ressent cette exigence comme une humiliation.

En guise de réponse, un Libyen dont le frère est mort au combat, vient de vendre sa ferme pour financer l'érection sur la Place verte de Tripoli d'un gigantesque portait du héros national, vendredi 21 juillet.

Préparer une seconde manche

Troisièmement, ce repli de l'OTAN ne vaut pas abandon définitif des ambitions de Washington. D'ores et déjà une nouvelle manche se prépare. Une fois le cessez-le-feu entré en vigueur, les États-Unis entendent déployer une intense activité secrète pour renverser la donne politique.

Se basant sur une analyse britannique incomplète, Washington avait cru que les tribus hostiles à Mouammar Kadhafi se rallieraient au Conseil national de transition. Les experts du Conseil de sécurité nationale furent surpris de les voir au contraire se réconcilier avec le « Guide » et le rejoindre pour combattre l'ingérence étrangère. Il conviendra donc, durant la trêve, de nouer des contacts directs et de les convaincre de choisir le camp occidental si une nouvelle occasion se présentait.

D'autre part, sous couvert d'opérations humanitaires entreprises par des organisations prétendument « non gouvernementales » ou par des États de l'OTAN n'ayant pas participé aux opérations militaires, la CIA et le Pentagone entendent déployer des agents de déstabilisation. D'ores et déjà, on discute couloirs humanitaires, avions, équipes d'assistance etc. qui seront autant de couvertures pour des actions secrètes. L'idée est détourner le processus de réforme que Saif el-Islam el-Kadhafi avait initié avant la guerre pour fomenter une révolution colorée. Celle-ci pourrait suffire à prendre le pouvoir. Et dans le cas où elle échouerait, elle fournirait le prétexte à la reprise des opérations militaires.

Quoi qu'il en soit, Washington refuse de s'en tenir à la situation actuelle et prépare sa revanche. En faisant bloc, le peuple libyen l'a tenu en échec. Pour vaincre, l'Empire devra d'abord le diviser.

Notes

[1] « L'OTAN face à l'ingratitude des Libyens », Réseau Voltaire, 11 juillet 2011.

[2] « Fourth Meeting of the Libya Contact Group Chair's Statement », Voltaire Network, 15 juillet 2011.

[3] « Qui gouverne l'Irak ? », par Thierry Meyssan. Conférence de soutien à la Résistance irakienne et Réseau Voltaire, 13 mai 2004.

Pedro Trigo, un des attaquants de la caserne Moncada, nous livre quelques «éclats d'histoire»…

Par Angela Oramas Camero

Des jeunes, conduits par l'avocat Fidel Castro Ruz, engagèrent l'histoire et la culture de Cuba dans un nouveau tournant lorsque, le 26 juillet 1953, ils attaquèrent les casernes Moncada et Carlos Manuel de Céspedes dans ce qui était alors la province d'Oriente. Ils appartiennent à la « Génération du Centenaire », car cette action révolutionnaire eut lieu l'année du centenaire de la naissance du Héros national, José Marti.

A la veille du 58e anniversaire de cette geste héroïque, nous avons rencontré Pedro Trigo, un des 21 attaquants de la caserne Moncada qui ont survécu jusqu'à nos jours. Ses 83 ans ne l'empêchent pas de conserver le souvenir de plusieurs anecdotes qui se situent avant et après l'action…

Quelle était votre pensée politique et idéologique avant l'attaque de la caserne Moncada ?

Pedro Trigo : Comme tous les jeunes qui y ont participé, j'étais et je reste martiste. A l'époque, je militais dans les rangs du Parti orthodoxe. Son leader, Eduardo Chibas, était mort, mais avec d'autres camarades nous continuions à diffuser sa pensée. J'ai rencontré Fidel Castro en 1951, à une réunion du Parti orthodoxe qui se tenait à Santiago de las Vegas, chez le Dr Maria Purificacion Garcia Cabello de Fina. J'étais en train de parler lorsque je le vis arriver, revêtu d'une guayabera. Je ne manquai pas de remarquer avec quelle attention il m'écoutait parler de cinq propriétés acquises par des voies obscures par le président Carlos Prio Socarras à proximité des quartiers El Globo et Calabazar. Prio avait tout simplement délogé de ces terres des paysans qu'il avait remplacés par des soldats utilisés comme journaliers : il leur versait deux pesos pour dix heures de travail par jour, c'est-à-dire qu'il ne les exploitait pas moins que des paysans.

« Lorsque je finis mon discours, j'avais devant moi, au pied de la tribune, Fidel qui me fixait de son regard intelligent et me lançait : ''Je m'appelle Fidel Castro. Si tout ce que tu as dit est vrai, pourquoi ne pas dénoncer Prio ? … Avant, il faut rassembler les preuves, les titres de propriété figurant au cadastre… rencontrer les paysans expulsés, car ce seront sans nul doute les meilleurs témoins…''

« Le lendemain à 8 heures du matin, il se présentait chez moi, à Calabazar (un village situé à une douzaine de kilomètres de la capitale), accompagné de Juan Martinez Tinguao. Ils entendaient ouvrir immédiatement l'enquête sur les propriétés Gordillo, Lage, Potrerillo de Menocal, Pancho Simon et Paso Seco, que Prio avait fondues en une seule qu'il avait appelée El Rocio et qui couvrait plus de 700 hectares, dont la presque totalité est aujourd'hui occupée par le parc Lénine, l'Ecole de sciences exactes Lénine et le Jardin botanique national.

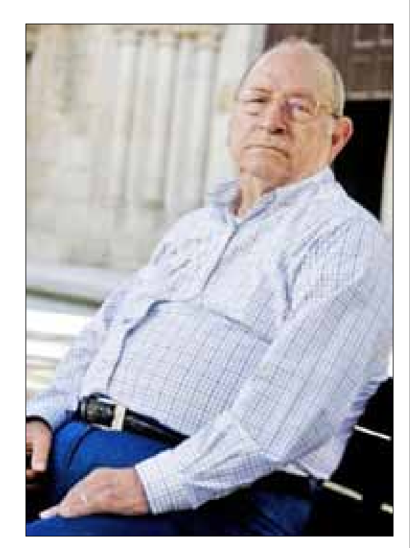
« José Luis Tasende et Gildo Fleitas ne tardèrent pas à nous rejoindre. Ces deux compagnons, comme mon frère Julio et tant d'autres, devaient trouver la mort le jour de l'attaque. Fidel nous indiqua que la première chose à faire était de tenir une réunion et de photographier les paysans qui travaillaient sur ces terres depuis longtemps, 18 ans pour certains. La réunion eut lieu chez La Gallega Joséfa Yañez, orthodoxe, dans le quartier d'El Globo. Une centaine de paysans y assistèrent, presque tous des fermiers de Santiago de las Vegas. C'est à cette occasion que Fidel parla pour la première fois de la Réforme agraire qui mettrait un terme au latifundium et à l'exploitation des fermiers et métayers en remettant la propriété des terres à ceux qui les travaillaient. Il dénonça le vol, l'exploitation, l'abus et les expulsions forcées dont les fermiers étaient victimes. Il parla de l'enquête et du combat qui allait commencer.

« Ayant réuni toutes les preuves nécessaires, Fidel porta plainte devant le Tribunal des comptes le 3 mars 1952 et en publia le texte dans le journal Alerta. »

Quelques jours après a lieu le coup d'Etat de Batista. Comment avez-vous réagi ?

P. T : Comme tout le peuple, par l'indignation. Il ne s'était pas écoulé une semaine depuis le putsch militaire que Fidel nous parlait de l'urgente nécessité de créer un mouvement révolutionnaire opposé à la dictature et décidé à libérer le pays de la tyrannie et du système néocolonial qui s'étaient imposés dans le pays depuis 1902. Il n'y avait d'autre alternative, affirmait-il, que la lutte armée.

« Fidel me demanda d'organiser et de diriger une cellule insurrectionnelle à Calabazar, formée par des paysans, des ouvriers, des étudiants et des intellectuels : des honnêtes gens disposés à prendre les armes pour faire la Révolution.


Pedro Trigo, sur le parvis de l'église de Castelldefells. Il est l'un des 21 attaquants de la caserne Moncada qui ont survécu jusqu'à nos jours. - M. MINOCRI

« C'est à la même époque que j'ai fait la connaissance d'Abel Santamaria, un révolutionnaire hors pair, d'une grande sensibilité, débordant d'optimisme et de fermeté. Il était fils de Galicien. Ma mère, Galicienne elle aussi, l'admirait et l'aimait beaucoup. Nous avons organisé une réunion à laquelle il assista. Il demanda à chacun quel était son niveau de scolarité et qui avait lu les œuvres de José Marti. Il nous recommanda de le faire, parce que Marti allait inspirer toute notre action révolutionnaire.

« Je me rappelle un après-midi : nous étions en pleins préparatifs de l' « action armée de l'heure zéro ». Fidel et moi arrivâmes dans la Chevrolet qu'il conduisait chez Pedro Marrero, dans le quartier de La Ceiba. A peine entrés, nous constatons que les meubles du salon et de la salle à manger ont disparu. Il y avait sur le sol, en tout et pour tout, un matelas. Fidel s'exclame : '' Mais… qu'as-tu fait ? Tu es devenu fou ? ''

« Et Pedro Marrero de répondre, imperturbable : '' Et demain, je vends le réfrigérateur… '' '' Je te l'interdis, rétorque Fidel. Tu as déjà perdu ta place de camionneur, et ça suffit… '' Si je suis prêt à donner ma vie pour nos idéaux, que veux-tu que je fasse des biens matériels ? '', lui répondit Pedro Marrero, un des combattants assassinés à la caserne Moncada.

Que signifiait « l'action de l'heure zéro » et quand avez-vous appris la nouvelle ?

P. T : Je l'ai apprise à Santiago de Cuba, quelques heures avant l'attaque. En dehors de Fidel et d'Abel, personne ne savait ce que voulait dire « l'action de l'heure zéro », qui désignait l'attaque des deux casernes : Moncada et Carlos Manuel de Céspedes. Fidel m'en informa dans la nuit du 26 Juillet, à une heure et quart, alors que nous partions avec Abel de la ferme Siboney pour le Champ de Mars.

« Fidel demande à Abel de continuer et d'aller chercher à El Esperon le Dr Mario Muñoz ; pendant ce temps, nous allions faire un tour dans les quartiers du carnaval pour prendre le pouls de la ville. C'est là que j'apprends que j'ai pour mission, avec d'autres camarades, de m'emparer de l'émetteur de radio depuis lequel le poète Raul Gomez Garcia devait transmettre sa harangue au peuple de Santiago.

« Je retourne à la ferme Siboney avec Abel ; le chef en second de l'opération. Le Dr Muñoz fait de même, dans une autre voiture, avec Fidel. Je demande à Abel si tout est bien organisé et il me répond : '' Oui, Pedrito, la synchronisation est parfaite. '' il me demande aussitôt : ''Tu as des questions ?''. Je n'en avais pas et il se mit à réfléchir à voix haute : « Il faut se préparer au pire : si nous sommes tous tués. De toutes manières, ce serait une victoire, parce que nous aurions montré que la pensée de José Marti vit encore en l'année du centenaire de sa naissance.'' J'étais loin de penser que quelques heures plus tard, Abel serait mort, tout comme mon frère Julio. Tous deux furent sauvagement torturés, puis assassinés.

Suite à la page (18)

Les Etats-Unis interdisent l'espace aérien à l'intellectuelle mexicaine Raquel Gutiérrez

Par Wilson Garcia MERIDA

Les États-Unis ont interdit le transit aérien d'un avion de ligne de la Compagnie Aeroméxico vers l'Europe à cause de la présence à bord de l'intellectuelle indigéniste Raquel Gutiérrez qui s'est vue obligée de descendre de l'avion sans qu'aucune explication rationnelle ne lui soit donnée.

Le gouvernement des États-Unis a obligé les autorités aéronautiques du Mexique à suspendre un vol à destination de Rome, (Italie), simplement pour empêcher le voyage d'une citoyenne mexicaine vers cette ville où elle avait des engagements universitaires. Cet évènement non seulement a causé un lourd préjudice économique et professionnel à la compagnie aérienne concernée - Aeroméxico - et aux autres passagers, mais il a violé de façon éhontée les droits civiques de la citoyenne « visée » par les organismes de sécurité nord-américains qui ont enfreint ses droits en lui interdisant le survol du territoire des États-Unis qui est pourtant la route obligée pour se rendre en Europe.

Cet incident inouï s'est produit au cours de la nuit du mercredi 20 juillet lorsque fut communiquée au vol 033 d'Aéromexico, à destination de Barcelone, (avec correspondance pour Rome), l'interdiction de survoler l'espace aérien nord-américain parce que se trouvait à bord une passagère « fichée » par la CIA : la sociologue Raquel Gutiérrez Aguilar, universitaire qui a vécu en Bolivie plus de 20 ans et qui a participé à la lutte des peuples indigènes qui aujourd'hui construisent leur propre État sur ce territoire multinational andin-amazonien.

Les contrôleurs aériens des États-Unis ont contraint l'avion d'Aéroméxico à se poser à Monterrey où Raquel Gutiérrez a été sortie de l'avion et à qui il fut expliqué que le gouvernement nord-américain s'opposait à ce qu'elle vole au-dessus du territoire des Etats-Unis.« Lorsque je suis arrivée à la porte de l'avion avec tout mon bagage à main, il y avait des policiers de la Police Fédérale Mexicaine et deux ou trois fonctionnaires d'Aeroméxico ; ils m'ont demandé une fois encore de décliner mon identité et de descendre de l'avion. Je leur ai dit que


Raquel Gutiérrez

je ne descendrais pas tant qu'ils ne m'auraient pas expliqué ce qui se passait. Ils m'ont répondu que le gouvernement des États-Unis avait refusé le transit de l'avion pour la seule raison que je me trouvais à bord » a déclaré Raquel Gutiérrez en personne à la presse et cette déclaration a causé, en Bolivie, une stupeur et une indignation unanime.

L'universitaire mexicaine ne se rendait absolument pas aux États-Unis ; elle ne devait même pas y faire une brève escale et elle ne voyageait pas non plus à bord d'un avion des États-Unis. Dans sa lettre de protestation Raquel Gutierrez informe qu'elle voyageait depuis Mexico DF à destination de Barcelone dans un avion de la compagnie mexicaine Aeroméxico et qu'à Barcelone il était prévu qu'elle prenne un vol d'Alitalia à destination de Rome.

Il est surprenant et inquiétant que les autorités des États-Unis aient eu connaissance par avance des identités des passagers des vols habituels d'Aeroméxico et d'Alitalia et il est plus déconcertant encore que le gouvernement des États-Unis ait causé en toute impunité un tort économique considérable à la compagnie mexicaine en l'obligeant à se dérouter et à modifier un itinéraire transcontinental seulement parce qu'il a pris fantaisie à la CIA d'interdire que Raquel Gutiérrez survole le territoire des États-Unis en tant que passagère banale d'un vol commercial ordinaire.

Rebelión 24 juillet 2011
Traduit par Manuel Colinas Balbona
LGS 25 juillet 2011

Note personnelle du traducteur : Rappelons qu'un fait semblable est survenu à l'encontre du journaliste Hernando Calvo Ospina, en avril 2009, lorsque le Boeing 737 du vol 438 d'Air France a été détourné sur ordre des Etats-Unis.

États-Unis : des prisonniers en grève de la faim

Nous voulons être traités comme des êtres humains



Le 1er juillet, 43 prisonniers enfermés dans le SHU (Security Housing Unit) ont entamé une grève de la faim à Pelican Bay

Des centaines de détenus dans des prisons de Californie ont maintenu une grève de la faim pour protester contre l'isolement, les tortures et autres châtiments. Cependant, seuls un journal local, des médias alternatifs ou des blogs sur Internet ont divulgué l'information.

Le 1er juillet, 43 prisonniers enfermés dans le SHU (Security Housing Unit) ont entamé une grève de la faim à Pelican Bay, un établissement pénitentiaire d'État de haute sécurité, proche de la frontière avec l'Orégon. Le mouvement a gagné 12 prisons jusqu'à compter, le 4 juillet, plus de 6 600 détenus.

Une réalité que le Département des services correctionnels et de réadaptation de Californie (CDCR) a tenté de minimiser dans un premier temps. « La grève ne concerne qu'une vingtaine de prisonniers », a-t-il déclaré, mais peu après, ses propres statistiques l'ont contraint à reconnaître l'ampleur du mouvement.

Selon Isaac Ontiveros, porte-parole de la Coalition de solidarité avec la grève de la faim de Pelican Bay, le vendredi 15 juillet, le CDCR avait enfin accepté de négocier avec les dirigeants de la grève ; cependant, jusqu'à la clôture de cette édition, les autorités n'avaient rien proposé de concret.

Sur ce sujet, pas de grands titres, ni pour le moins, de condamnation des médias d'un pays qui se pose en paladin des droits de l'Homme et qui, de ce fait, s'arroge le droit de fustiger les autres.

Les raisons pour lesquelles plus de 800 prisonniers sont disposés à en arriver jusqu'aux dernières conséquences sont hallucinantes. Un cri de souffrance s'élève de l'un des messages envoyés : « Nous voulons qu'on nous traite comme êtres humains, nous ne sommes pas des animaux ! »

Pour cela, ils réclament l'élimination des châtiments collectifs, du confinement prolongé en cellule de châtiment, ou de l'isolement de certains prisonniers pour des périodes indéfinies de 10 à 40 ans ou plus.

Ils demandent également l'accès à la lumière du soleil et aux services de santé.

Molly Porzig, une porte-parole du groupe de solidarité avec la grève de la faim des prisonniers, a confirmé que les détenus protestent contre l'atmosphère de torture et d'inhumanité qui les entoure.

Un rapport dévoilé par des experts légaux en 2006 a mis en garde sur le fait que la réclusion en solitaire pour une période prolongée, comme celle qui se pratique dans les prisons nord-américaines, peut entraîner une « détérioration mentale».

C'est ce qui se passe au SHU, où le dénommé « trou » est considéré comme une prison à l'intérieur de la prison : L'espace de la cellule y est minimal, sans fenêtres, la lumière allumée en permanence, si bien que le détenu perd la notion du temps.

Si à ceci on ajoute d'autres éléments de torture, comme le froid, la chaleur, la nudité, le manque d'eau pour la toilette, ou le bruit, on comprendra mieux dans quelles conditions survivent les détenus dans ces unités de haute sécurité.

Jusqu'en 1968 dans les prisons nord-américaines, le « strap » – les coups de fouet – étaient monnaie courante, mais actuellement le SHU dont la construction s'est répandue dans la décennie des années 90 est le plus utilisé. On assure qu'aux États-Unis, un jour quelconque, on compte de 75 000 à plus de 100 000 prisonniers en cellule d'isolement.

À Pelican Bay, certains sont atteints de graves problèmes cardiaques, respiratoires et de déshydratation car les températures peuvent atteindre parfois les 43°.

Pendant ce temps, de nombreux proches des prisonniers se sont rassemblés aux alentours des prisons pour soutenir leurs revendications.

Des actions semblables se sont déroulées à San Francisco, Oakland, Seattle, Los Angeles, Harlem, Cleveland, à New York, ou au Canada, à Toronto, Ontario et Montréal.

Tous s'accordent à penser qu'aucun être humain ne mérite de traitement cruel et dégradant, comme le stipule la Déclaration des droits de l'Homme dans son article 5.

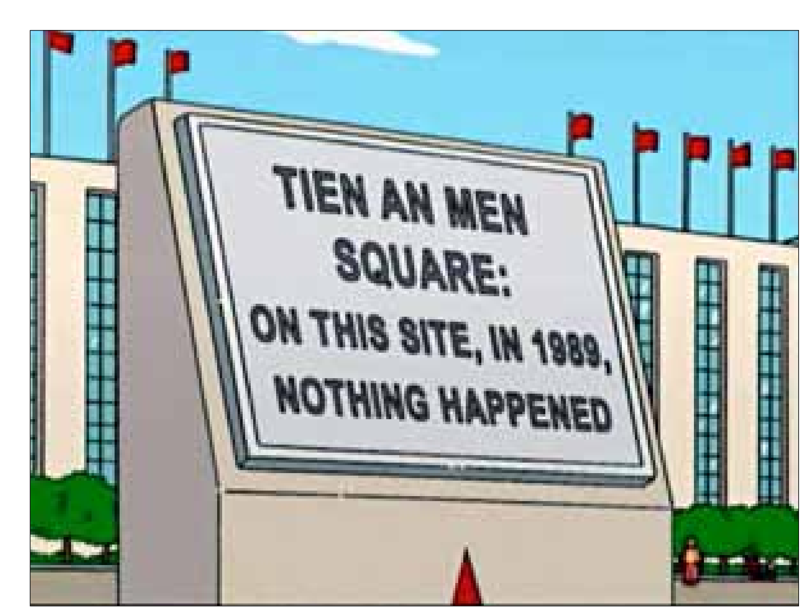
En attendant, Hugo Pinell a écrit depuis le SHU à la journaliste Kiilu Nyasha qu'« un transfert dans une prison normale serait merveilleux, étant donné que mes geôliers sont déterminés à me garder ici jusqu'à la mort ».

Pinell a été arrêté en 1964, alors qu'il avait 19 ans. Depuis 1986 il est incarcéré au SHU, à la prison de Pelican Bay, et il souhaite quelque chose d'aussi élémentaire que « d'avoir de nouveau des visites où le contact physique est autorisé», parce que « cela fait déjà trop longtemps que je n'ai pas touché ma maman ou un de mes êtres chers ».

Granma 21 Juillet 2011

Le « massacre » de Place Tienanmen a été un mythe !

Par Deirdre GRISWOLD *



Il n'y avait eu « aucun massacre sur la Place Tienanmen » le 4 juin 1989

Combien de fois a-t-il été dit que les Etats-Unis sont une société « ouverte » et que les media y sont « libres » ?

D'habitude ces affirmations sont faites quand on critique d'autres pays de n'être pas « ouverts », en particulier pour des pays qui ne suivent pas l'agenda de Washington.

Il ne fait aucun doute que celui qui vit aux Etats-Unis et dépend des moyens de l'information commerciale, retenus comme « libres » et « ouverts », croit que le gouvernement chinois a massacré « des centaines, peut-être des milliers » d'étudiants sur la Place Tienanmen le 4 juin 1989. Cette phrase a été répétée des dizaines de milliers de fois par les media du pays (USA, NdT).

Mais il s'agit d'un mythe. Et le gouvernement sait que c'est un mythe. Et tous les principaux media le savent. Mais refusent de corriger leurs comptes-rendus du fait de l'hostilité fondamentale de la classe dominante impérialiste des Usa.

Sur quoi fondons-nous cette affirmation ? Sur diverses sources. La plus récente est une livraison, par Wikileaks, de câbles expédiés par l'ambassade étasunienne à Pékin au Département d'Etat en juin 1989, quelques jours après les événements en Chine.

En second lieu, sur une affirmation de novembre 1989 par le chef du bureau du New York Times à Pékin, affirmation qui n'a jamais été rapportée ensuite par quelque journal que ce soit. Et en troisième lieu, sur le compte-rendu des événements par le gouvernement chinois même, corroboré par les deux premiers.

Un seul des plus grands media occidentaux a publié les câbles de Wikileaks. C'est le Telegraph de Londres, du 4 juin de cette année (2011, NdT), exactement 22 ans après que le gouvernement chinois ait mobilisé les troupes à Pékin.

Deux câbles datés du 7 juillet 1989 - plus d'un mois après les combats - référaient ce qui suit : « Un diplomate chilien fournit un témoignage

Suite à la page (18)

La Grèce victime du capitalisme

Par Manuel E. Yepe

La Grèce, berceau de la démocratie esclavagiste, semble destinée à rejoindre les pays appelés à creuser la sépulture déjà toute proche de la démocratie capitaliste.« Pour comprendre ce que l'avenir réserve au peuple grec, vous devez imaginer qu'un intrus arrive chez vous, vous pointe un pistolet sur la tempe, et exige que vous lui remettiez votre salaire, vos économies, votre véhicule, votre téléviseur et votre réfrigérateur. »

C'est ainsi que Zoltan Zigedy, écrivain et journaliste nord-américain, considère la situation, sur son site Web ZZ's Blog où, sous le titre Capitalism Mugs Greece, Who is Next ?, il explique que le peuple grec n'a tiré aucun bénéfice des profits orgiaques de la banque internationale, qu'il n'a pas non plus encouragé sa conduite irresponsable et, que cependant, il se voit forcé aujourd'hui de payer le prix des méfaits qui ont entraîné l'effondrement du système capitaliste mondial. « Et si l'invasion, le vol armé et l'extorsion sont des crimes, la Grèce est sans aucun doute victime d'un crime. Et l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international sont les criminels … tout comme les dirigeants et les parlementaires du PASOK qui tentent de légitimer le crime. »

Alimenté par une forte injection de fonds publics, le secteur financier du monde capitaliste développé, qui n'a été ni condamné ni puni pour ses actions qui ont conduit au désastre qu'il prétendait réparer, est revenu en force à la spéculation et, aujourd'hui, il s'en prend aux dettes souveraines de pays comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, les plus vulnérables en Europe, en les forçant à la conversion de la dette privée en dette publique.

À peu d'exceptions près, ces pays se sont vus obligés de contracter des dettes plus importantes pour stimuler la croissance économique face à la chute sévère de l'investissement et de la demande générale, au niveau global. Les économies capitalistes sont restées sans autre option que celle de poursuivre leur effondrement.

La solution pour la récupération en cas de récession – que les économistes capitalistes présentaient comme une loi universelle – partait du fait que le déficit et les frais générateurs de dettes encourageaient la croissance et l'inflation qui, à son tour, augmentaient les revenus fiscaux, et baissaient la dette en permettant la réduction de la dette publique par rapport au produit économique.

Aujourd'hui, selon Zigedy, deux facteurs ont modifié cette dynamique. D'abord, la domination presque totale de l'idéologie néolibérale a entraîné une grande crainte dans l'opinion quel que soit le niveau de la dette publique.

Ensuite, pendant des décennies, les changements dans l'économie mondiale ont entraîné une nouvelle dynamique qui manipule et exploite la dette jusqu'à des limites jamais rencontrées auparavant. Avec de nombreux pays capitalistes riches délocalisant leurs industries manufacturières vers des zones de bas salaires, les activités financières – administration, manipulation et expansion du capital – ont joué un plus grand rôle dans ces économies. De nouvelles techniques, des instruments et des institutions ont évolué vers l'accumulation de valeur excédante – les profits – entre les mains de certains qui se sont compromis dans le jeu financier.

La combinaison de ces deux éléments – l'un subjectif et l'autre objectif – a placé la Grèce dans une spirale de la mort. Avec un chômage galopant qui dépasse déjà les 16 %, les impôts qui ne sont plus recouverts, la réductions des salaires et des bénéfices, un nombre croissant de familles sans domicile, dont les prestations sociales ont été diminuées, les travailleurs grecs sont face à un avenir en pleine décadence.

Le peuple grec connaît peu les instruments exotiques ourdis dans les centres financiers internationaux afin de générer de grandes masses de capital fantôme qui activent la croissance de ce système vorace, et ils ne sont qu'indirectement familiarisées avec les agissements irresponsables et arrogants de banques gigantesques internationales, comme Bear Stearns, Lehmann Brothers et Goldman Sachs.

Zoltan Zigedy conseille à ses compatriotes d'analyser la similitude entre l'agression contre le peuple grec et la situation à laquelle doivent faire face les citoyens étasuniens. « La résistance populaire dans le Wisconsin, l'Ohio et d'autres États devrait nous encourager, et nous permettre de reconnaître qu'une bataille difficile, très difficile nous attend, sans nous laisser séduire, dans cette bataille, par de faux alliés politiques comme le parti démocrate, l'homologue étasunien du PASOK grec. »

Il ne fait pas de doute que pour l'humanité tout entière, l'effondrement du système capitaliste mondial ne sera en rien facile, parce que personne ne doute que celui-ci fera l'impossible pour retarder sa propre débâcle, en reportant sur le reste du monde, et même sur ses alliés, les préjudices conjoncturels.

Granma 21 Juillet 2011

26 juillet 1953 – 26 juillet 2011: mémorable anniversaire ¡ Y que viva el 26 de julio !

Par Frantz Latour

Le 26 juillet est fête nationale à Cuba, car cet anniversaire commémore avec fierté et honneur l'attaque de la Caserne Moncada à Santiago de Cuba par un groupe de jeunes révolutionnaires conduits par Fidel Castro Ruz alors âgé de 26 ans. Ils étaient 120 dont une bonne partie était issue des jeunesses du parti orthodoxe dont la philosophie était de mettre en place un gouvernement démocratique qui permettrait à Cuba de ne plus être la simple république bananière qu›elle était.

Parmi eux, 40 d'entre eux avaient été «envoyés à Bayamo prendre la caserne Carlos Manuel de Céspedes et prévenir une éventuelle contre-attaque». Ils n'avaient aucune formation politique solide, «aucune base théorique solide». Fidel rapporte qu'«ils n'avaient pas, à proprement parler, de conscience de classe, ils avaient ce que j'appelais un *instinct* de classe». Révoltés par la cruelle dictature de Fulgencio Batista y Zaldívar, ils décident de passer à l'action, d'autant que leur fougueux et très motivé leader croit en l'étoile de résistance du peuple cubain, l'étoile d'une lutte victorieuse contre une brutale et anachronique oppression.

La caserne de la Moncada est une forteresse abritant 400 soldats. Elle est la principale place forte de Santiago de Cuba, capitale de la province d'Oriente, dont Fidel est originaire. Dans cette province orientale de Cuba s'étalent à perte de vue les exploitations agricoles de canne à sucre et de tabac dont les propriétaires, richissimes Cubains et magnats américains, tirent de scandaleux profits que leur procure le travail exténuant de campesinos auxquels se joignent la multitude des immigrés haïtiens qui gagnent un salaire de misère, et sont dans l'impossibilité de s'organiser et de revendiquer à cause de l'omniprésente répression par les gardes ruraux.

L'assaut est préparé avec minutie, dans le plus grand secret. Tous les attaquants « portent l'uniforme de l'armée de Batista, et le grade de sergent». Les armes sur lesquelles ils comptent sont «des fusils de chasse belge, calibre 12, dont les cartouches contenaient chacune neuf projectiles et qui pouvaient tirer cinq cartouches en quelques secondes… Lors d'un combat rapproché, ces fusils étaient nettement plus efficaces qu'une mitraillette…Nous en avions quelques dizaines». A l'époque, «les armes étaient en vente libre dans les armureries de la région»

Les attaquants comptent profiter d'une nuit de carnaval (où les soldats sont censés être ivres) pour lancer leur attaque. Fidel les divise en trois groupes : le premier «mené par Abel [Santa María] devait prendre l'hôpital civil, mitoyen à la caserne…ce mur mitoyen à l'hôpital du haut duquel on dominait la partie arrière des dortoirs de la caserne…Le deuxième groupe devait prendre le bâtiment du tribunal…A la tête du troisième groupe de quatre-vingt-dix hommes, je devais prendre l'état-major avec une dizaine d'hommes, tous les autres s'occuperaient des baraquements…les soldats seraient en train de dormir, les nôtres devaient les faire sortir dans la cour surveillée d'en haut par Abel et ces hommes. Les soldats allaient se retrouver en caleçon…n'auraient même pas eu le temps de s'habiller, ni bien sûr de s'armer».

Mais l'effet de surprise qui aurait permis aux assaillants de tuer quelques soldats et de faire irruption dans des dortoirs est en partie gâché par la présence d'une «patrouille volante créée à l'occasion du carnaval… dont la ronde irait de l'entrée de la caserne jusqu'à l'avenue par où nous étions arrivés» et par la contre-attaque de deux sentinelles à un endroit inattendu, suite à un coup de feu accidentel du côté des hommes de Fidel. Face à cette riposte inattendue et imprévue, des assaillants paniquent. L'hôpital militaire est pris par erreur. «Ce combat qui devait avoir lieu à l'intérieur de la caserne, se produit à *l'extérieur*…Le combat se poursuivait et dans nos rangs la désorganisation était totale».

L'échange de coups de feu fait 22 morts parmi les soldats, la plupart d'entre eux tués alors qu'ils étaient en pyjamas. Du côté des assaillants, cinq tombent au champ d'honneur. Les soldats ivres de rage et rouges d'humiliation se montrent alors d'une sauvagerie inouïe. Sans pitié, ils massacrent et torturent des assaillants, tuant parfois à coups de crosse ceux qui se rendent. Ils arrachent les yeux à Abel Santa María. C'est la débandade. Les survivants s'enfuient. Ceux-là qui sont capturés vivants seront jugés. L'attaque de la caserne de la Moncada est enfin de compte un échec sanglant.

Avec environ une vingtaine d'hommes, Fidel Castro erre jusqu'au 1er août 1953 où il est arrêté. Grâce au courage, au sens éthique et au professionalisme du lieutenant Pedro Sarría, il n'est pas liquidé par les hommes du terrible commandant Pérez Chaumont. De la prison provinciale de Boniato où Sarí avait conduit Fidel pour lui épargner d'être emmené à la Moncada, Fidel est emmené au tribunal où il assume sa propre défense. «Et j'ai donc commencé moi-même à interroger tous les témoins et les assassins.. Ils m'ont ensuite jugé tout seul… à huis clos, dans une petite pièce de l'hôpital civil». C'était un moment terrible. Insupportable pour mes adversaires».

Au terme de son jugement Fidel sera condamné à une peine de 15 ans de prison après avoir prononcé sa célèbre plaidoirie «L'Histoire m'acquittera» qui posait déjà les bases des changements importants qui allaient éventuellement prendre corps après la victoire de la Révolution cubaine. Puis, bénéficiant de l'intercession de Monseigneur Enrique Pérez Serantes ami de son père Angel Castro, Fidel Castro sera amnistié et prendra le chemin de l'exil après avoir effectué seulement 18 mois de prison. C'est à la suite du terrible échec de la Moncada que Fidel Castro crée le Mouvement du 26 juillet, le M-26, qui regroupera la plupart des survivants de l'épopée.



La Caserne Moncada à Santiago de Cuba, haut lieu historique de la révolution cubaine

De façon pratique et pour les besoins de la cause, le Mouvement du 26 juillet comportera une branche urbaine, le M-26 *del llano*, des villes en fait, et le M-26 de la Sierra. Le M-26 urbain fut placé sous les ordres de Frank País, leader de grande valeur , malheureusement assassiné en juillet 1957 par les sbires de Batista dans les rues de Santiago alors qu'il n'avait que 22 ans. La résistance urbaine fut décisive dans l'effondrement du régime de Batista. Le M-26 urbain très engagé subit de lourdes pertes, pendant la résistance et ses nombreuses actions de guérilla contre la tyrannie. Le M-26 urbain fut surtout d'un apport considérable pour les activités révolutionnaires du mouvement armé dans la montagne, alimentant le M-26 de la Sierra en équipement, en nourriture et aussi en nouvelles recrues.

C'est après le débarquement à Cuba le 2 décembre 1956, en provenance du Mexique à bord du Granma que le M-26 de la Sierra sous la direction de Fidel va donner la mesure de son courage, de sa détermination et de son génie à vaincre des forces de plus en plus grandes de l'armée de Batista. Dès leur débarquement dans un terrain marécageux et hostile les 82 guérilleros à bord du Granma sont pris en chasse par la soldatesque du régime. La plupart d'entre eux sont tués au combat ou abattus sommairement. Seul un petit groupe de survivants, une douzaine environ, parviennent à atteindre les hauteurs de la Sierra Maestra.

Le M-26 de la Sierra grossira progressivement, notamment du fait des recrues envoyées par le M-26 urbain et de l'enrôlement des campesinos que les guérilleros traitent avec respect et humanité.. Quand le régime de Fulgencio Batista, miné par les avancées de plus en plus audacieuses et déterminées du M-26 de la Sierra et par la coordination urbaine, fut sur le point de crouler, les deux branches se rejoignirent dans la plaine. Les victoires des guérilleros se faisaient de plus en plus spectaculaires face à une armée démoralisée dont les soldats désertaient en grand nombre. Au nombre de ces victoires figure l'éclatante prise de la ville de Santa Clara par les forces de la guérilla sous la conduite du Che. Camilo Cienfuegos et Che Guevara rentrent en héros à la Havane, le 1er janvier 1959, occupant les deux grandes casernes de la capitale, Columbia investie par Cienfuegos et La Cabaña par le Che. L'entrée de Fidel à la Havane, le 8 janvier 1959 scellait ainsi la marche victorieuse du M-26. Le tyran Batista et sa clique d'assassins avaient déjà fui le pays soit vers le Nicaragua de Somoza ou de la République dominicaine de Trujillo, soit encore vers Miami.

L'attaque de la Moncada avait été sans doute un échec militaire, mais de cette défaite avait émergé une dynamique politique et militaire qui allait créer les fondements de la deuxième, vraie indépendance de Cuba, et forger «*el primer territorio libre de América*», le premier territoire libre d'Amérique.

Aux combattants encore vivants du 26 juillet 1953 et à leurs héritiers nous disons : Glorieux anniversaire ! La Révolution cubaine vivra.

Note. Toutes les citations sont de Fidel Castro, tirées du livre d'Ignacio Ramonet « *Fidel Castro. Biographie à deux voix* ». Fayard/ Galilée. 2007.

Wikileaks

"*Increased democratic expression*" was code for increased attacks on Aristide's constitutional government, which never once limited the "*democratic expression*" of organizations or media openly calling for its overthrow.

As this and later cables make clear, "*challenging Aristide's legitimacy*" and regime change in Haiti were, in fact, the Vatican's goals. Lingua told the Embassy officer that "*effecting change in Haiti should be easier than in Cuba,*" wrote Hardt. "*Unlike Castro, Lingua observed, Aristide is not ideologically motivated. 'This is one person – not a system,' he added.*"

But despite U.S. prodding, the Vatican wanted to cloak its collusion. "*When asked if the October 16 incident [when anti-coup demonstrators protested at a mass] might prompt the Holy See to raise its voice more forcefully against Aristide's abuses, Lingua was noncommittal,*" Hardt wrote, "*saying the Vatican needed to balance pressure on Aristide against a delicate security situation on the ground.*" Lingua said "*the Haitian bishops needed to tread lightly*" because of "*Aristide's unpredictable nature,*" according to Hardt.

But the real reason the Church hierarchy had to "*balance*" and "*tread lightly,*" the cable makes clear, is because Haiti's Catholic Church was "*divided*" between priests supporting Aristide and a hierarchy which did not. (One exception was newly appointed Archbishop Serge Miot, who Washington worried "*was too close to the Aristide camp.*") The result was "*many people leaving the Church due to disillusionment with its handling of the Aristide crisis,*" the cable says.

Progressive liberation theologians, like Father Gérard Jean-Juste, were effectively denouncing Washington's growing destabilization campaign against Aristide, and the Vatican's supportive role, and "*[a]ccording to Lingua, Aristide's exploitation of some clergy members for propaganda purposes was taking its toll,*" Hardt wrote. "*Lingua said Haitians see 'a Church divided,' with some clergy supporting the Lavalas party and others against it. Lingua claimed this lack of solidarity fostered disillusionment to the point where people were leaving the Church in increasing numbers.*"

The problem was, in Lingua's own words, "*the presence – in fact the omnipresence – of Aristide,*" the cable said.

The Vatican came out of the shadows shortly after the coup was finally consummated on Feb. 29, 2004. On Mar. 5, 2004, U.S. Ambassador to the Vatican James Nicholson wrote a cable reporting that the Holy See had "*no regret at Aristide's departure, noting that the former priest had been an active proponent of voodoo.*"

Nicholson learned this from Embassy personnel who met with the Vatican's Deputy Foreign Minister Pietro Parolin, although "*since February 29, the Vatican has had no official public comment on Aristide's resignation.*"

Nonetheless, "*even before Aristide's departure, Pope John Paul II had appealed to Haitians 'to make the courageous decisions their country required,' and had urged the international community and aid organizations to do what they could to avert a greater crisis,*" Nicholson wrote. "*This was seen as a veiled reference to Aristide's leaving power.*"

At that time, Lingua also told the Embassy that the Vatican "*saw no other way out of the crisis and thought the former priest had to go.*"

The Vatican understood it had an important role to play in consolidating the coup, saying it was "*ready to work with a new transitional Haitian administration to ensure a peaceful restoration of order,*" Nicholson wrote. Rome told its bishops "*to exert a calming influence on the populace*," which was outraged by the coup. But the Pope also understood that his missionaries needed some steel behind their gold crosses so called for "*an international force [to] quickly restore order in Haiti.*"

Managing the backlash

In the days even before the coup was consummated, the governments which backed it – the U.S., France and Canada – began to insert "*an international force*" of several thousand soldiers. They militarily occupied Haiti for the three months from March 1 until May 31, 2004, and on June 1, the 9,000-strong Brazilian-led United Nations Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) took over "*restoration of order.*"

But there was a backlash of indignation against the coup and occupation from many Latin American and Caribbean nations. CARICOM issued a Mar. 3 statement which expressed "*dismay and alarm*" about the coup, noting the "*public assertions made by President Aristide that he had not demitted office voluntarily*" and demanding "*an investigation under the auspices of the United Nations to clarify the circumstances leading to his relinquishing the Presidency.*" CARICOM, which had proposed an international force to protect Aristide's government from "*rebels*" and "*restore order,*" refused to take part in the post-coup Multilateral Interim Force and called for Aristide's "*immediate return.*"

CARICOM also "*questioned the legality of the American-backed move to install Mr [Boniface] Alexandre as president,*" reported *The Economist* on Mar. 4. CARICOM Chairman and Jamaican Prime Minister P.J. Patterson said that the coup "*sets a dangerous precedent for democratically elected governments anywhere and everywhere, as it promotes the removal of duly elected persons from office by the power of rebel forces.*"

A Mar. 9 cable by Nassau's Chargé d'Affaires Witajewski provides a glimpse of the damage control that Washington carried out in the face of such outrage. Witajewski reports on a Mar. 8 meeting that he and his Political Officer had with Dr. Eugene Newry, the Bahamian Ambassador to Haiti.

Contrary to Prime Minister Christie and Foreign Minister Mitchell, Ambassador Newry was favorably disposed toward the coup. Perhaps due to his many "*contacts with the opposition,*" Newry was "*pleasantly surprised with the transition now occurring*" in Haiti and thought "*it was a good sign that the Haitian people overall had focused their mistrust and dislike on the ex-President,*" although he did "*fear [...] that Aristide's support network would re-group in time for the next set of elections while the Opposition coalition would fall apart fall once the 'negative force,' i.e., Aristide, disappeared from the scene as an effective player,*" wrote Witajewski. (Newry also "*did not think that Aristide's attempts to regain support via press encounters in the Central African Republic [where he was exiled at the time] would impact on future Haiti developments.*")

Accordingly, Newry "*downplayed incendiary phrases in Caricom's statement on Haiti such as expressing 'alarm and dismay' as matter-of-fact descriptions of members' disappointment*" and "*claimed that Caricom is not 'angry' with the U.S. involvement in the departure of Aristide, but rather was 'surprised' by the abrupt decision-making, and Caricom's lack of involvement,*" the cable said.



Before the coup, Bahamian Prime Minister Perry Christie "sympathizes with Aristide's concerns" but "defers to U.S. as 'Top Dog'," a cable says.



The Vatican's Deputy Foreign Minister Pietro Parolin said the Catholic Church had "no regret at Aristide's departure" and that "the former priest had been an active proponent of voodoo," according to a cable.

Newry also predicted "*that Caricom will be satisfied as long as their 10-point action plan remains the basis for post-Aristide Haiti.*" (Washington set up a "Tripartite Commission" and a "Council of Wise Persons" as earlier proposed by CARICOM.) Newry "*concluded [that] Caricom needs to get over its pique because 'like a river, things must move on', and he understood that Haiti cannot advance without the help that only the United States with the ancillary support of other 'major powers' such as Canada and France could deliver,*" the cable said.

Newry told the Embassy what it wanted to hear, but Witajewski, in his comments, also was aware that the Bahamian "*was perhaps overreaching in trying to put a positive spin on Caricom's March 3 statement on Haiti and reflecting more of the real politik position that The Bahamas takes regarding Haitian migration than the more ideological position of some of the other, less affected, Caricom members.*"

CARICOM gets real

The Christie government's "*realism,*" as Witajewski called it in this cable, was apparent in another from Apr. 6, 2004, when the Ambassador reported on Foreign Minister Mitchell's backpedaling during a Mar. 29 lunch meeting.

Mitchell "*pursued his agenda of downplaying the consequences of a division between Caricom and the United States on Haiti,*" Witajewski wrote. "*Underlying many of Mitchell's arguments was the premise that Caricom/The Bahamas as small countries take (and are entitled to take) principled stands while the United States necessarily engages in real politik.*"

Mitchell said that northern Caribbean nations like the Bahamas are "*cognizant of the importance of their relations with the United States and thus are more careful in balancing their interests with Caricom and the U.S.*" while southern Caribbean nations "*are guided by political agendas.*"

Sensing he had his guest on the defensive, Witajewski asked Mitchell "*to clarify Caricom's call for an investigation into the circumstances of Aristide's resignation, [and] Mitchell sought to downplay its significance,*" the cable said. Mitchell "*said that he personally envisioned the 'investigation' as equivalent to resolution of a 'routine credentials challenge' to a government such as occurs at the UNGA [U.N. General Assembly] or another committee.*"

However, Mitchell did have the temerity to say "*that the United States overreacted to Jamaica's offer to let ex-President Aristide reside in the country and to Caricom's declarations,*" Witajewski wrote. "*He appeared to be arguing that Caricom was entitled to express its views and not necessarily be held accountable for them. Mitchell also claimed that despite Caricom's verbal shots at the United States over recent events in Haiti, there would be little net impact on overall U.S.-Caricom relations... as long as the United States didn't 'overreact.'*"

Mitchell upped the ante when he "*insisted that the United States should not be concerned with, or opposed to, Aristide's presence in the Caribbean,*" a reference to Bush administration officials' remarks that Aristide should get out of Jamaica and the hemisphere. Mitchell "*argued that a perceived 'Banishing Policy' has racial and historical overtones in the Caribbean that reminds inhabitants of the region of slavery and past abuse.*"

Unfazed, Witajewski "*inquired on what would happen if Aristide were to meddle with Haitian internal affairs and give his supporters the impression that he is still a player in the future of Haiti,*" which he had every right to do. But Mitchell immediately became defensive and "*was emphatic that Jamaica will not allow Aristide to play such an intrusive role and would 'deal' with Aristide if such a situation were to arise,*" the cable said.

Keeping the pressure on

Perhaps also afflicted with the "*realism*" that governed Bahamian policy, other countries offered their support to the U.S. campaign against Aristide. For example, in a Nov. 22, 2004 cable, Guatemala's acting Foreign Minister Marta Altolaguirre told the Embassy there that she "*agreed wholeheartedly with [the] U.S. assessment*" of Haiti and "*volunteered that her personal view was that Aristide had been a 'disaster' and could play no useful role in Haiti's future.*"

Nigeria, after "*consultations*" with Washington, also "*offered Haitian ex-president Aristide refuge in Nigeria for a few weeks before moving on to another destination*," a Mar. 23, 2004 cable from the U.S. Embassy in Abuja explains. The cable notes that Nigeria "*has a history of offering asylum to fleeing leaders*" from collapsed African dictatorships (like Liberia's fallen strongman Charles Taylor). This was a transparent attempt to associate Aristide with such leaders.

After Aristide left Jamaica for exile in South Africa on May 30, 2004, the US government worked overtime to keep him out of Haiti and even the hemisphere, rendering him a virtual prisoner-in-exile, even though the Haitian Constitution and international law stipulate that every Haitian citizen has the right to be in his homeland.

When Dominican President Lionel Fernandez suggested in a statement at a hemispheric conference nine months after the coup that Aristide should return and play a role in Haiti's democracy, the United States reacted angrily, saying in a cable that Fernandez had "*put a big front wrong in advocating the inclusion in the process of former president Jean Bertrand Aristide.*"

The US Ambassador to the DR "*admonished*" Fernandez "*in a pull-aside at a social event.*"

"*Aristide had led a violent gang involved in narcotics trafficking and had squandered any credibility he formerly may have had,*" US Ambassador Hertell told him, according to a Nov. 16, 2004 cable.

"*Nobody has given me any information about that,*" Fernandez replied.

No charges were ever filed against Aristide for drug trafficking, although his lawyer Ira Kurzban asserts Washington has tried. "*The United States government has spent, literally, tens of millions of taxpayer dollars trying to pin something, anything on President Aristide,*" Kurzban told Pacifica's *Flashpoints Radio* earlier this month. "*They've had an ATF investigation, a tax investigation, a drug investigation, and now apparently some kind of corruption investigation. The reality is they've come up with nothing because there is nothing.*"

Under the heading "*Aristide Movement Must Be Stopped*" in an August 2006 cable, US Ambassador to Haiti Janet Sanderson described how former Guatemalan diplomat Edmond Mulet, MINUSTAH's head, "*urged U.S. legal action against Aristide to prevent the former president from gaining more traction with the Haitian population and returning to Haiti.*"

At Mulet's request, UN Secretary General Kofi Annan urged South Africa's President "*to ensure that Aristide remained in South Africa,*" where Aristide and his family were living under an arrangement with the government there.

In 2005, the Lavalas Family planned large demonstrations to mark Aristide's birthday. The US Ambassador to France met with the French diplomatic official Gilles Bienvenu in Paris to discuss the possibility of Aristide's return.

"*Bienvenu stated that the GOF [Government of France] shared our analysis of the implications of an Aristide return to Haiti, terming the likely repercussions 'catastrophic',*" wrote U.S. ambassador Craig Stapleton. "*Initially expressing caution when asked about France demarching the SARG [conveying the message to the South African government], Bienvenu noted that Aristide was not a prisoner in South Africa and that such an action could 'create difficulties.'*"

Stapleton swiftly overcame Bienvenu's reluctance. Bienvenu agreed to relay U.S. and French "*shared concerns*" to the South African government, under the "*pretext*" (i.e. veiled threat) that "*as a country desiring to secure a seat on the UN Security Council, South Africa could not afford to be involved in any way with the destabilization of another country.*"

The Frenchman went even further, according to the Jul. 1, 2005 cable: "*Bienvenu speculated on exactly how Aristide might return, seeing a possible opportunity to hinder him in the logistics of reaching Haiti,*" Stapleton wrote. "*If Aristide traveled commercially, Bienvenu reasoned, he would likely need to transit certain countries in order to reach Haiti. Bienvenu suggested a demarche to CARICOM [Caribbean Community] countries by the U.S. and EU to warn them against facilitating any travel or other plans Aristide might have. He specifically recommended speaking to the Dominican Republic, which could be directly implicated in a return attempt.*"

Five days later in Ottawa, two Canadian diplomatic officials met with the U.S. Embassy personnel. "*'We are on the same sheet' with regards to Aristide,*" one Canadian affirmed, according to the Jul. 6, cable. "*Even before these recent rumors, she said, Canada had a clear position in opposition to the return of Aristide.*"

Continued on page (16)

Wikileaks

continued from p(15)

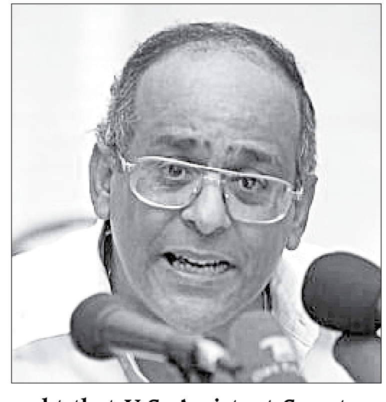
Canada shared the message with "*all parties... especially the CARICOM countries,*" as well with South Africa.

But "*the South Africans reportedly questioned whether it is fair to encourage Lavalas to participate in the elections without their most important leader being on the ground,*" the cable said. "*They are not convinced of the good will of those who would exclude him being there.*"

Aristide's exclusion from Haiti during post-coup elections was essential, because Washington was fully aware of his continuing popularity. U.S. Ambassador James Foley admitted in a confidential Mar. 22, 2005 cable that an August 2004 poll "*showed that Aristide was still the only figure in Haiti with a favorability rating above 50%*" and thus "*Aristide's shadow continues to hang over the movement.*"

So the Embassy's dilemma was how to keep Aristide in exile but still mobilize the Lavalas base because, as Foley noted, the "*degree to which the Lavalas constituency participates in the election will be a large factor in the legitimacy of the elections, and we are therefore following developments inside the movement closely.*" They found an answer to their dilemma in the man once considered Aristide's "*twin,*" René Préval.





Somehow, Prime Minister Christie thought that U.S. Assistant Secretary of State Roger Noriega (left) would convince "Group of 184" leader Andy Apaid (right) and the opposition to "permit President Aristide to serve his term out since they couldn't organize themselves to win an election," one cable said.

Préval remains bitter

The *de facto* post-coup Haitian government that followed Aristide and persecuted his supporters resolutely opposed his return. Then René Préval, formerly Prime Minister in 1991 under Aristide, emerged as the frontrunner to become president (for the second time) in Haiti's 2006 election. U.S. Ambassador Sanderson was reassured that "*In all his private dealings, Préval has consistently rejected any further association with Aristide and Lavalas, and bitterly denounced Aristide in conversations with the Charge and other Embassy officers.*"

In her December 2005 profile of Préval, she commented "*We see no credible evidence that Préval is prepared to reconcile with Aristide or Lavalas leaders.*" Publicly, Préval maintained that Aristide was free to exercise his constitutional right to return to Haiti. Lavalas supporters voted for him in droves, expecting him to facilitate Aristide's homecoming.

The next year, Préval began to worry that Lavalas would dominate the next legislative election, take control of the government, and pave the way for Aristide's return. He met with Marc Bazin, a former World Bank economist, presidential candidate, and long-time reliable partner of the U.S. Embassy, who relayed the conversation to the U.S. Ambassador.

"*Préval seemed preoccupied with Aristide, asking Bazin for his advice,*" Sanderson wrote in a September 2006 cable. "*(Bazin suggested that Préval travel to South Africa to tell Aristide personally that the political situation was too delicate for his return. Préval responded that 'the foreigners' would never stand for his visiting Aristide. This was, we trust, Préval's way of discounting a monumentally bad piece of advice from Bazin.)*"

When rumors swirled that Aristide would relocate to Venezuela, Préval told the Ambassador "*that he did not want Aristide 'anywhere in the hemisphere,'*" Sanderson noted in an October 2008 cable. The US was concerned but did not believe the rumors to be credible.

There was no change in Washington's policy of blocking Aristide's return with the Obama administration's arrival. Aristide himself held a press conference the day after the January 12, 2010 earthquake saying he wanted to return to help with Haiti's recovery. "*As far as we are concerned, we are ready to leave today, tomorrow, at any time to join the people of Haiti, share in their suffering, help rebuild the country, moving from misery to poverty with dignity,*" he said, close to tears.

Vatican joins the fight

The U.S. Embassy's Deputy Chief of Mission (DCM) met with his counterpart at the Vatican to discuss the earthquake and relief efforts days later. A Jan. 20, 2010 cable reports, "*In discussions with DCM over the past few days, senior Vatican officials said they were dismayed about media reports that deposed Haitian leader -- and former priest -- Jean Bertrand Aristide wished to return to Haiti... The Vatican's Assesor (deputy chief of staff equivalent), Msgr. Peter Wells, said Aristide's presence would distract from the relief efforts and could become destabilizing.*"

Wells called Archbishop Bernardito Auza in Haiti, who "*agreed emphatically that Aristide's return would be a disaster.*" The Vatican "*then conveyed Auza's views to Archbishop Greene in South Africa, and asked him also to look for ways to get this message convincingly to Aristide. DCM suggested that Greene also convey this message to the SAG [South African government].*"

U.S. efforts to block Aristide from returning to Haiti continued up until the day he was heading to the jet that would fly him back to Port-au-Prince. UN Secretary Ban-Ki Moon and President Obama both phoned South African President Jacob Zuma asking that he stop Aristide from leaving South Africa before the Mar. 20 run-off election, according to the *Miami Herald*.

"*Former President Aristide has chosen to remain outside of Haiti for seven years,*" State Department spokesperson Mark Toner told reporters days before Aristide boarded his plane, echoing the Bush administration's claim that Aristide had "*chosen*" to leave Haiti in the first place.

"*To return this week could only be seen as a conscious choice to impact Haiti's elections,*" Toner said, as if Aristide did not have the right to do so while the U.S., which virtually dictated the results, did. "*We would urge former President Aristide to delay his return until after the electoral process has concluded, to permit the Haitian people to cast their ballots in a peaceful atmosphere. Return prior to the election may potentially be destabilizing to the political process.*"

A hero's welcome

Aristide's return on Mar. 18 did nothing of the sort. "*The problem is exclusion, the solution is inclusion,*" Aristide said during a brief return speech at the airport after landing. And then he made his only reference, however oblique, to the election from which his party was barred: "*The exclusion of Fanmi Lavalas is the exclusion of the majority.*"

Two days later the second round of Haiti's election went off without a hitch, but with record low participation by Haitians. Some polling stations in Port-au-Prince were empty, with stacks of ballot sheets sitting around, hours before they closed. Less than 24% of registered voters went to their polls.

As the tropical sun came out the morning of Aristide's return in Port-au-Prince, nothing seemed out of the ordinary. A 42-year-old mechanic, Toussaint Jean, had come from the opposite end of the city with a few friends to stand outside the airport's chain-link fence.

"*The masses of people haven't really mobilized,*" he said, "*because for three days they've been saying he's coming, but the Americans are putting pressure, and we think he can't return soon. Today you don't see very many people. The people are doubting – is he coming, is he not coming?*"

Nonetheless, by the time Aristide had touched down and finished his speech, perhaps 10,000 people (estimates vary) had gathered outside the airport in an exuberant demonstration. They jogged alongside his motorcade waving Haitian flags and placards bearing Aristide's visage, then scaled the wall surrounding Aristide's home and poured into its grounds until there was no room left to move. The crowd even scaled the house's walls and covered the roof.

Sitting in an SUV just 20 feet from the door to his hastily repaired but mostly empty house ("rebels" had ransacked it after the coup), Aristide and his family waited until a crew of Haitian policeman managed to clear what resembled a pathway through the crowd. First his wife and two daughters emerged from the car and dashed inside the home.

Finally Aristide, diminutive in a sharp blue suit, stood up in the car doorway and waved. The crowd roared in excitement and surged around him. The path to the door vanished. His security grabbed him and shouldered their way through the sea of humanity until they got him to the house's door, through which he popped like a cork, clutching his glasses in his hands.

After a coup, kidnapping, exile, diplomatic intrigue, and his rapturous welcome, Aristide was finally back home.

Sports

Copa America 2011: Uruguay champion

Par Anthony Mompérousse

La Copa America 2011, dont la finale s'est jouée le dimanche 24 juillet s'estompe déjà dans l'esprit des fanatiques du football qui garderont en mémoire deux faits insolites : le Paraguay qui a atteint la finale sans avoir gagné un match et le Brésil qui a raté quatre penaltys.

L'Uruguay après avoir éliminé l'Argentine (tir de penaltys) voyait ses chances augmenter de remporter la Copa America 2011 après les éliminations de la Colombie et du Chili, deux équipes attrayantes qui pratiquaient un football construit et offensif.

Le Paraguay avait atteint la finale sur un coup de chance et bien que l'Uruguay partait favori, on craignait que la chance ne favorise encore une fois les paraguayens et leur offre une victoire (sur penalty) contre la céleste.

Un titre de champion pour le Paraguay serait une insulte à toute logique footballistique.

Au stade monumental de Buenos Aires, les coéquipiers de Forlan mirent la pression dès les premières minutes sur le Paraguay qui, comme à l'accoutumée, avait garni sa défense et voulait contrôler le milieu du terrain.

Afin de briser le schéma défensif de l'équipe, l'entraîneur Oscar Tabarez avait intimé l'ordre à ses attaquants de profiter des espaces libres à l'aile et de centrer les ballons, forçant la défense paraguayenne dans un duel aérien.



Uruguay champion de la Copa America 2011

Dans ce style de jeu, l'Uruguay avait l'avantage, car l'attaque de la Céleste bénéficiait de l'apport du défenseur Diego Lugano, qui sur corner, envoya le ballon dans les buts. Un réflexe spontané de Justo Villar (gardien du Paraguay) détourna le ballon hors des buts.

Un autre coup de tête du défenseur uruguayen Sebastian Coates fut dévié par la main du demi Nestor Ortigoza, sous les yeux complaisants de l'arbitre Salvio Fagundes, qui refusa d'accorder le penalty.

Avec deux attaquants en pointe pratiquement esseulés, le Paraguay dut subir l'engagement adverse et à la 12ème minute, Luis Suarez à la réception d'une passe, contrôla le ballon de la droite, prit de vitesse la défense et trompa le gardien Justo Villar.

Un but de toute beauté, suivi d'un autre à la 42ème minute, lorsque Egidio Rios vola le ballon des pieds du paraguayen Ortigoza et le glissa à Forlan qui marqua son premier but du tournoi.

A 2-0, en première mi-temps, l'Uruguay calma son jeu et le Paraguay se décida à jeter toutes ses forces dans la bataille.

L'on vît alors une équipe assez séduisante, favorisant le jeu en triangle, les débordements sur l'aile. Mais la défense bien organisée, déjoua les attaques adverses et joua en contre-attaque.

La partie semblait s'achever sur un score de 2-0 lorsque vers la 89ème minute, une contre attaque permit à Forlane de marquer le 3ème but de son équipe.

Uruguay 3 – Paraguay 0

Uruguay champion de la Copa America 2011.

Un titre qui sied bien à ce petit pays de l'Amérique latine qui a travaillé dur pour remonter la pente. Jusqu'au cours des années 70, l'Uruguay était classé presqu'au même niveau que l'Argentine et le Brésil. L 'histoire retiendra l'historique victoire de l'Uruguay en finale de la Coupe du Monde 1950, lorsque l'Uruguay mit à genoux le Brésil au stade Maracana (2-1) et conquit le titre de champion du monde.

L'année dernière, la Céleste avec un Diego Forlan (classé meilleur joueur de la Coupe du monde 2010) survolté avait conquis la 4ème place.

Cette année, en Copa America, Luis Suarez (24 ans) qui joue à Liverpool, a surclassé ce tournoi et laissé entrevoir les possibilités de l'Uruguay qui se prépare à participer aux éliminatoires de la Coupe du Monde 2014 qui se déroulera au Brésil.

Formation des 2 équipes :

Uruguay : Fernando Muslera, Maximiliano Pereira, Diego Lugano, Sebastián Coates, Martín Cáceres (Diego Godin, 88), Alvaro González, Diego Pérez (Sebastián Eguren, 69), Egidio Arévalo Rios, Alvaro Pereira (Edinson Cavani, 63), Diego Forlán et Luis Suárez.

Paraguay : Justo Villar, Iván Piris, Dario Verón, Paulo Da Silva, Elvis Marecos, Méstor Ortigoza, Cristian Riveros, Victor Cáreces (Hernán Pérez, 64), Henrique Vera (Marcelo Estigarribia, 64), Nelson Haedo Valdez y Pablo Zeballos (Lucas Barrios, 76)

Arbitre : Salvio Fagundes (Brasil).

Le Pérou a obtenu la 3ème place de cette compétition en battant le Vénézuéla par 4 buts à 1.

Coupe du Monde de football des moins de 20 ans

Cette compétition se tiendra du 29 juillet au 20 aout à Colombie avec la participation de 24 équipes.

Le Brésil ouvrira les hostilités le 29 juillet contre l'Egypte.

La politique de classe de la crise du plafond de la dette américaine

Par Patrick Martin

L'establishment politique de Washington et les médias américains porteront au cours de ces deux prochaines semaines une attention toute particulière à la date butoir du 2 août pour le relèvement du plafond de la dette fédérale. Sans action du Congrès pour rehausser la limite de la dette d'ici cette date, le gouvernement américain, selon le département du Trésor, sera incapable d'emprunter de l'argent pour assurer les paiements de dépenses, dont les chèques de Sécurité sociale qui doivent être envoyés le 3 août à 50 millions d'allocataires, et les paiements d'intérêts afférents aux obligations du Trésor américain arrivant à échéance à la fin du mois.

Pour comprendre la signification de cette crise de plafonnement de la dette et des mesures qui sont proposées pour la résoudre, il est nécessaire de démêler le tissu de mensonges tramé par les politiciens démocrates et républicains à Washington et qu'intensifient les commentaires faits par les médias qui sont à la botte des grandes entreprises, tant dans le camp libéral que républicain.

Pourquoi une « réduction du déficit » est-elle à présent réclamée à l'unanimité dans tous les milieux politiques américains ? Quelles sont les questions de classe fondamentales sous-jacentes à cette campagne ?

L'élite dirigeante américaine est en train de commettre le plus grand vol des travailleurs de l'histoire américaine. Lors du sauvetage des banques en 2008-2009, l'aristocratie financière avait efficacement reporté sur le gouvernement ses mauvaises créances et ses pertes issues de décennies de spéculations irresponsables. A présent, la classe ouvrière est obligée de payer le prix du pillage du Trésor public par Wall Street par la démolition de la Sécurité sociale, de Medicare, de Medicaid et d'autres programmes sociaux dans le domaine de l'éducation, de l'environnement, du transport et du logement.

Lorsqu'ils entendent Barack Obama, John Boehner [le chef de file des Républicains] et d'autres politiciens et représentants des médias et du patronat déclarer qu'il « n'y a pas d'argent » pour maintenir des programmes vitaux dont des millions de travailleurs dépendent pour leur survie, ces derniers devraient repenser à la crise financière qui a éclaté, il y a moins de trois ans. On n'avait pas dit alors qu'il « n'y a pas d'argent » pour sauver les banques de l'effondrement. Au contraire, des sommes colossales et en principe illimitées – à hauteur de 23,7 mille milliards de dollars en espèces, en crédits et en garanties du Trésor, de la Banque centrale des Etats-Unis et d'autres institutions – avaient été débloquées pour défendre le système capitaliste et les intérêts financiers des ultra-riches.



Ces coupes jetteront des millions de travailleurs dans des conditions de pauvreté, de famine, de maladie et de mort prématurée.

Il y a un fort élément de manipulation politique dans le conflit actuel sur le plafond de la dette fédérale. Au début, les Républicains du Congrès ont cherché à recourir à la loi pour rehausser le plafond de la dette – une procédure comptable utilisée des dizaines de fois au cours de ces quatre dernières décennies – pour s'attirer les faveurs de certains éléments du mouvement ultra droitier Tea Party. En maintenant le plafond de la dette à un niveau élevé, ils espèrent forcer le gouvernement



Le gouvernement Obama se concentre sur des changements qui seront dévastateurs pour la classe ouvrière.

Obama à opérer des réductions plus importantes tout comme ils l'avaient fait en avril et en mai pour bloquer le budget pour l'exercice 2011.

Mais ces calculs avaient été contrariés lorsque Obama avait proposé des coupes encore plus grandes dans les dépenses que celles exigées par les Républicains du Congrès, les liant à une faible augmentation des impôts pour les riches. Il proposa même d'ajouter à l'ordre du jour des réductions des dépenses de la Sécurité sociale, suscitant ainsi des plaintes de la part des Républicains du Congrès qui disaient avoir été « dépassés » à droite par la Maison Blanche.

Obama profite clairement de l'élément de crise provoqué par la date butoir du 2 août pour créer une atmosphère politique dans laquelle de telles coupes massives peuvent être mises en œuvre.

Dans ce conflit, le gouvernement Obama forme le fer de lance de l'assaut de la classe dirigeante américaine contre les travailleurs. Ses propositions d'éliminer les niches fiscales profitant aux grandes entreprises et aux riches sont largement considérées par l'aristocratie financière comme un désagrément mineur qui procurera une couverture politique aux réductions budgétaires plus larges. Ces mesures étant soi-disant la preuve d'un « sacrifice commun » comme si des millionnaires payant un peu plus pour un avion d'affaires, pouvaient être comparés à un couple de retraités contraints de choisir entre payer le loyer ou payer les factures médicales ou un étudiant

Suite à la page (18)

Lettre d'un Vénézuélien au peuple cubain



Fidel Castro et Hugo Chavez

Porlamar, 16 juillet 2011.
Citoyen directeur
Quotidien Granma de Cuba.

Remerciements

J'ai l'honneur de m'adresser à vous pour vous saluer, et aussi profiter de l'occasion pour exprimer ma gratitude pour toutes les bontés reçues dans votre île, grâce à l'Accord Cuba-Venezuela, en vertu duquel de nombreux Vénézuéliens comme moi, suivent un traitement médical, et pour les égards et les marques d'attention que nous réservent les médecins et les infirmières. Jamais, je ne saurai comment les remercier pour leur excellent service et leur dévouement. Par ailleurs, j'ai été touché par la beauté de l'île et par l'amabilité de ses habitants, que je considère comme mes frères. Mais je tiens avant tout à remercier le camarade Fidel, Raul et tout le peuple cubain et ses professionnels de la médecine qui ont pris soin et continuent de prendre soin du plus précieux des Vénézuéliens, notre commandant Hugo Chavez Frias, le président de notre beau pays, guide incontesté de notre révolution bolivarienne, un homme de lutte qui fait l'objet de notre plus grande estime.

Le Venezuela et tous les peuples avec lesquels nous avons des relations, nous prions Dieu pour son prompt rétablissement. Un homme pour lequel nous n'hésiterions pas à verser notre sang s'il le fallait. Tous les Vénézuéliens de bonne volonté, plaçons notre foi en vous, qui saurez nous rendre notre président sain et plus fort pour continuer d'affirmer l'union de tous les peuples d'Amérique, de concert avec Cuba, pour voir se réaliser le rêve de Marti et de Bolivar de la Grande patrie, consolider l'ALBA, le SUCRE, Petrocaribe, le Mercosur, ainsi que l'instauration de la Communauté des États latino-américains et de la Caraïbe, autrement dit une OEA sans les États-Unis et le Canada, qui sera un événement d'une grande importance politique qui bien entendu ne plaira pas à Washington. Nos missions continuent d'atteindre leurs objectifs, y compris la Mission Barrio Adentro, l'une des plus importantes, encadrée par le personnel médical cubain.

M. le directeur, mon intention est d'exprimer au peuple cubain notre profonde solidarité et notre reconnaissance éternelle pour veiller à la santé de notre commandant Hugo Chavez.

Veuillez recevoir une accolade bolivarienne et latino-américaine, et sachez que vous trouverez toujours en moi un ami fidèle et un frère.

La Patrie Socialiste!
Venceremos!
Viva Cuba Libre!
Bien à vous,

Ing. Alex Manuel Peña R.
Urb. Villa Esperanza, casa 271. Mun. Garcia. Porlamar. Isla de Margarita. Venezuela
Granma 21 Juillet 2011

Maroc: un avion militaire s'écrase dans le sud, 80 morts

Tous les 80 passagers d'un avion militaire marocain ont été tués mardi lorsque l'appareil s'est écrasé contre une montagne dans le sud du pays, dans l'accident aérien le plus meurtrier de l'histoire du Maroc, selon des sources militaires et hospitalières. L'accident s'est produit près de Guelmim, dans une région désertique et montagneuse, à 830 km au sud de Rabat, selon l'armée, qui a ouvert une enquête pour établir les causes précises de cet accident.

A la suite de cet accident "tragique, le roi Mohammed VI chef suprême des Forces armées royales a décidé de décréter un deuil national de trois jours à partir de mardi, en hommage aux victimes", a indiqué une source officielle à Rabat.

L'avion --un Hercules C-130-- avait à son bord 80 passagers dont une majorité de militaires, et une dizaine de civils. Un précédent bilan faisait état de 78 morts et trois blessées, mais une source hospitalière a ensuite indiqué que deux personnes blessées étaient décédées, et qu'un troisième blessé avait été comptabilisé par erreur.

L'appareil assurait la liaison Agadir (sud)-Laayoune-Dakhla (Sahara occidental). Selon les premières indications données par l'armée, il a heurté la montagne de Sayyert, à environ 10 km de Guelmim, une ville surnommée la "porte du désert".

Le roi Mohammed VI a adressé "un message de condoléances aux familles des victimes en sa qualité de chef suprême des FAR", a précisé à l'AFP une source officielle.

Une source locale a assuré que l'accident était "dû notamment aux mauvaises conditions météorologiques". "L'avion s'apprêtait à atterrir dans l'aéroport militaire quand on a aperçu une immense fumée venant des montagnes près de Guelmim", a précisé cette source.

Conçu dans les années 1950, le Lockheed C-130 Hercules est un avion de transport militaire américain toujours largement utilisé pour des missions multiples dans une cinquantaine de pays.« Il s'agit d'un avion militaire qu'on utilise pour le transport des troupes mais aussi pour leurs familles. Il est très utilisé dans le Sahara », selon un responsable marocain.


L'avion militaire marocain, un Hercules C-130, s'est écrasé près de Guelmim dans le sud du Maroc, le 26 juillet 2011

C'est le plus grave accident d'avion que le Maroc ait connu.

En décembre 2001, un avion bimoteur de type «Descender» de la gendarmerie marocaine avait disparu dans le sud du Maroc avec à son bord au moins cinq personnes dont deux pilotes.

En 1994, un avion de tourisme ATR 42 s'était écrasé prés d'Agadir dans le sud du pays, et cet accident avait fait 44 morts. Guelmim connaît une importante activité économique et touristique dans le domaine notamment écologique.

Suite de la page (13)

oculaire des soldats qui entrent Place Tienanmen : il a vu les militaires entrer sur la place et n'a noté aucun feu massif sur la foule, même si l'on entendait des tirs sporadiques. Il a dit qu'une grande partie des troupes entrées sur la place n'était en effet armée que d'instruments anti-émeute : des matraques et des barres en bois ; ils étaient appuyés par des soldats armés »

Un câble suivant affirmait : « Un diplomate chilien fournit un témoignage oculaire des soldats qui entrent sur la place Tienanmen : même si l'on entendait des tirs sporadiques, il a dit qu'excepté quelques coups contre des étudiants, il n'y a eu aucun feu massif sur la foule d'étudiants à côté du monument».

On se souviendra que le Chili de l'époque était gouverné par le général Augusto Pinochet, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat de droite, violent, anti-socialiste, soutenu par les Usa, et que des centaines de représentants de la gauche, y compris le président Salvador Allende, avaient été tués. Le « diplomate chilien » cité ne pouvait pas être considéré comme un ami de la Chine.

Pas un journal, pas une télévision ou une station de radio étasunienne n'a rapporté ni commenté ces câbles délivrés par Wikileaks, ni sur l'histoire que le Telegraph a écrite. Comme s'ils étaient tombés dans un abîme sans fond. Est-ce parce que les media pensent que le rapport n'est pas crédible ? Non, certainement pas.

Ils savaient la vérité dès 1989. Le New York Times sait que c'est crédible. Leur chef du bureau de l'époque, Nicholas Kristof, l'a confirmé dans un ample article intitulé « China Update : How the Hardliners Won » [1], publié dans le Magazine du Sunday Times le 12 novembre 1989, cinq mois après les présumés massacres de la place.

A la fin justement de ce long article, qui se voulait fournir une vision de l'intérieur du débat interne du groupe dirigeant du Parti Communiste Chinois, Kristof affirmait catégoriquement : « Sur la base de mes observations dans les rues, ni la version officielle ni de nombreuses versions étrangères ne sont du tout correctes. Il n'y a eu aucun massacre sur la Place Tienanmen, par exemple, même s'il y a eu une quantité de personnes tuées ailleurs ».

Même si l'article de Kristof était âprement critique à l'égard de la Chine, son affirmation qu'il n'y avait eu « aucun massacre sur la Place Tienanmen » suscita immédiatement des cris de protestation de la part des détracteurs de la Chine aux Usa, comme le reflète la rubrique courrier du Times. Y a-t-il eu des combats à Pékin ? Absolument. Mais il n'y a pas eu de massacre d'étudiants désarmés sur la place. Ceci a été une invention de l'Occident, destinée à diaboliser le gouvernement chinois et à gagner la sympathie du public pour la contre-révolution.

Le tournant vers une économie de marché sous Deng Xiaoping a éloigné de nombreux travailleurs. Il y a aussi eu un élément contre-révolutionnaire qui a essayé de tirer profit du mécontentement populaire pour restaurer complètement le capitalisme.

Les impérialistes espéraient que les batailles à Pékin auraient fait tomber le Parti Communiste Chinois, et détruit l'économie planifiée -de la même façon que ce qui allait arriver deux ans plus tard en Union Soviétique. Ils voulaient que la Chine s' « ouvrît », non pas à la vérité mais au saccage de la propriété populaire par des banques et des corporations impérialistes.

Après de nombreuses hésitations au sommet, l'armée a été mobilisée et la révolte écrasée. La Chine n'a pas été démantelée comme l'Union Soviétique ; son économie n'a pas implosé ni les niveaux de vie subi un déclin. Au contraire, salaires et conditions sociales se sont améliorés à un moment où en tout autre endroit les travailleurs ont subi de graves pertes sous l'effet d'une grave crise économique capitaliste.

Malgré de profondes concessions au capitalisme, à l'extérieur et à l'intérieur, la Chine continue à avoir une économie planifiée fondée sur de fortes infrastructures de propriété de l'Etat.

Workers World, 29 juin 2011. Traduit par M-A. Patrizio de la version italienne réalisée par Domenico Losurdo LGS 23 JUILLET 2011

Deirdre Griswold a été candidate à la présidence des Etats-Unis pour le WWP *(Workers World Party/* Parti communiste des travailleurs du monde) en 1980, et s'est occupé pendant plusieurs décennies du journal étasunien Workers World.

Suite de la page (17)

obligé de quitter l'université faute d'avoir obtenu une bourse [Pell Grant, subvention accordée aux étudiants nécessiteux].

De plus, les multimillionnaires ont reçu l'assurance que la moindre charge aux dépens de leur fortune incorporée dans un éventuel plan de réduction du déficit sera plus que compensée dans des propositions de réforme fiscale qui réduira radicalement le taux d'imposition général des entreprises et des ménages à revenu élevé.

Personne ne devrait se faire d'illusions sur l'ampleur des réductions qui sont en train d'être élaborées à Washington. Le gouvernement Obama se concentre sur des changements qui seront dévastateurs pour la classe ouvrière. Ces coupes jetteront des millions de travailleurs dans des conditions de pauvreté, de famine, de maladie et de mort prématurée.

Pour la classe dirigeante, c'est une occasion unique de saper une fois pour toutes les programmes sociaux, notamment la Sécurité sociale, Medicare et Medicaid que l'élite financière considère être un fardeau intolérable. Dans la mesure où Obama a pris les devants dans cet assaut, il se sent visiblement renforcé politiquement tandis que les Républicains du Congrès sont en plein désarroi.

Néanmoins, l'issue du conflit politique à Washington n'est pas encore tranchée. Les divisions existant au sein et entre les deux partis capitalistes pourraient, du moins momentanément, mener à une impasse allant au-delà de la date butoir du 2 août.

Tandis que cela déclencherait sans aucun doute une tempête médiatique, et peut-être même une perturbation significative des marchés financiers, l'évolution d'ensemble de la situation resterait inchangée. La seule déclaration concrète d'Obama sur ce qui se passerait si la date limite du 2 août était dépassée – à savoir qu'il « ne pourrait pas garantir » que les chèques de la sécurité sociale soient envoyés comme prévu – montre qu'en cas d'une nouvelle crise financière les divisions de classe apparaîtront encore plus crûment. Il n'a pourtant pas menacé de retenir les paiements à l'adresse des détenteurs milliardaires d'obligations ou des géants de l'armement.

En faisant de la réduction du déficit son cri de guerre, le gouvernement Obama a révélé son véritable caractère de classe. C'est un gouvernement pour, par et de l'aristocratie financière – comme l'ont montré les rentrées d'importantes sommes d'argent pour la campagne de réélection d'Obama, plus du double de celles de tous les Républicains réunis.

Le cap adopté par le gouvernement Obama dépasse le cynisme affiché par ses apologistes libéraux du New York Times et du magazine Nation ainsi que de groupes tels l'International Socialist Organization qui décrivent Obama comme étant une figure politique « progressiste » dont l'élection inaugurerait une nouvelle époque de réformes sociales aux Etats-Unis. Au lieu de cela, Obama a intensifié la guerre en Afghanistan, a lancé de nouvelles attaques militaires contre la Libye, le Yémen et la Somalie, a poursuivi les attaques du gouvernement Bush contre les droits démocratiques et cherche actuellement à surpasser les Républicains en imposant une politique d'austérité dans le pays.

Le Socialist Equality Party (Parti de l'Egalité socialiste, SEP) appelle tous les travailleurs à s'opposer à l'ensemble des coupes dans les programmes sociaux, quels que soient les partis qui en sont les auteurs ou quels que soient les arguments utilisés pour les justifier. Les Démocrates et les Républicains exécutent les dictats d'une infime fraction de la population américaine, les banquiers, les PDG des grands groupes et les investisseurs ultra-riches – ceux qui sont responsables de la crise en premier lieu.

Pour les travailleurs américains, le premier pas dans cette lutte est de rompre avec le système actuel des deux partis patronaux afin de lutter pour la construction d'un mouvement de masse socialiste de la classe ouvrière aux Etats-Unis et internationalement. C'est la perspective avancée par le Socialist Equality Party.

WSWS 19 juillet 2011

Suite de la page (12)

« La veille, Julito avait fait une crise d'hémoptysie et Abel lui avait ordonné de rentrer à La Havane. Mais il refusa et se battit à ses côtés à l'hôpital civil Saturnino Lora. C'est lui qui tira la dernière balle, lorsque tous les autres camarades avaient épuisé leurs munitions. »

Pourquoi certains des attaquants tardèrent-ils à arriver à la caserne Moncada?

P. T : « Pour la simple raison que les chauffeurs de plusieurs des véhicules ne connaissaient pas la ville de Santiago de Cuba et se sont perdus en chemin. J'étais dans une de ces voitures. Nous étions sur les hauteurs de Quintero ; en plein carnaval, je vois un homme qui danse avec des sandales de bois et je lui demande : '' Mais où se trouve donc la caserne Moncada ? ''. Il n'arrête pas de danser et me lance : '' Par là, dans la direction des coups de feu ! ''

« Nous étions huit dans la voiture, en proie à l'angoisse. A notre arrivée à la caserne, Fidel avait déjà donné l'ordre de battre en retraite. Nous ne pouvions pas rester ensembles, et certains d'entre nous sont partis à pied, pour brouiller les pistes. Tout en marchant dans une ville que je ne connaissais pas, je me suis débarrassé de mon uniforme et j'ai continué d'avancer en civil ; c'est ce qui nous avait été indiqué.

« J'ai arrêté un autobus et j'ai demandé au chauffeur où il allait : '' Montez, me dit-il, on va à La Havane. Mais essayez de vous coiffer un peu et d'arranger votre guayabera. On verra bien comment on s'en sortira…"

« A Calabazar, des agents du SIM (Service de renseignements militaires) m'attendaient. Ils m'arrêtent et m'emmènent au siège de ce corps répressif. Ils n'ont pas pu prouver ma participation à l'attaque de la Moncada. En plus, il y avait la déclaration d'un chauffeur de taxi batistien qui m'avait confondu avec quelqu'un d'autre et affirmait que j'étais monté dans son taxi à Calabazar ce dimanche 26 juillet. Ils me relâchèrent en m'avertissant que je ne pouvais pas quitter mon village : je ne pouvais me déplacer que de la maison au travail.

« Lorsque Melba et Haydée sortirent de prison, je les rejoignis pour continuer de collaborer avec le Mouvement 26 Juillet. Lorsque Fidel sortit de la Prison modèle et partit pour le Mexique, je dus moi aussi m'exiler. »

Où avez-vous connu Raul Castro ?

P. T : Dès que les attaquants de la Moncada sortent de la Prison modèle, je rencontre Raulito (Melba et moi utilisions volontiers ce diminutif, car il nous semblait vraiment très jeune) chez sa sœur aînée, Lidia.

« Fidel m'avait chargé d'aller chez Lidia pour que Raul me remette l'article qu'il tapait à la machine : le directeur de la revue Bohemia tenait à le publier de toute urgence… Soudain, Lidia se rend compte que la police encercle l'immeuble. Je cache les feuilles sous mon tricot de corps et, quand j'arrive à la porte, je tombe sur le colonel de la police Martin Pérez, qui me demande : '' Et toi, tu habites ici ? ''. Je réponds fermement que oui. «Poursuis ton chemin, me dit-il. Je vais fouiller tous ces appartements un par un."

« J'arrive au siège de la revue Bohemia, je raconte cet épisode à Fidel et lui tends les feuilles cachées sous ma chemise… Tout content, Fidel me prend à bras le corps et me soulève du sol… L'article fut publié sous sa signature et sous le titre : Chaviano ment.»

Pedro Trigo aurait bien d'autres anecdotes à nous raconter, des souvenirs, ce qu'il appelle des « éclats d'histoire ». Mais je ne lui pose pas plus de questions car ce 29 juin, il fête ses 83 printemps, et les amis et voisins se pressent à la porte de chez lui pour le féliciter…

Granma 14 juillet 2011

Suite de la page (20)

une division claire ; c'est dans ce cadre qu'un troisième monde -qui a affirmé son existence politique lors de la Conférence de Bandung en 1955- émerge au cours des années 1950-1960 et revendique sa place dans les relations internationales ainsi que sa part dans le partage des richesses de la planète, en proclamant son refus de la bipolarisation du monde.

C'est dans ce contexte que Fanon a forgé sa réflexion sur le rôle de la violence dans le processus de libération et sur les risques encourus par les anciens colonisés, une fois l'indépendance acquise.

La production intellectuelle de Fanon a fortement influencé les révolutionnaires à travers le monde, en Afrique mais aussi en Asie et aux Amériques. Ses textes ne peuvent être dissociés des circonstances historiques dans lesquelles ils ont vu le jour, mais leur pertinence est intacte et ils continuent d'inspirer de nouvelles générations de militants et d'intellectuels tant au sud qu'au nord. Les grilles de lecture forgées par Fanon demeurent des outils efficaces pour analyser l'actualité d'un monde où la domination et l'exploitation ont changé d'apparence mais restent régies par des mécanismes, eux, fondamentalement inchangés.

Rendre compte de l'apport de Frantz Fanon dans le processus de libération des peuples, revient à présenter les différentes étapes de son existence, de ses prises de position, du développement et de la formulation de sa pensée. Son œuvre se confond avec sa trop courte existence marquée par la révolte devant l'injustice, le principe de réalité et l'éthique de l'engagement. La Seconde Guerre mondiale fut l'élément déclencheur de l'éveil politique du jeune Fanon. Spontanément antifasciste et traduisant déjà par un engagement concret son refus du nazisme, Fanon quitta le foyer familial et partit clandestinement rejoindre, en tant que volontaire, les Forces Françaises Libres qui se battaient contre l'Allemagne nazie.

Décoré de l'armée coloniale française, il n'a jamais vraiment ressenti le sentiment de faire partie des libérateurs. Dans une lettre écrite à ses parents en 1944, il exprime l'ampleur de ses désillusions, « J'ai fait une erreur. Rien, absolument rien ne justifie la brusque décision que j'ai prise de défendre les intérêts du propriétaire terrien : que je le défende ou non, il s'en fout ».

Fanon devait constater que les forces mobilisées contre le nazisme nourrissaient en leur sein l'idéologie raciste et pratiquaient quasi-officiellement la discrimination raciste et ethnique. L'uniforme, censé traduire l'égalité entre soldats, masquait difficilement d'insupportables inégalités de traitement entre noirs et blancs.

Après sa démobilisation, il revient en Martinique puis retourne en France où il s'inscrivit à la faculté de médecine de Lyon où, outre ses cours, il assiste à ceux du philosophe Maurice Merleau-Ponty, lit la revue de Sartre, Les Temps Modernes, et s'intéresse tout particulièrement à Freud et Hegel.

Dans son premier livre, Peau noire, masques blancs -qui aurait dû être sa thèse de doctorat- publié en 1952, Fanon évoque cette collision inaugurale avec le racisme européen qu'il découvrit précisément dans l'armée antifasciste de De Gaulle. L'appréhension intellectuelle du racisme qui englobe à la fois le corps et le discours reste remarquablement actuelle, surtout au regard de la résurgence « décomplexée » du discours raciste en Europe. Phénomène, aujourd'hui en France, qui atteint les écoles de foot pour jeunes enfants d'un même pays qui, dans un racisme « pure souche », ont fait l'objet d'un débat indigne à propos des quotas sur la base de la couleur de la peau, des origines et de prétendues aptitudes physiques « spécifiques».

Peau noire, masques blancs est un jalon fondamental dans la lutte antiraciste, du décryptage des mécanismes de la ségrégation et de ses enjeux politiques. Analysant les ressorts du colonialisme et ses impacts sur les dominés, Fanon conteste le concept de négritude forgé par Senghor et Césaire en articulant la lutte contre le racisme dans un mouvement universel de désaliénation des victimes du racisme et des racistes eux-mêmes.

Psychiatre, il revisita les formes thérapeutiques basées sur la contrainte et la violence inhérentes à la psychiatrie hospitalière traditionnelle.

En 1953, âgé de vingt-neuf ans, il arrive à l'Hôpital psychiatrique de Blida et fut scandalisé de constater que l'école psychiatrique de l'Algérie coloniale classait les Arabes algériens comme « primitifs », affirmant que leur développement cérébral était « arriéré ». Ainsi, pour les psychiatres coloniaux, les comportements pathologiques des indigènes dérivaient de causes génétiques et étaient donc incurables. Fanon, proche de ses patients et de leurs familles, découvrit alors l'expression crue de la hiérarchie des races et d'une ségrégation violente, comparable à l'apartheid.

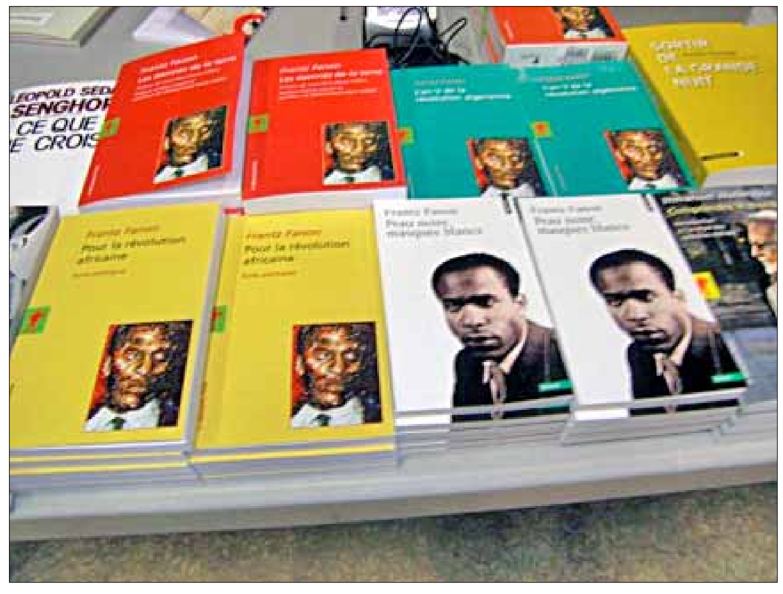
Le déclenchement de la guerre de libération nationale, le 1er novembre 1954, eut naturellement un impact sur l'hôpital qui accueillait des patients traumatisés par l'expérience de la violence, aussi bien des torturés que des tortionnaires (quelques cas sont évoqués dans Les Damnés de la terre).

Par l'intermédiaire de militants de la cause nationale algérienne, des médecins et des activistes, qui prenaient en charge les moudjahidines blessés, il entra en contact direct avec le FLN. En 1956, lorsque le gouvernement opta pour une politique de répression militaire brutale et généralisée, il démissionna, proclamant que comme psychiatre, il ne pouvait renvoyer ses patients dans une société qui, fondamentalement, les aliène et les déshumanise. Expulsé par les autorités coloniales en janvier 1957, il rejoint Tunis, siège extérieur de la Révolution Algérienne.

Il reprend à Tunis ses activités professionnelles tout en s'engageant dans l'action politique du FLN. Il fut journaliste à El Moudjahid et fut nommé, par le gouvernement algérien en exil, ambassadeur itinérant en Afrique. Il se rendit tour à tour au Ghana où il rencontra Kwame Nkrumah et étudia de près les problèmes posés par la constitution d'un



Plus de 600 délégués nationaux et internationaux participant à la quatrième réunion d'ascendance africaine et les changements révolutionnaires en Amérique latine et les Caraïbes



La pensée de Fanon continue d'inspirer aujourd'hui ceux qui combattent pour le progrès de l'homme partout sur la planète



Le Forum s'est déroulé jusqu'au 22 juin, et a été dédié à Haiti, à l'occasion de l'"Année Internationale des Afrodescendants"

État africain indépendant ; au Congo où il rencontra Patrice Lumumba, en Ethiopie, au Libéria, en Guinée et au Mali. Son objectif était de populariser la lutte du peuple algérien par la consolidation d'alliances avec les peuples d'Afrique et la mise en pratique de l'internationalisme qui caractérisait sa vision des luttes émancipatrices.

Ainsi son action auprès des dirigeants maliens a permis l'ouverture en 1960, d'un nouveau front dans le sud algérien à qui la Guinée a fourni des armes.

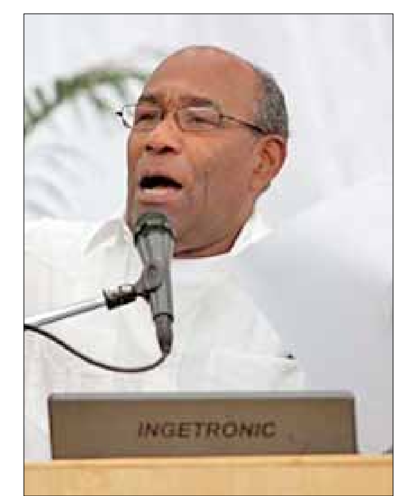
Il a même joué un rôle non négligeable dans l'envoi d'armes soviétiques, destinées au front Ouest, grâce à la solidarité du Président Sékou Touré. Fanon fait état de ces séjours en Afrique sub-saharienne dans Les Damnés de la terre.

En 1959, l'éditeur français, François Maspero, publie le deuxième livre de Fanon, L'an V de la révolution algérienne. Ce n'est pas seulement une mise en accusation de la France pour les crimes de masse contre la population algérienne, -près de cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie, la France peine à reconnaitre ses crimes, comme elle peine à reconnaître sa lourde responsabilité dans le pillage systématique de l'Afrique et son impossibilité, malgré une loi pour reconnaître la traite négrière et l'esclavage comme crime contre l'humanité, à ouvrir complètement le chapitre de cette part sombre de l'histoire française–, il s'agit d'un exercice analytique sur les ressorts de la révolution algérienne et les transformations qu'elle induisait dans une société dominée, humiliée et gravement paupérisée. Cet ouvrage fut interdit en France, paradoxalement cela fit parler de Fanon, en Afrique et dans le Tiers-monde. Il fut invité à des congrès internationaux, où il était attentivement écouté au point qu'il devint une cible pour les autorités françaises. Au printemps 1961, il s'engagea à fournir un manuscrit à son éditeur, ce sera Les damnés de la terre qui ne porte pas seulement sur l'Algérie, mais sur l'ensemble du tiers-monde en voie de décolonisation. Le 3 décembre, il reçoit le manuscrit à l'hôpital Betesdha de Washington. 3 jours après, il meurt d'une leucémie.

En 1962, Maspero fait paraître dans Présence Africaine un hommage à Fanon ; il s'efforce également de publier ses œuvres complètes en recherchant ses textes publiés, souvent de manière anonyme, dans le journal clandestin du FLN, El Moudjahid. Pour la Révolution africaine deviendra ce livre, publié en 1964 ; il a été traduit par Ernesto Che Guevara.

En 1961, date de la rédaction des Damnés de la terre, Fanon considérait que l'ère coloniale était irrévocablement dépassée ; ce qui est désormais en question est l'évolution des Etats libérés. Pour Fanon, la construction d'une société juste et prospère devait passer par la libération intégrale des hommes et des femmes du legs du colonialisme, ainsi il était fondamental d'identifier les carences et d'éliminer les séquelles d'une présence dévastatrice.

Un des chapitres des Damnés de la terre, « Les malheurs de la conscience nationale » est un appel aux peuples libérés de l'emprise coloniale pour la promotion d'élites productives, dotées d'une conscience politique et animées par le sens de l'intérêt général. Si les pays indépendants n'arrivent pas à former leurs élites, triompherait alors une culture d'affairistes qui ne serait que la caricature de leurs mentors occidentaux, dans leur comportement et leurs modes de consommation. Les mouvements de libération se transformeraient en parti unique, « la forme moderne de la dictature bourgeoise, sans masque, sans fard, sans scrupule et cynique ». En l'absence de perspectives réellement nationales, la voie des « dictatures tribales » serait ouverte : en jouant sur les divisions ethniques et sur les frontières « héritées » du colonialisme, ces nouveaux pouvoirs, portés par les maitres d'hier, finiraient par provoquer le délitement des nouveaux États. Ces mises en garde étaient prononcées à l'aube des indépendances, fêtées dans l'enthousiasme et la ferveur. L'analyse lucide de Frantz Fanon alertait de manière étonnamment prémonitoire sur les dérives susceptibles d'affecter les États postcoloniaux. Il décrit, avec des années d'avance, la pathologie néocoloniale, cette perpétuation de la domination par la soumission de gouvernements nationaux corrompus et antipopulaires aux intérêts des anciennes métropoles coloniales. Si les structures coloniales n'expliquent pas à elles seules l'échec des indépendances africaines, ce demi-siècle a été la démonstration impitoyable de l'efficacité des bombes à retardement léguées par les puissances coloniales. L'indépendance des pays colonisés était pour Fanon une étape préalable et nécessaire mais ne constituait en aucune façon la fin du processus de libération.



Le premier vice-président de l'Assemblée nationale vénézuélienne (AN), Artistóbulo Isturiz

Fanon a été l'un des penseurs de la révolution algérienne qui se situait hors de toute réduction dogmatique ou d'interprétation doctrinale. Progressiste et anti-impérialiste sans référence « théologique » au marxisme proche mais sans obédience aucune au camp socialiste. Comme le disait le sociologue Immanuel Wallerstein, dans une formule lapidaire mais très exacte : « Fanon lisait Marx avec les yeux de Freud et lisait Freud avec le regard de Marx ».

La libération de l'homme et sa désaliénation étaient pour Fanon le but ultime de la lutte politique sans pathos, sans rigidité mais sans concession.

Il était un homme indivisible qui ne saurait être réduit à une dimension particulière des luttes ; il a été antiraciste au nom de l'universalité et anticolonialiste au nom de la justice et des libertés. Il n'y a nulle part chez lui la moindre volonté de revanche ni de stigmatisation des blancs comme voudraient le présenter aujourd'hui les théoriciens fumeux de l'essentialisme et du soi-disant choc des civilisations. Ses détracteurs, qui se recrutent parmi les « intellectuels » néoconservateurs, lui ont intenté un procès en sorcellerie au titre d'une soi-disant apologie de la violence traduisant ainsi leur méconnaissance de l'œuvre de Fanon et leur mauvaise foi raciste. La violence défendue par Fanon -en tant que moyen ultime de reconquête de soi par ceux qui sont niés, exploités et réduits à l'esclavage- est celle de la légitime défense des opprimés qui subissent la violence, encore plus grande, de la domination, de la dépossession et du mépris.

Ce souffle lui a survécu au-delà des générations. Son analyse des pathologies sociales et politiques du racisme est d'une étonnante actualité, son analyse politique, psychologique et sociale dépasse le contexte dans lequel elle a été élaborée, conservant une fraîcheur et une pertinence étonnantes.

Sa lucidité et son indépendance loin de l'isoler, malgré la défiance des marxistes « orthodoxes » prisonniers du dogme, lui ont permis de gagner l'estime et le respect des combattants de la liberté et des indépendances. Fanon a été une référence majeure pour des militants illustres, comme le Commandant Guevara, Amilcar Cabral, Agostino Neto, Nelson Mandela, Mehdi Ben Barka et de bien d'autres…

En Afrique, en Europe, Fanon apparaît aujourd'hui comme plus actuel que jamais. Il fait sens pour les militants africains de la liberté et des droits humains, il fait sens aussi pour tous les Africains et les Arabes contre lesquels s'expriment, aussi bien dans les media que dans les propos d'élites de certains Etats, un racisme décomplexé, libérant ainsi violemment un impensé raciste.

Il fait sens car l'émancipation est toujours l'objectif premier des générations qui arrivent à l'âge de la maturité politique. Beaucoup d'Africains ont appris que ce combat pour la liberté, la démocratie et les droits humains est mené contre les potentats locaux mais aussi contre les tenants de l'ordre néocolonial qui les protège, les utilise pour piller les ressources et les éjecte quand ils ont fait leur temps.

La pensée de Fanon continue d'inspirer aujourd'hui ceux qui combattent pour le progrès de l'homme partout sur la planète. Dans un monde où le système de l'oppression, de l'écrasement de l'humain ne cesse de se renouveler et de s'adapter, sa pensée est un antidote contre le renoncement. Elle est l'arme d'une passion lucide pour le combat incessant pour la liberté, la justice et la dignité des femmes et des hommes. La libération des peuples et des individus de l'asservissement et de l'aliénation reste un objectif, l'émancipation est encore à venir.

Si Frantz Fanon était vivant, il n'aurait certainement pas voulu être considéré comme une autorité canonique hors du contexte de sa lutte et de son témoignage écrit.

La résistance continue, 50 ans après sa mort, Fanon nous exhorte toujours à ne pas abandonner la lutte dans cet espace social où les hommes et les femmes ordinaires peuvent encore remettre les choses en question et déployer la puissance et la sagesse d'un vrai projet politique.

Juin 2011

NDLR. * **Mireille Fanon-Mendès**, fille de Fanon. Elle épousera Bernard Mendès-France, fils de **Pierre Mendès-France**. Elle est membre du bureau de l' Union Juive Française pour la Paix (UJFP) et membre du Tribunal permanent des peuples.

*Dans sa résolution 64/169, l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) avait proclamé l'année 2011, "Année Internationale des Afrodescendants".

Venezuela : l'apport de Frantz Fanon dans le processus de libération des peuples

Par Mireille Fanon-Mendès -France *

Dans le courant du mois de juin, s'est tenue à Caracas la quatrième rencontre des Afrodescendants et des Transformations Révolutionnaires en Amérique et dans les Caraïbes, l'événement a été dédié à la République d'Haïti.*

Fanon, qu'il s'agisse de la folie, du racisme ou de l'"universalisme" confisqués par les puissants, ne cesse, au fond, de tenter de poser "un faire monde", à la manière d'une transformation en actes des situations où dominés et dominants ont, chacun, tout à perdre de la pérennisation des ordres et désordres existants. Fanon, cet insoumis, ce rebelle qui lutte tenacement et sans faille contre la domination exercée par les puissants sur les faibles, nous éclaire aujourd'hui à propos de l'articulation fondamentale entre le droit à la rébellion devant un système social, politique et économique qui plonge le monde dans le désordre et une colonisation d'un nouveau type. Ainsi, à la violence coloniale a succédé une violence indirecte, l'ordre colonial a contaminé le territoire des colonisateurs. Par un paradoxe dont l'histoire a le secret, l' « indigène » est omniprésent non seulement dans son aire d'origine, mais également dans ce que Fanon appelait les « villes interdites » où s'exercent les formes renouvelées de discrimination, il remarque dans Les damnés de la terre que « le monde colonisé est un monde coupé en deux (…) La zone habitée par les colonisés n'est pas complémentaire de la zone habitée par les colons. Ces deux zones s'opposent, mais non au service d'une unité supérieure (…) Ce monde compartimenté en deux est habité par des espèces différentes. L'originalité du contexte colonial, c'est que les réalités économiques, les inégalités, l'énorme différence des modes de vie, ne parviennent jamais à masquer les réalités humaines ».

A la veille du cinquantième anniversaire de sa mort, le 6 décembre 1961, il nous faut faire le constat que, malgré l'évolution du monde, il est d'une étonnante actualité, même si le colonialisme, sous ses formes anciennes, a disparu et que de nombreux Etats, libérés de l'oppression coloniale, ont vu le jour.

Pour autant la dépossession, l'aliénation et l'injustice ont elles quitté ce monde ?

A biens des égards, un observateur impartial pourrait dire, à la lumière sanglante des guerres impériales en Irak, en Afghanistan et en Libye, mais aussi coloniale en Palestine, que la politique de la canonnière, sur laquelle se sont fondés les empires coloniaux, a repris du service actif.

L'action et l'oeuvre de FANON se situent dans le contexte d'après-guerre marqué par la lutte idéologique entre le bloc occidental et le bloc socialiste avec

Suite à la page (18)



Des personnalités politiques venant de différents pays entre autres (3e à partir de la gauche) la sénatrice colombienne Piedad Cordoba et l'ancien président du Ghana Jerry John Rawlings (à droite)



La quatrième rencontre des Afrodescendants et des Transformations Révolutionnaires en Amérique et dans les Caraïbes, a été dédiée à la République d'Haïti



Au micro, la coordinatrice du Forum social mondial, Aminata Traoré



Une vue de l'assistance à cette grande activité